

Rapport de gestion 2024

2 Mise en garde

11 Faits saillants

16 Secteurs

Assurance, Canada

- 18 Assurance individuelle
- 19 Assurance collective – Régimes d'employés
- 20 Assurance collective – Marchés spéciaux
- 21 Services aux concessionnaires
- 22 iA Auto et habitation

Gestion de patrimoine

- 23 Gestion de patrimoine individuel
- 25 Épargne et retraite collectives

Affaires américaines

- 27 Assurance individuelle
- 29 Services aux concessionnaires

30 Rentabilité

- 30 Faits saillants
- 30 Analyse des résultats par secteur d'activité
- 38 Analyse des résultats par secteur d'activité pour le quatrième trimestre
- 44 Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction
- 45 Analyse selon les résultats financiers

50 Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels (MSC)

55 Situation financière

- 51 Solvabilité
- 54 Capitaux propres et financement
- 58 Contrôles et procédures

60 Placements

- 61 Fonds général
- 66 Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

68 Gestion des risques

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Mise en garde et renseignements généraux

Constitution juridique et renseignements généraux

iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la société ») est une société à capital-actions constituée le 20 février 2018 sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Au moment de sa constitution, elle était une filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») et n'avait pas d'activités commerciales. Le 1^{er} janvier 2019, le plan d'arrangement antérieurement approuvé par les actionnaires de iA Assurance et entériné par le tribunal a été complété et mis en place. Par conséquent, le 1^{er} janvier 2019, un certificat d'arrangement a été émis par le Registraire des entreprises, et iA Société financière est devenue la société mère du groupe iA détenant la totalité des actions ordinaires de iA Assurance. Jusqu'au 31 décembre 2018, iA Assurance était la société mère du groupe iA.

À ce titre, iA Société financière est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment par iA Assurance. Le 29 juillet 2024, iA Assurance a cessé d'être un émetteur assujéti conformément à une ordonnance délivrée en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario.

iA Société financière n'est pas régie par la *Loi sur les assureurs* (Québec). Toutefois, iA Société financière maintiendra la capacité à fournir, si elle estime nécessaire, du capital à iA Assurance afin que celle-ci respecte les exigences de la *Loi sur les assureurs* (Québec) en matière de suffisance du capital. Aux termes d'un engagement modifié et mis à jour du 1^{er} janvier 2025, iA Société financière continuera de divulguer sa situation de capital sur une base trimestrielle. Une copie de l'engagement modifié et mis à jour (auquel l'Autorité des marchés financiers est intervenante) a été déposée sous le profil SEDAR+ de iA Société financière à l'adresse sedarplus.ca.

iA Société financière est régie par la *Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie* (Québec) (la « Loi privée 1999 »), telle qu'amendée par la *Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie* (Québec) (la « Loi privée 2018 », et ensemble avec la Loi privée 1999, la « Loi privée »). La Loi privée 1999 a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 26 novembre 1999 et son amendement, la Loi privée 2018, a été sanctionné le 15 juin 2018. La Loi privée interdit à toute personne et à celles qui lui sont liées d'acquérir, directement ou indirectement, des actions avec droit de vote de iA Société financière s'il en résulte que cette personne et celles qui lui sont liées détiennent 10 % ou plus des droits de vote rattachés à ces actions. La Loi privée prévoit en outre que, dans le cas où une acquisition est effectuée contrairement à ce qui précède, chacune des personnes au bénéfice de qui les actions sont acquises ne peut exercer les droits de vote rattachés à la totalité de ses actions tant que cette contravention subsiste. De plus, en vertu de la Loi privée, iA Société financière doit détenir directement, ou indirectement, 100 % des actions ordinaires de iA Assurance.

Sauf indication contraire, tous les renseignements présentés dans ce rapport sont établis au 31 décembre 2024 ou pour l'exercice terminé à cette date.

Sauf indication contraire, tous les montants qui paraissent dans ce rapport sont libellés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux Normes IFRS[®] de comptabilité (désignées par « IFRS » dans le présent document) telles qu'elles s'appliquent aux sociétés d'assurance vie au Canada, et aux exigences comptables prescrites par les autorités réglementaires.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** exerce ses activités.

Ce rapport est publié en date du 18 février 2025.

Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca, de même que dans la notice annuelle de iA Société financière, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR+. Les renseignements contenus dans les différents documents et rapports publiés par iA Groupe financier ou les renseignements disponibles sur le site Web de iA Groupe financier et mentionnés dans le présent document ne sont pas et ne doivent pas être considérés comme incorporés par renvoi au présent document, sauf indication contraire expresse. De plus, les enquêtes internes, les prévisions sectorielles, les études de marché et autres informations accessibles au public, bien que considérées comme fiables, n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante, et la Société ne garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité de ces informations. Toutes les estimations et prévisions comportent des risques et des incertitudes et sont susceptibles d'être modifiées en fonction de divers facteurs, notamment ceux abordés ci-dessous dans la section « Énoncés prospectifs ».

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières

IA Groupe financier (ci-après « la Société ») publie ses résultats et ses états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité. La Société publie également certaines mesures ou certains ratios financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS. Elle emploie des mesures non conformes aux IFRS et d'autres mesures financières lorsqu'elle évalue ses résultats et mesure sa performance, estimant que ces mesures fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières utilisées n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières similaires utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière, de situation financière ou de flux de trésorerie déterminées conformément aux IFRS. La Société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-112 ») établit les exigences de communication applicables, respectivement, aux catégories suivantes de mesures non conformes aux IFRS utilisées par la Société :

- *Mesures financières non conformes aux IFRS*, qui représentent la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et, en ce qui concerne leur composition, excluent un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans les états financiers de base de la Société ou comprennent un montant qui en est exclu;
- *Ratios non conformes aux IFRS*, exprimés sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, dont au moins l'une des composantes est une mesure financière non conforme aux IFRS, et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de la Société;
- *Mesures financières supplémentaires*, qui sont des mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS, mais qui sont communiquées périodiquement en vue de représenter la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus, et qui ne sont pas présentées dans les états financiers de la Société.

Les renseignements financiers et les ratios non conformes aux IFRS ainsi que les autres mesures financières utilisées par la Société sont décrits ci-après, accompagnés de renseignements supplémentaires et d'une description du rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable, le cas échéant.

Bénéfice tiré des activités de base (pertes résultant des activités de base) – Le bénéfice tiré des activités de base est une mesure financière non conforme aux IFRS qui exclut du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires l'impact des éléments suivants :

- a) les impacts des marchés qui diffèrent des attentes de la direction, y compris l'incidence des marchés des actions et des immeubles de placement, des taux d'intérêt et des variations des taux de change sur le résultat d'investissement net (dont l'incidence sur le résultat des produits de placement net et sur les charges financières des contrats d'assurance et de réassurance) et sur le résultat des activités d'assurance (c.-à-d. sur les pertes et les reprises de pertes sur les contrats déficitaires comptabilisés selon la méthode d'évaluation des honoraires variables) et les impacts des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société. À ces fins, les attentes de la direction comprennent :
 - i. un rendement annuel à long terme attendu (entre 8 et 9 %, en moyenne) sur les investissements d'actifs à revenu non fixe (actions publiques et privées, immeubles de placement, infrastructures et actions privilégiées) n'ayant pas leurs revenus transférés,
 - ii. les taux d'intérêt (y compris les écarts de crédit) observés sur les marchés au début de chaque mois demeureront inchangés pendant chaque mois du trimestre, et les taux d'actualisation du passif pour la période non observable changeront comme l'indique la courbe des taux d'actualisation au début de chaque mois,
 - iii. les taux de change au début de chaque mois du trimestre demeureront inchangés pendant le mois, tout au long du trimestre;
- b) les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction¹;
- c) les gains et pertes sur des acquisitions ou des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration;
- d) l'amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;
- e) la charge de retraite, qui représente la différence entre le rendement des actifs calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS;
- f) des éléments particuliers que la direction juge non récurrents ou, pour une quelconque autre raison, non représentatifs de la performance de la Société, notamment (i) des provisions ou règlements de dossiers judiciaires importants, (ii) des gains et des pertes d'impôts inhabituels sur le revenu, (iii) des charges significatives pour dépréciation liées au goodwill et à des immobilisations incorporelles et (iv) d'autres gains et pertes inhabituels particuliers;
- g) les impôts sur le revenu applicables aux éléments susmentionnés.

Raison d'être : la nature des activités de la Société implique des engagements financiers à long terme étayés par un portefeuille d'actifs résilient. Il n'en reste pas moins que les fluctuations des marchés boursiers, des taux d'intérêt, des taux de change, de l'évaluation du capital-investissement et des marchés immobiliers, entre autres facteurs, entraînent des variations continues de la valeur qui peuvent être relativement importantes pour les actifs, le passif des contrats d'assurance et le résultat net attribué aux actionnaires déclarés. Ces variations ne sont pas nécessairement réalisées et pourraient bien ne jamais l'être, du fait, notamment, de mouvements des marchés dans une direction opposée ou, en ce qui a trait aux fluctuations des taux d'intérêt, de la conservation de placements à revenu fixe jusqu'à leur maturité.

Le bénéfice tiré des activités de base est présenté pour aider les acteurs du marché à comprendre le potentiel de gains de l'entreprise à moyen et à long terme, en excluant du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires certains effets de la volatilité des marchés, de changements dans les méthodes actuarielles et d'éléments que la direction juge non récurrents ou, pour une quelconque autre raison, non représentatifs de la performance de la Société. La direction estime que le bénéfice tiré des activités de base permet une meilleure comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à une autre, et avec d'autres émetteurs assujettis. Elle l'utilise aussi comme une mesure clé pour l'évaluation de la performance opérationnelle de la Société et comme base pour la planification, la rémunération et l'établissement de priorités stratégiques.

¹ Les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction sont régis par un processus rigoureux, influencé par les orientations de l'industrie, les normes actuarielles et les pratiques de gestion des risques, qui doit être ajusté périodiquement pour refléter aussi précisément que possible les effets des événements historiques et récents et de l'environnement actuel et projeté sur les hypothèses et les attentes, avec entre autres pour objectif l'exécution de tous les engagements de la Société, et le maintien de sa solidité financière. Se référer à la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » pour plus d'information.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Le calcul du bénéfice tiré des activités de base repose sur les attentes et les hypothèses de la direction, des ajustements périodiques s'avérant toutefois nécessaires pour refléter aussi précisément que possible les effets des événements récents et de l'environnement actuel et projeté sur les attentes à moyen et à long terme. La gestion du risque de marché et du risque d'assurance est prise en compte dans le calcul du bénéfice tiré des activités de base à moyen et long terme, à la lumière des engagements financiers de la Société. Cette mesure du bénéfice n'échappe donc pas aux fluctuations de marché et aux changements dans les conditions macroéconomiques.

Rapprochement : le « résultat net attribué aux actionnaires ordinaires » est la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la Société. Pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable, voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base – Le bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base est un ratio non conforme aux IFRS obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au cours de la période correspondante. Le BPA tiré des activités de base est utilisé pour mieux comprendre la capacité de la Société à générer des bénéfices durables, par la comparaison de la rentabilité au cours de multiples périodes, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société. La direction l'utilise aussi comme une mesure clé pour l'évaluation de la performance opérationnelle de la Société et comme base pour la planification et l'établissement de priorités stratégiques.

Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) – Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires est une mesure financière supplémentaire, exprimée sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le revenu net consolidé attribué aux actionnaires ordinaires par la moyenne des capitaux propres attribuables à ces actionnaires pour la période. Cette mesure procure un aperçu général de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres.

Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base – Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base est un ratio non conforme aux IFRS exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base consolidé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période correspondante. Cette mesure procure un aperçu général de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres, fondée sur le bénéfice tiré des activités de base, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société.

Analyse du mouvement de la MSC – Des composantes de l'analyse du mouvement de la MSC constituent des mesures financières supplémentaires. L'analyse du mouvement de la MSC présente le mouvement de la marge sur services contractuels (MSC), net de réassurance, selon la répartition suivante :

- a) le *mouvement organique de la MSC*, duquel sont exclus les effets d'éléments engendrant une volatilité indue, ou qui ne seraient pas représentatifs de la performance opérationnelle sous-jacente d'une période à l'autre, et qui aide à mieux comprendre la création permanente de valeur mesurée par la MSC. Il correspond à la somme des composantes suivantes :
 - i. l'*effet des nouvelles ventes d'assurance*, soit la MSC établie à partir des contrats d'assurance non déficitaires initialement comptabilisés dans la période. Cela inclut les effets relatifs aux annulations de polices et aux frais d'acquisition, et exclut les effets de nouveaux contrats de réassurance inhabituels sur les affaires en vigueur catégorisés comme des mesures prises par la direction.
 - ii. la *croissance financière organique*, soit le mouvement de la MSC attribuable 1) au rendement attendu des actifs des éléments sous-jacents (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables); et 2) à l'intérêt capitalisé basé sur les taux d'actualisation initiaux (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode générale).
 - iii. les *gains (pertes) d'expérience d'assurance*, soit une expérience non financière liée aux services futurs (p. ex. comportement des titulaires de polices qui différerait des attentes) dans le cadre de contrats non déficitaires.
 - iv. la *MSC constatée pour les services fournis*, soit la MSC comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis durant la période.
- b) le *mouvement non organique de la MSC* correspond à la somme des composantes suivantes :
 - i. l'*impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction*, qui est l'impact sur les contrats non déficitaires de changements dans les méthodes et les hypothèses liées aux services futurs ou à d'autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, les changements dans la méthodologie, l'amélioration des modèles et les effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions.
 - ii. l'*impact des marchés*, qui représente l'expérience de marché pour les contrats non déficitaires évaluée selon la méthode des honoraires variables. Il s'agit de l'impact sur les flux de trésorerie d'exécution des fluctuations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers et taux d'intérêt) qui diffèrent des attentes.
 - iii. l'*impact des taux de change*, soit l'impact des fluctuations des taux de change sur la MSC, présenté en dollars canadiens.
 - iv. l'*acquisition ou disposition d'une entreprise*, qui représente l'impact de l'acquisition ou de la disposition d'une entreprise sur la MSC.

Le mouvement de la MSC total équivaut à la somme des variations de la MSC pour les contrats d'assurance et de la variation de la MSC pour les contrats de réassurance présentés dans la note intitulée « Contrats d'assurance et contrats de réassurance » dans les états financiers de la Société.

L'analyse du mouvement de la MSC fournit de l'information supplémentaire pour mieux comprendre les facteurs à l'origine des changements dans la marge sur services contractuels d'une période à une autre.

Facteurs du bénéfice (FDB) – Les composantes de l'analyse des FDB constituent des mesures financières supplémentaires. L'analyse des FDB présente le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base, répartis selon les principaux facteurs suivants :

- a) le *résultat des activités d'assurance* (ou le *résultat des activités d'assurance [activités de base]* lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
 - i. le *bénéfice attendu sur les activités d'assurance*, qui représente les bénéfices récurrents liés à l'assurance sur les polices en vigueur durant la période de déclaration. Il s'agit de la somme des composantes suivantes :
 - libération pour ajustement au risque, soit la variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés;

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

- marge sur services contractuels (MSC) constatée pour les services fournis, soit la marge sur services contractuels comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis au cours de la période;
 - bénéfice attendu sur les contrats d'assurance MRP, soit le résultat des activités d'assurance (produits d'assurance, nets des dépenses d'assurance engagées pour ces services) pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode de la répartition des primes (MRP), dont sont exclus les gains (pertes) d'expérience estimés.
- ii. l'effet des nouvelles ventes d'assurance, soit la perte au point de vente découlant de la souscription de nouvelles affaires considérées comme déficitaires en vertu de IFRS 17 au cours de la période. Le bénéfice anticipé réalisé dans les années suivant l'émission d'un contrat devrait couvrir la charge liée à son émission. Le gain généré par la souscription de nouvelles affaires non déficitaires selon la définition qu'en donne IFRS 17 est comptabilisé dans la marge sur services contractuels (et non dans le résultat net).
 - iii. les gains (pertes) d'expérience d'assurance (ou les gains [pertes] d'expérience d'assurance [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements connexes au bénéfice tiré des activités de base), qui représentent l'écart entre les réclamations et dépenses d'assurance attendues et les réclamations et dépenses réelles, mesurées selon IFRS 17. Sont également compris ici : 1) les gains (pertes) d'expérience estimés sur les réclamations et dépenses d'assurance de contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, 2) les ajustements liés aux services actuels et passés, 3) l'expérience d'assurance liée aux services futurs pour les contrats déficitaires et 4) l'expérience de marché pour les contrats déficitaires évalués selon la méthode des honoraires variables. Les gains (pertes) d'expérience d'assurance correspondent aux gains (pertes) d'expérience excluant l'expérience de marché pour les contrats déficitaires mesurés selon la méthode des honoraires variables.
 - iv. les changements d'hypothèses d'assurance et les mesures prises par la direction, soit l'effet sur le revenu net avant impôts résultant des changements, sur les contrats déficitaires, dans les méthodes et hypothèses non financières liées aux services futurs ou autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses non financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif compte tenu de ses propres résultats en matière de mortalité, de morbidité, d'abandons, de dépenses et d'autres facteurs. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, des changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions.
- b) le résultat d'investissement net (ou le résultat d'investissement net [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
- i. le bénéfice attendu sur les activités d'investissement, soit les produits de placement nets, nets des charges financières associées au passif des contrats et nets des dépenses d'investissement prises en compte dans le bénéfice tiré des activités de base. Ce résultat exclut les effets liés à l'expérience de crédit et les charges financières sur les débetures.
 - ii. l'expérience de crédit, qui comprend 1) l'effet des changements de cote, y compris des défauts, sur les actifs à revenu fixe évalués à leur juste valeur selon les gains ou pertes du portefeuille de placement, et 2) les changements dans l'expérience de crédit trimestrielle en matière de prêts automobiles (tous classés au coût amorti), y compris les effets sur la provision pour pertes de crédit.
 - iii. les gains (pertes) d'expérience du marché, qui sont les effets sur les produits de placement nets et sur les charges financières associées au passif des contrats des variations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers, taux d'intérêt et taux de change) qui diffèrent des attentes.
 - iv. les changements d'hypothèses financières et autres, soit l'effet sur le revenu net avant impôts résultant des changements dans les méthodes et les hypothèses financières. Des changements aux hypothèses financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif.
- c) les activités autres que d'assurance (ou les activités autres que d'assurance [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), c'est-à-dire les produits nets des charges des activités autres que d'assurance, y compris, sans s'y limiter, les fonds communs de placement, la distribution en gestion de patrimoine et en assurance, les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) et les activités de services aux concessionnaires autres que d'assurance.
- d) les autres dépenses (ou les autres dépenses [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), qui sont les dépenses non attribuables aux contrats d'assurance ou aux activités autres que d'assurance, notamment – sans s'y limiter – les dépenses d'exploitation générale, l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les charges financières sur les débetures et la dépréciation d'actifs incorporels et dépréciation liée au goodwill.
- e) les impôts sur le revenu (ou les impôts sur le revenu [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), qui représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.
- f) les dividendes/distributions des instruments de capitaux, qui correspondent aux dividendes sur les actions privilégiées émises par une filiale et aux distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Raison d'être : Les facteurs du bénéfice fournissent davantage d'information pour évaluer la performance financière de la Société et constituent un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires.

Rapprochement : Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires conformément à l'analyse des FDB, voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

Actif sous administration – L'actif sous administration (ASA) est une mesure financière supplémentaire qui représente tous les actifs par rapport auxquels la Société n'agit qu'à titre d'intermédiaire entre un client et un gestionnaire de fonds externe. Cette mesure sert à évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration.

Actif sous gestion – L'actif sous gestion (AGA) est une mesure financière supplémentaire qui représente tous les actifs par rapport auxquels la Société établit un contrat avec un client et prend des décisions d'investissement pour les sommes déposées dans le cadre de ce contrat. Cette mesure sert à évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous gestion. Pour une présentation des composantes de l'actif sous gestion, voir la section « Croissance des affaires - Actif sous gestion et actif sous administration » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Capital disponible pour déploiement – Le capital disponible pour déploiement est une mesure financière supplémentaire définie comme le capital que la Société peut déployer pour une transaction d'acquisition, advenant l'application des paramètres de transaction les plus restrictifs à l'égard du capital réglementaire (p. ex. dans le cas d'une transaction n'impliquant que des éléments d'actif incorporels comme le goodwill). Le calcul de ce montant prend en considération le montant du capital dépassant les ratios cibles de la Société en matière de capital d'exploitation, calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital - Assurance de personnes* (ESCAP), ainsi que les éventuels capitaux d'emprunt et autres instruments de capitaux réglementaires, à l'exception des actions ordinaires, compte tenu de toutes les limites et contraintes de la ligne directrice réglementaire sur le capital et des cibles internes de la Société. Cette mesure reflète la capacité de la Société à déployer du capital pour des transactions.

Taux combiné – Le taux combiné est une mesure financière supplémentaire définie comme la somme du taux de sinistres net, y compris les charges financières d'assurance nettes, et du taux des frais d'exploitation, excluant les résultats d'investissements. Le taux de sinistres net représente les sinistres survenus sans les dépenses attribuables divisés par le produit d'assurance lié à la prime. Le taux de frais représente les autres produits et dépenses ainsi que les dépenses attribuables divisés par le revenu d'assurance lié à la prime. Bien que les taux combinés soient couramment utilisés dans le secteur, ils n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises de notre secteur.

Taux d'imposition effectif (activités de base) – Le taux d'imposition effectif (activités de base) est un ratio non conforme aux IFRS obtenu en divisant les impôts sur le revenu (activités de base), tels que compris dans la présentation du bénéfice tiré des activités de base conformément à l'analyse des FDB, par le bénéfice tiré des activités de base avant impôts. Ce taux constitue un indicateur supplémentaire utilisé pour évaluer et pour mieux comparer la charge fiscale entre différentes périodes.

Ratio de distribution du dividende – Le ratio de distribution du dividende est une mesure financière supplémentaire définie comme le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires distribué à ceux-ci sous la forme de dividendes durant la période. Il indique le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes.

Ratio de distribution du dividende (activités de base) – Le ratio de distribution du dividende (activités de base) est un ratio non conforme aux IFRS défini comme le pourcentage du bénéfice tiré des activités de base distribué aux actionnaires ordinaires sous la forme de dividendes durant la période. Cette mesure indique le pourcentage du bénéfice tiré des activités de base de la Société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes.

Ratio de levier financier - Le ratio de levier financier est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant les débetures totales et les actions privilégiées émises par une filiale, ainsi que les autres instruments de capitaux propres par la somme des débetures totales et des capitaux des actionnaires et la marge sur services contractuels (MSC) après impôt. La MSC après impôt est utilisée aux fins de présentation du ratio de levier financier et calculée comme la différence entre le solde de la MSC et le produit obtenu en multipliant ce solde par le taux d'imposition prévu par la loi pour chaque personne morale. Le ratio de levier financier fournit une mesure du levier financier de la Société dans la planification de ses stratégies et priorités pour les initiatives de gestion du capital.

Ratio de levier financier (débetures uniquement) - Le ratio de levier financier (débetures uniquement) est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant les débetures totales par la somme des débetures totales et des capitaux des actionnaires et la marge sur services contractuels (MSC) après impôt. La MSC après impôt est utilisée aux fins de présentation du ratio de levier financier et est calculée comme la différence entre le solde de la MSC et le produit obtenu en multipliant ce solde par le taux d'imposition prévu par la loi pour chaque personne morale. Le ratio de levier financier (débetures uniquement) fournit une mesure du levier financier de la Société dans la planification de ses stratégies et priorités pour les initiatives de gestion du capital.

Génération organique de capital – La génération organique de capital est une mesure financière supplémentaire définie comme la quantité de capital générée au cours d'une période donnée, au-delà du ratio cible d'opération de la Société en matière de solvabilité, par des activités représentatives de la performance et du potentiel de bénéfice de cette dernière à moyen et à long terme, conformément à la définition du bénéfice tiré des activités de base. Le calcul tient compte du bénéfice tiré des activités de base, net des dividendes versés aux actionnaires ordinaires, ainsi que des mouvements de la marge sur services contractuels organique et de l'ajustement au risque, dont est déduit l'accroissement organique des exigences réglementaires applicables au capital en vertu de la ligne directrice ESCAP. La génération organique de capital fournit une mesure de la capacité de la Société à générer du capital excédentaire dans le cours normal de ses activités. La direction s'en sert pour la planification et l'établissement de priorités stratégiques. Cette mesure constitue un indicateur financier supplémentaire aux fins d'évaluation de la performance financière de la Société.

Primes nettes – Les primes nettes sont une mesure financière supplémentaire définie comme suit :

- Les primes nettes de l'Assurance individuelle, les primes nettes des Régimes d'employés de l'Assurance collective et les primes nettes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines sont définies comme les primes diminuées des primes cédées en réassurance et comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur.
- Les primes nettes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires, les primes nettes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et les primes nettes de iA Auto et habitation sont définies comme les primes directes souscrites, moins les montants cédés en réassurance.
- Les primes nettes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective et les primes nettes d'assurance crédit des Services aux concessionnaires correspondent aux primes brutes, diminuées des montants cédés en réassurance.
- Les primes nettes de l'Épargne et retraite collectives correspondent aux primes nettes après réassurance, dont sont exclus les équivalents de primes.

Les primes sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

Équivalents de primes et dépôts

- Les équivalents de primes sont une mesure financière supplémentaire. Il s'agit des montants liés à des contrats de services (tels que les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA)) ou services dans le cadre desquels la société est essentiellement administratrice. Ils comprennent également pour certaines unités d'exploitation, le montant des primes conservées en externe, pour des contrats d'assurance dans le cadre desquels la Société indemniserait la contrepartie en cas de perte dépassant un seuil spécifique ou en cas de défaut de paiement. Ces montants ne sont pas inclus dans les « primes nettes ».
- On désigne par dépôts les montants reçus de clients aux termes d'un contrat de fonds commun de placement ou d'un contrat d'investissement. Les dépôts ne figurent pas dans les états des résultats de la Société.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Les équivalents de primes et dépôts sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

Ventes – Les ventes sont une mesure financière supplémentaire et sont définies comme des entrées de fonds sur les nouvelles affaires souscrites durant la période. Les ventes reflètent la capacité de la Société à générer de nouvelles affaires.

a) Assurance, Canada

- Assurance individuelle : Dans le secteur de l'Assurance individuelle, les ventes sont définies comme les primes annualisées de première année. Les ventes brutes sont définies comme les primes avant réassurance et annulations. Les primes nettes comprennent à la fois les entrées de fonds sur les nouvelles affaires souscrites durant la période et sur les contrats en vigueur, diminuées des primes cédées en réassurance.
- Assurance collective :
 - Régimes d'employés* : Les ventes sont définies comme les primes annualisées de contrats pour de nouveaux groupes entrant en vigueur pendant le trimestre. Les primes nettes sont nettes de réassurance et comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur.
 - Marchés spéciaux* : Les ventes (primes brutes) sont définies comme les primes avant réassurance. Les ventes nettes sont définies comme les primes brutes nettes de réassurance.
- Services aux concessionnaires :
 - Assurance crédit* : Les ventes d'assurance crédit sont définies comme les primes avant réassurance et annulations.
 - Assurance biens et risques divers* : Les ventes d'assurance biens et risques divers sont définies comme les primes directes souscrites avant réassurance et annulations.
- iA Auto et habitation : À iA Auto et habitation, les ventes sont définies comme les primes directes souscrites avant réassurance et annulations.

b) Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine individuel
 - Ventes totales* : Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, les ventes totales (ou ventes brutes) de produits du fonds général et de fonds distincts correspondent aux primes nettes. Les ventes pour les fonds communs de placement sont définies comme des dépôts et comprennent les ventes sur le marché primaire de fonds négociés en bourse.
 - Ventes nettes* : Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, les ventes nettes constituent une mesure utile, permettant de mieux comprendre les facteurs à l'origine de la croissance des actifs sous gestion. Le changement dans ces actifs est important, car il détermine le niveau des honoraires de gestion. Les ventes de fonds distincts et de fonds communs de placement correspondent aux entrées nettes de fonds (ventes brutes, moins les retraits et transferts).
- Épargne et retraite collectives : Dans le secteur de l'épargne et retraite collectives, les ventes de contrats d'accumulation et de rentes assurées comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou les dépôts. Les primes sont nettes de réassurance et excluent les équivalents de primes.
 - Ventes nettes de fonds* : Dans le secteur de l'épargne et retraite collectives, les ventes nettes de fonds correspondent aux ventes brutes (entrées) moins les sorties, ce qui comprend les retraits et les transferts. Le changement dans ces actifs est important, car il détermine les honoraires de gestion enregistrés dans les états financiers consolidés sous *Autres produits*.

c) Affaires américaines

- Assurance individuelle : Les ventes sont définies comme les primes annualisées de première année.
- Services aux concessionnaires : Les ventes d'assurance biens et risques divers sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de prime.

Ratio de distribution total (douze derniers mois) – Le ratio de distribution total (douze derniers mois) est une mesure financière supplémentaire définie comme la somme des dividendes versés par action ordinaire et des actions ordinaires rachetées (rachats) au cours des douze derniers mois, divisée par le revenu net attribué aux actionnaires ordinaires au cours des douze derniers mois. Cette mesure indique le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de la Société qu'ont reçu les actionnaires sous la forme de dividendes et de rachats d'actions, sur une période de douze mois.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies

RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE SELON L'ANALYSE DES FACTEURS DU BÉNÉFICE

Le tableau suivant fournit un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires et le bénéfice tiré des activités de base[†], selon l'analyse des facteurs du bénéfice (FDB). Il complète l'information présentée aux sections « Analyse selon les résultats financiers » et « Analyse des résultats par secteur d'activité » du présent document, et fournit des indicateurs supplémentaires pour l'évaluation de la performance financière. Des renseignements détaillés sur les ajustements du bénéfice tiré des activités de base et sur la reclassification sont présentés ci-dessous. Pour de plus amples renseignements sur la présentation selon les FDB et ses composantes, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Rapprochement du bénéfice tiré des activités de base [†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires – Consolidée									
	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2024								
	Bénéfice tiré des activités de base ^{†,2}			Ajustements du bénéfice tiré des activités de base [†]	Reclassifications		Résultat selon les états financiers		
	2024	2023	Variation		Résultat d'investissement net ³	Autres ³	2024	2023	Variation
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2024	2023	Variation	2024	2024	2024	2024	2023	Variation
Résultat des activités d'assurance	309	239	29 %	(73)	—	—	236	177	33%
Résultat d'investissement net	120	134	(10 %)	51	68	—	239	308	(22%)
Activités autres que d'assurance ou autres produits selon les états financiers	90	70	29 %	(10)	(29)	420	471	386	22%
Autres dépenses	(154)	(129)	19 %	(64)	(39)	(420)	(677)	(538)	26%
Bénéfice tiré des activités de base [†] ou résultat selon les états financiers, avant impôts	365	314	16 %	(96)	—	—	269	333	(19%)
Impôts sur le revenu ou (charge) recouvrement d'impôts	(72)	(70)	<i>non significatif</i>	29	—	—	(43)	(77)	<i>non significatif</i>
Dividendes/distributions sur autres instruments de capitaux ⁴	(6)	(8)	<i>non significatif</i>				(6)	(8)	<i>non significatif</i>
Bénéfice tiré des activités de base[†] ou résultat net attribué aux actionnaires ordinaires selon les états financiers	287	236	22 %	(67)	—	—	220	248	(11%)
	Période de douze mois terminée le 31 décembre 2024								
Résultat des activités d'assurance	1 113	914	22 %	(73)	—	—	1 040	853	22%
Résultat d'investissement net	448	536	(16 %)	111	260	—	819	680	20%
Activités autres que d'assurance ou autres produits selon les états financiers	336	293	15 %	(16)	(119)	1 543	1 744	1 537	13%
Autres dépenses	(519)	(497)	4 %	(171)	(141)	(1 543)	(2 374)	(2 069)	15%
Bénéfice tiré des activités de base [†] ou résultat selon les états financiers, avant impôts	1 378	1 246	11 %	(149)	—	—	1 229	1 001	23%
Impôts sur le revenu ou (charge) recouvrement d'impôts	(284)	(270)	<i>non significatif</i>	17	—	—	(267)	(212)	<i>non significatif</i>
Dividendes/distributions sur autres instruments de capitaux ⁴	(20)	(20)	<i>non significatif</i>				(20)	(20)	<i>non significatif</i>
Bénéfice tiré des activités de base[†] ou résultat net attribué aux actionnaires ordinaires selon les états financiers	1 074	956	12 %	(132)	—	—	942	769	22%

AJUSTEMENTS DU BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS DE BASE

Voir la section « Analyse des résultats par secteur d'activité » pour un tableau présentant le rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires avec le bénéfice tiré des activités de base[†] et une analyse des ajustements à l'origine de la différence entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†].

² Pour une ventilation des ajustements du bénéfice tiré des activités de base[†] appliquées aux fins de rapprochement avec le résultat net attribué aux actionnaires, voir la rubrique « Ajustements du bénéfice tiré des activités de base », ci-après.

³ Ces reclassifications reflètent des éléments assujettis à un traitement de classification différent dans les états financiers et dans les facteurs de bénéfice (FDB).

⁴ Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

RECLASSIFICATION DU RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT NET

La reclassification du résultat d'investissement net a totalisé 68 millions de dollars au quatrième trimestre et 260 millions de dollars pour l'année 2024; le tableau suivant en présente la ventilation.

Résultat d'investissement net	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
(en millions de dollars, sauf indication contraire)						
Résultat d'investissement net – États des résultats IFRS	239	308	(69)	819	680	139
Produits de placement de filiales de distribution en gestion du patrimoine						
États des résultats : Résultat d'investissement net						
FDB : Activités autres que d'assurance	(31)	(33)	2	(125)	(98)	(27)
Charges relatives aux activités de placements						
États des résultats : Autres charges d'exploitation						
FDB : Résultat d'investissement net	(7)	(3)	(4)	(28)	(27)	(1)
Autres produits et autres charges d'exploitation de iA Financement auto						
États des résultats : Autres produits et autres charges d'exploitation						
FDB : Résultat d'investissement net	(24)	(20)	(4)	(95)	(78)	(17)
Résultat relatif à l'instrument de couverture lié aux unités d'actions fictives						
États des résultats : Variation de la juste valeur des placements						
FDB : Autres dépenses	(6)	(2)	(4)	(12)	—	(12)
Résultat d'investissement net – Facteurs du bénéfice (FDB) non conformes aux IFRS	171	250	(79)	559	477	82

AUTRES RECLASSIFICATIONS

Les autres reclassifications concernent pour la plupart des dépenses assujetties à un traitement de classification différent dans les états financiers et dans les facteurs du bénéfice (FDB). Ces reclassifications ont totalisé 420 millions de dollars pour le quatrième trimestre, et 1 543 millions de dollars pour l'année 2024.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Énoncés prospectifs

Ce document peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Groupe financier ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « revoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif », « but », « indications » et « prévisions » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans ce document, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs et ils pourraient changer.

Bien que iA Groupe financier estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. De plus, les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement.

Les facteurs et risques importants susceptibles d'entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants : les conditions économiques et commerciales générales; le niveau de concurrence et de consolidation et la capacité à adapter les produits et services aux changements du marché ou des clients; la technologie de l'information, la protection, la gouvernance et la gestion des données, y compris les atteintes à la vie privée, et les risques liés à la sécurité de l'information, y compris les cyberrisques; le niveau d'inflation; la performance et la volatilité des marchés boursiers; les fluctuations des taux d'intérêt; les risques liés à la stratégie de couverture; l'exactitude des informations reçues des contreparties et la capacité des contreparties à remplir leurs obligations; les changements inattendus dans les hypothèses de tarification ou de provisionnement; le risque de liquidité de iA Groupe financier, y compris la disponibilité de fonds pour honorer les engagements financiers aux dates d'échéance prévues; la mauvaise gestion ou la dépendance à l'égard de relations avec des tiers dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement; la capacité d'attirer, de former et de retenir des employés clés; le risque de conception, de mise en œuvre ou d'utilisation inappropriée de modèles complexes; le risque de fraude; l'évolution des lois et des réglementations, y compris les lois fiscales; les litiges contractuels et juridiques; les mesures prises par les autorités réglementaires susceptibles d'affecter les activités ou les opérations de iA Groupe financier ou de ses partenaires commerciaux; les modifications apportées aux lignes directrices en matière de capital et de liquidité; les risques liés à l'environnement politique et social régional ou mondial; et les risques liés au climat, y compris les événements météorologiques extrêmes ou les changements climatiques à plus long terme et la transition vers une économie à faible émission de carbone; la capacité de iA Groupe financier à répondre aux attentes des parties prenantes sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance; la survenance de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, de conflits internationaux, de pandémies (telles que la pandémie de COVID-19) et d'actes de terrorisme; et les révisions à la baisse de la solidité financière ou des notations de crédit de iA Groupe financier ou de ses filiales.

Les hypothèses et les facteurs importants sur lesquels a été fondée la préparation des perspectives financières comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements dans le cadre des méthodes comptables applicables et l'absence de changement important concernant les normes et méthodes comptables applicables de la Société; l'absence de variation importante concernant les taux d'intérêt; l'absence de changement important concernant le taux d'imposition réel de la Société; l'absence de changement important concernant le niveau d'exigences réglementaires en matière de capital de la Société; la disponibilité d'options pour le déploiement du capital excédentaire; l'expérience en matière de crédit, la mortalité, la morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices conformes aux études actuarielles; le rendement des investissements conforme aux attentes de la Société et conforme aux tendances historiques; les différents taux de croissance des activités selon l'unité d'exploitation; l'absence de changement inattendu concernant le contexte économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire ou le contexte dans le secteur des assurances; ou les mesures prises par les autorités de réglementation qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités ou l'exploitation de iA Groupe financier ou de ses partenaires d'affaires; l'absence de variation imprévue concernant le nombre d'actions en circulation; la non-matérialisation des risques ou des autres facteurs mentionnés ou dont il est question ailleurs dans le présent document ou qui figurent à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2024 de la Société, susceptibles d'avoir une influence sur le rendement ou les résultats de la Société.

Instabilité économique et financière dans un cadre de tensions géopolitiques – L'instabilité économique et financière provoquée par des tensions géopolitiques, telles que la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et d'autres conflits mondiaux (comme les tensions avec la Chine), pourrait entraîner une volatilité des marchés mondiaux. De plus, les barrières commerciales, comme les tarifs douaniers potentiels et actuels imposés par les États-Unis, pourraient modifier la croissance mondiale et les schémas commerciaux et avoir un effet d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement, ce qui pourrait potentiellement perturber davantage les marchés. Ces événements, entre autres, pourraient entraîner une baisse de la confiance des consommateurs et des investisseurs, une volatilité financière importante ou limiter les opportunités de croissance. L'instabilité politique au Canada et la possibilité d'élections anticipées ajoutent à l'incertitude.

Des renseignements supplémentaires sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2024 et à la note « Gestion des risques financiers associés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et dans les autres documents que iA Groupe financier a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse sedarplus.ca.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de iA Groupe financier en date de sa publication. iA Groupe financier ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent document ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Faits saillants

En 2024, la Société a réalisé une performance solide, atteignant une rentabilité record avec un bénéfice tiré des activités de base[†] atteignant la barre du milliard de dollars et un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires atteignant 942 millions de dollars. Elle a également enregistré une forte croissance des affaires dans toutes ses unités d'exploitation et a maintenu une situation financière solide tout au long de l'année. Une forte croissance de la valeur comptable par action ordinaire¹ a été enregistrée en 2024 alors que les initiatives de déploiement de capital ont été complétées, notamment les investissements dans la croissance organique et la transformation numérique, trois acquisitions et les rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités. La Société a terminé l'année 2024 sur une note solide, avec un niveau élevé de capital disponible pour déploiement² afin de soutenir les initiatives de croissance et la création de valeur futures. Par ailleurs, la suffisance des provisions actuarielles de la Société a été réaffirmée dans le cadre du processus de révision des hypothèses de fin d'année. Le portefeuille de placements a conservé sa qualité élevée et les cotes de crédit ont été réaffirmées par Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best.

Rentabilité

La Société a enregistré un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 942 millions de dollars en 2024, soit une augmentation de 22 % par rapport à 2023. Le bénéfice par action (BPA) dilué s'est élevé à 9,77 \$ en 2024, contre 7,48 \$ un an plus tôt, soit une augmentation de 31 % d'une année à l'autre, et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)³ s'est établi à 13,9 % pour l'année, contre 11,6 % en 2023.

La Société a enregistré un bénéfice net tiré des activités de base[†] de 1 074 millions de dollars en 2024, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2023. Le bénéfice par action (BPA) dilué tiré des activités de base^{††} de 11,16 \$ en 2024 était supérieur de 20 % à celui de 2023. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base^{††} de 15,9 % pour 2024 se compare favorablement à celui de 14,4 % de l'année précédente. Le BPA^{††} et le ROE^{††} tirés des activités de base sont conformes aux prévisions à moyen terme de la Société communiquées en début d'année.

Voir la section « Rentabilité » du présent document pour davantage d'information sur la rentabilité de la Société en 2024.

Rentabilité

(Aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2024	2023	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	942	769	22 %
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) (en dollars)	9,77 \$	7,48 \$	31 %
Bénéfice tiré des activités de base [†]	1 074	956	12 %
Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base (dilué) ^{††} (en dollars)	11,16 \$	9,31 \$	20 %
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)	13,9 %	11,6 %	
ROE tiré des activités de base ^{††}	15,9 %	14,4 %	

Croissance des affaires

La dynamique des ventes est demeurée forte tout au long de l'année, tant au Canada qu'aux États-Unis, toutes les unités d'exploitation enregistrant une bonne croissance, reflétant la solidité des réseaux de distribution de la Société, l'excellent rendement de ses outils numériques pour les conseillers, les clients et les employés, ainsi que sa gamme de produits étendue et distinctive. La forte croissance des affaires a porté les primes nettes¹ les équivalents de primes et les dépôts¹ à plus de 20,4 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation considérable de 22 % par rapport à 2023. Le total des actifs sous gestion¹ et des actifs sous administration¹ a dépassé 259 milliards de dollars à la fin de l'année, soit une augmentation de 18 % au cours des douze derniers mois. Se reporter aux sections suivantes pour davantage d'information sur la croissance des affaires par unité d'exploitation.

Primes nettes, équivalents de primes et dépôts

(Aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2024	2023	Variation
Total	20 424	16 804	22 %

Actif sous gestion et actif sous administration

(Aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2024	2023	Variation
Actif sous gestion	128 730	110 535	16 %
Actif sous administration	130 636	108 349	21 %
Total	259 366	218 884	18 %

¹ La valeur comptable par action ordinaire est calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

² Le capital disponible pour déploiement, les actifs sous gestion, les actifs sous administration, les primes nettes, les équivalents de primes et les dépôts sont des mesures financières supplémentaires. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

³ Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires consolidé, divisé par la moyenne des capitaux propres aux actionnaires pour la période.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Ventes par secteur d'activité⁴

(Aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2024	2023	Variation
ASSURANCE, CANADA			
<u>Assurance individuelle</u>			
Primes minimales	347	328	6 %
Primes excédentaires	45	41	10 %
Total	392	369	6 %
<u>Assurance collective</u>			
Régimes d'employés	84	50	68 %
Marchés spéciaux	412	367	12 %
<u>Services aux concessionnaires</u>	715	686	4 %
<u>iA Auto et habitation (iAAH)</u>	600	519	16 %
GESTION DE PATRIMOINE			
<u>Gestion de patrimoine individuel</u>			
Rentes assurées et autres produits d'épargne ⁵	2 039	2 682	(24 %)
Fonds distincts	5 443	3 581	52 %
Fonds communs de placement	1 936	1 531	26 %
Total	9 418	7 794	21 %
<u>Épargne et retraite collectives</u>	4 514	2 755	64 %
AFFAIRES AMÉRICAINES			
<u>Assurance individuelle (\$ US)</u>	227	172	32 %
<u>Services aux concessionnaires (\$ US)</u>	1 087	951	14 %

Solidité financière

Le ratio de solvabilité⁶ de la Société est demeuré bien au-dessus de sa cible d'opération tout au long de l'année, à 139 %⁷ au 31 décembre 2024, comparativement à 145 % un an plus tôt. La variation sur les douze derniers mois s'explique principalement par les impacts défavorables d'éléments non organiques, qui ont été partiellement compensés par les contributions positives d'une forte génération organique de capital⁸ et des résultats nets des initiatives de gestion du capital.

La génération organique de capital a été forte tout au long de l'année, la Société ayant généré 635 millions de dollars en capital additionnel en 2024, pour atteindre sa cible de 600 millions de dollars et plus pour l'année. De plus, le capital pro forma⁸ disponible pour déploiement a été évalué à 1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2024 et a le potentiel de soutenir des initiatives de croissance futures.

Au 31 décembre 2024, le ratio de levier financier^{††} de la Société était de 17,3 %⁹, comparativement à 14,6 % au 31 décembre 2023.

Pour un commentaire détaillé sur la solidité financière, se référer à la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

Solidité financière

(Aux 31 décembre)	2024	2023
Ratio de solvabilité	139 %	145 %
Ratio de levier financier ^{††}	17,3 %	14,6 %

Valeur comptable

La valeur comptable par action ordinaire¹⁰ s'établissait à 73,44 \$ à la fin de l'année 2024, en hausse de 10 % au cours de l'année.

⁴ Les ventes et la génération organique de capital sont des mesures financières supplémentaires. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

⁵ Les données de 2023 ont été ajustées suite à des améliorations apportées aux mesures des ventes pour les rentes immédiates à prime unique afin d'inclure des ventes qui n'étaient pas incluses auparavant.

⁶ Le ratio de solvabilité est calculé conformément à la Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital - Assurance de personnes (ESCAP) imposée par l'Autorité des marchés financiers du Québec (AMF). Cette mesure financière est exemptée de certaines exigences du Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières en vertu de la décision générale n° 2021-PDG-0065 de l'AMF. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

⁷ Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité était de 133 % sur une base pro forma compte tenu de l'impact de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF le 1^{er} janvier 2025, de l'acquisition de Global Warranty le 4 février 2025 et du rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars prévu le 21 février 2025.

⁸ Au 31 décembre 2024, le capital disponible pour déploiement était de 0,7 milliard de dollars, ou de 1,4 milliard de dollars sur une base pro forma, compte tenu de l'impact de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF le 1^{er} janvier 2025 et de l'acquisition de Global Warranty le 4 février 2025.

⁹ Le ratio de levier financier^{††} pro forma était de 15,0 % au 31 décembre 2024, compte tenu du rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars au T1-2025.

¹⁰ La valeur comptable par action ordinaire est calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisis » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Dividendes

Le dividende versé en 2024 a totalisé 3,3600 \$ par action ordinaire, en hausse de 13 % par rapport à 2,9700 \$ en 2023. Ce résultat reflète l'augmentation de 10 %, au quatrième trimestre, du dividende trimestriel par action ordinaire versé par la Société, qui est passé de 0,8200 \$ à 0,9000 \$. Le ratio de distribution du dividende sur la base du bénéfice tiré des activités de base^{††} pour l'année s'établit à 30 %, s'inscrivant ainsi au milieu de la fourchette cible de 25 à 35 % de la Société. Enfin, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,9000 \$ par action ordinaire en circulation de la Société payable au premier trimestre de 2025. Ce dividende sera payable le 17 mars 2025 à tous les actionnaires inscrits le 28 février 2025.

Dividende

(Aux 31 décembre)

	2024	2023
Dividende aux actionnaires ordinaires	3,3600 \$	2,9700 \$

Offre publique de rachat d'actions

En 2024, la Société a racheté et annulé 6 596 948 actions pour une valeur totale de 602 millions de dollars. Dans le cadre du programme d'OPRA dans le cours normal des activités en vigueur entre le 14 novembre 2023 et le 13 novembre 2024, un total de 7 027 964 actions, soit environ 6,96 % des actions ordinaires émises et en circulation en date du 31 octobre 2023, ont été rachetées et annulées. Le 5 novembre 2024, la Société a annoncé le renouvellement de son OPRA dans le cours normal de ses activités en vigueur depuis le 14 novembre 2024. Dans le cadre de son programme renouvelé, la Société peut racheter jusqu'à 4 694 894 actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires en circulation, entre le 14 novembre 2024 et le 13 novembre 2025.

Qualité du portefeuille de placements

Le portefeuille de placements de la Société est demeuré d'excellente qualité en 2024, reflétant les actifs de haute qualité aux niveaux d'exposition diversifiés qui le composent, de même qu'un positionnement prudent. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, les titres cotés BB et moins ne représentaient au 31 décembre que 0,7 % du portefeuille d'obligations. De plus, le taux d'occupation du portefeuille d'immeubles de placement^{†††} est demeuré relativement stable à 85,5 % et se compare favorablement à celui de l'immobilier de bureau au Canada^{††††}. Soulignons par ailleurs que 65,0 % du portefeuille de prêts hypothécaires est assuré et que la qualité du portefeuille de prêts automobiles est demeurée très bonne. Pour un commentaire détaillé sur les placements, se référer à la section « Placements » du présent rapport de gestion.

Qualité du portefeuille de placements

(Aux 31 décembre)

	2024	2023
Obligations – proportion des titres cotés BB et moins	0,7 %	0,6 %
Immeubles de placement – taux d'occupation	85,5 %	86,7 %
Prêts hypothécaires – proportion de prêts assurés	65,0 %	68,2 %
Prêts automobiles – prêts nets dépréciés en % des prêts bruts ^{†††††}	0,49 %	0,41 %
Prêts automobiles – provision totale pour pertes sur créances en % des prêts bruts ^{††††††}	5,61 %	5,21 %

Analyse de sensibilité

L'analyse des sensibilités de la Société aux changements macroéconomiques a été mise à jour à la fin de 2024. Les principaux résultats de cette analyse sont présentés sous « Risque de marché » dans la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

Acquisitions et cessions

Le 28 juin 2024, la Société a complété l'acquisition d'une société basée aux États-Unis appelée Vericity, Inc. et de ses filiales. Vericity est composée de deux entités qui servent le marché intermédiaire de l'assurance vie : Fidelity Life, un assureur, et eFinancial, une agence numérique directe pour les consommateurs. Ensemble, les deux entités tirent parti de synergies et offrent des technologies innovatrices brevetées propulsées par l'intelligence artificielle et une riche analyse des données.

Le 6 août 2024, la Société a complété l'acquisition de la division Services aux particuliers du courtage de plein exercice de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. À la suite de cette transaction, environ 15 000 comptes clients ont été transférés et quelque 25 conseillers se sont joints au réseau de iA Gestion privée de patrimoine (iAGPP), marquant ainsi un autre jalon important pour iAGPP.

Le 7 août 2024, la Société a complété l'acquisition de deux blocs d'affaires auprès de Prosperity Life Group. Les blocs d'assurance acquis par iA Groupe financier sont constitués principalement de produits couvrant les frais funéraires et de produits d'assurance vie temporaire, totalisant plus de 115 000 polices et 100 millions de dollars américains en primes annuelles.

Après la période de déclaration — Le 4 février 2025, la Société a complété l'acquisition de Global Warranty, un groupe de sociétés qui sont d'importants fournisseurs et administrateurs indépendants de garanties sur le marché des véhicules d'occasion au Canada. Global Warranty exerce ses activités en exploitant un réseau de plus de 1 500 concessionnaires automobiles et de plus de 400 centres de réparation autorisés partout au pays. Cette acquisition renforcera la présence de l'entreprise sur le marché des garanties pour les véhicules d'occasion.

Pour plus de renseignements sur certaines de ces acquisitions d'entreprises, voir les notes 4 et 32 des états financiers consolidés 2024 de la Société, respectivement intitulées *Acquisition d'entreprises* et *Événement postérieur à la date de clôture*, et les communiqués de presse accessibles sur notre site Web à ia.ca.

Aucune cession notable n'est survenue en 2024.

^{††} Le taux d'occupation des immeubles de placement est calculé en divisant le nombre total de pieds carrés loués par le nombre total de pieds carrés du portefeuille immobilier de la Société. Les terrains et les biens immobiliers destinés à la rénovation sont exclus du calcul.

^{†††} Source : Rapport CBRE « Statistiques sur l'immobilier de bureaux au Canada T4 2024 » daté du 7 janvier 2025.

^{††††} Les prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts sont le montant des prêts dépréciés net de la provision pour pertes de crédit, en pourcentage des prêts bruts. Il s'agit d'une indication de la qualité du portefeuille de prêts.

^{†††††} La provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts est définie comme le ratio de la provision pour pertes de crédit, exprimé en pourcentage du montant des prêts bruts. Elle fournit une mesure de l'expérience de crédit attendue sur le portefeuille de prêts.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Durabilité

L'approche de iA Groupe financier en matière de durabilité consiste à contribuer à la croissance durable et au bien-être de sa clientèle, de son personnel, de ses partenaires, de ses investisseurs et de ses communautés. La Société veut assurer la durabilité en soutenant ses communautés et en combinant sa réussite financière à des répercussions positives sur l'environnement et la société.

iA Groupe financier a identifié cinq sujets de priorité stratégique à la suite de la réalisation d'un exercice d'évaluation de la matérialité effectué en 2023. Ces cinq sujets sont la stratégie de décarbonation; l'attraction, le développement et la rétention des talents; la diversité, l'équité et l'inclusion; la gouvernance d'entreprise; la gestion des risques d'entreprise.

Afin d'opérationnaliser ces sujets, la Société a déterminé trois leviers d'action prioritaires qui lui permettront d'avoir un impact positif important dans l'exécution de sa stratégie et qui font écho à son modèle d'affaires :

1. La santé physique, mentale et financière
2. L'éducation et l'apprentissage
3. Un futur durable

Vous trouverez ci-dessous le résumé des résultats de 2024 qui abordent les cinq sujets de priorité stratégique selon les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Environnement

La stratégie climatique de la Société consiste en cinq objectifs à long terme visant à contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Ceux-ci sont présentés dans notre *Rapport sur la performance liée aux changements climatiques 2024*.

En 2024, iA Groupe financier a poursuivi cette stratégie et, plus précisément, l'élaboration d'un cadre stratégique permettant d'identifier les risques et les opportunités relatifs aux changements climatiques. En parallèle, des travaux ont été menés pour continuer les efforts en matière de décarbonation des actifs financiers, que ce soit pour raffiner la trajectoire des édifices détenus au Canada ou encore pour réduire l'intensité carbone du portefeuille d'obligations d'entreprises publiques.

Social

En tant qu'organisation apprenante, iA Groupe financier continue d'enrichir ses programmes visant à perfectionner les compétences de ses employés sur le plan tant professionnel que personnel, ce qui leur permet d'aspirer à de plus grandes réalisations. Tout en favorisant l'attraction et la rétention du personnel, le développement des compétences est essentiel à la préparation adéquate des plans de relève.

Reconnaissant l'importance de créer un environnement équitable, diversifié et inclusif, la Société continue de travailler à sa stratégie. En matière d'environnement de travail, elle a poursuivi la distribution du questionnaire d'auto-identification volontaire afin de relever les lacunes et de définir des plans d'action concrets pour y répondre. Parallèlement, la deuxième phase du processus de certification **Accréditation de partenariat en relations autochtones^{MC} (PAIR)** du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone a été complétée. La Société a aussi continué d'enrichir son offre de produits en lançant de nouveaux produits portant sur l'inclusion.

Enfin, la Société a poursuivi ses efforts sur le plan philanthropique en 2024 en versant des dons à divers organismes de bienfaisance au Canada et aux États-Unis totalisant 10,4 millions de dollars.

Gouvernance relative à la durabilité

La gouvernance demeure une dimension fondamentale des réalisations de iA Groupe financier. La Société continue de renforcer son approche en matière d'éthique et de transparence. Puisque la durabilité constitue un engagement auquel adhèrent le conseil d'administration, la direction et de nombreux employés, l'organisation s'est dotée d'une structure de gouvernance qui a été bonifiée en 2024, renforçant par le fait même sa reddition de compte en la matière. À titre d'exemple, un comité exécutif en durabilité a été mis sur pied pour représenter le forum central chargé de superviser l'intégration de la durabilité au sein du groupe, alors que le comité exécutif en gestion des risques définit quant à lui l'appétit et la tolérance envers les risques climatiques. Plusieurs membres siègent aux deux comités, ce qui permet d'assurer une coordination efficace entre les diverses initiatives au sein de l'organisation, de même qu'une collaboration accrue entre les membres.

La *Politique de durabilité* de iA Groupe financier encadre ses pratiques et sa gouvernance relative à la durabilité, y compris les changements climatiques. Plus particulièrement, elle précise le rôle et les responsabilités des différentes entités internes de l'organisation. De plus, la *Politique d'investissement durable* ou encore la *Politique corporative sur la gestion des risques climatiques* établissent les principes qui sous-tendent l'encadrement des investissements en la matière et de la gestion des risques climatiques au sein de iA Groupe financier.

De manière plus globale, la Société continue d'améliorer ses processus décisionnels pour mieux intégrer les facteurs ESG.

Enfin, en 2024, iA Groupe financier s'est concentré sur les cinq sujets de priorités stratégiques afin d'amorcer l'opérationnalisation des trois leviers d'actions mentionnés ci-haut.

Modifications apportées aux méthodes comptables en 2024 et modifications à venir

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié plusieurs amendements qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Les amendements n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers de la société au 31 décembre 2024. Pour de plus amples renseignements sur ces amendements, ainsi que sur les changements à venir dans les méthodes comptables, se référer à la note 3 des états financiers consolidés intitulée « Modifications de méthodes comptables ».

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisis » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Perspectives et indications

La Société a réalisé des progrès soutenus par rapport à ses indications à moyen terme et, dans la continuité de celles-ci, présentera de nouvelles indications de marché dans le cadre de l'événement destiné aux investisseurs le 24 février 2025.

Le tableau ci-dessous présente les indications données aux marchés au début de 2024, ainsi que les résultats correspondants de 2024, qui démontrent que la Société a atteint ses cibles financières.

	Cible	Résultat en 2024
BPA tiré des activités de base††	Augmentation moyenne annuelle de 10 %+	20 %
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base††	15 %+ (moyen terme)	15,9 %
Ratio de solvabilité	Cible d'opération de 120 %	139 % ¹⁵
Génération organique de capital	600 millions+ de dollars	635 millions de dollars
Ratio de distribution du dividende (activités de base)††	25 % à 35 %	30 %

¹⁵ Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité était de 133 % sur une base pro forma compte tenu de l'impact de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF le 1^{er} janvier 2025, de l'acquisition de Global Warranty le 4 février 2025 et du rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars prévu le 21 février 2025.

† Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

†† Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Secteurs d'activité

La Société catégorise ses activités en cinq secteurs, dont trois secteurs d'activité – Assurance, Canada, Gestion de patrimoine et Affaires américaines – et deux secteurs de soutien – Placements et Exploitation générale.

Le secteur de l'Assurance, Canada offre des produits d'assurance pour répondre à tous les besoins de protection des particuliers, produits qui vont de l'assurance collective à l'assurance vie ou maladie en passant par l'assurance de dommages, l'assurance biens et risques divers ou les produits auxiliaires offerts à l'achat d'un véhicule automobile. Le secteur de la Gestion de patrimoine propose quant à lui une vaste sélection de produits d'épargne et retraite, y compris des fonds distincts et des fonds communs de placement, destinés tant aux particuliers qu'aux groupes. Les deux secteurs comptent sur des réseaux de distribution étendus. Le secteur des Affaires américaines, de son côté, mène ses activités par l'entremise de deux divisions, à savoir l'Assurance individuelle, qui offre des produits d'assurance vie, et les Services aux concessionnaires, qui proposent des garanties prolongées, et ce, sur le marché américain, dans un cas comme dans l'autre.

Pour maintenir le rendement global du groupe, la Société s'appuie sur deux secteurs de soutien. Le secteur des Placements assure un soutien stratégique aux secteurs d'activité et supervise la gestion des portefeuilles dans son ensemble. Parallèlement, le secteur de l'Exploitation générale gère toutes les fonctions de soutien de l'organisation.

Trois secteurs d'activité

Assurance, Canada

- Assurance individuelle
- Assurance collective
- Services aux concessionnaires
- iA Auto et habitation
- Distribution aux particuliers

Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine individuel
- Épargne et retraite collectives
- Distribution aux particuliers

Affaires américaines

- Assurance individuelle
- Services aux concessionnaires

Deux secteurs de soutien

Placements

Gestion globale des portefeuilles

Exploitation générale

Fonctions de soutien général

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Assurance, Canada

Assurance individuelle

L'unité d'exploitation de l'Assurance individuelle offre une gamme complète de protections d'assurance distinctives par l'intermédiaire de ses importants réseaux de distribution.

La société vise à se démarquer sur le marché canadien en termes d'expérience client et distributeur en améliorant ses outils numériques et son offre de produits, ainsi qu'en simplifiant et en accélérant le processus de souscription et de nouvelles affaires. Avec une croissance soutenue des ventes et un réseau de distribution diversifié et à haut rendement, iA Groupe financier est la société canadienne qui émet le plus grand nombre de polices d'assurance individuelle chaque année, représentant plus du quart des polices émises au Canada. L'unité d'exploitation est le chef de file de l'industrie des produits de prestations du vivant et du marché de masse au Canada.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes			
Primes minimales ¹	347	328	6 %
Primes excédentaires ¹	45	41	10 %
Total	392	369	6 %
Primes nettes	2 160	1 985	9 %

Les ventes totales en 2024 se sont chiffrées à 392 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 6 % par rapport à 2023. La bonne croissance des ventes s'explique par la force des vastes réseaux de distribution de la société, notamment l'augmentation du nombre de conseillers dans le réseau Carrière, le rendement de ses outils numériques et sa gamme complète et concurrentielle de produits. Dans ce contexte, diverses initiatives ont été prises en 2024 pour améliorer la position concurrentielle de la société, comme la réduction des taux de prime sur les produits d'assurance temporaire et l'augmentation du montant maximum de couverture sur les produits d'assurance invalidité. En outre, l'approche de souscription a été revue afin d'assouplir les exigences pour les produits d'assurance vie. Par ailleurs, les efforts visant à maximiser le rendement du compte des contrats avec participation ont permis à la Société d'annoncer, pour la troisième année consécutive, une augmentation du taux d'intérêt sur les dividendes. Ces diverses initiatives ont permis d'enregistrer de fortes ventes de produits d'assurance vie avec participation et de produits de prestations du vivant. Le succès du produit d'assurance avec participation (iA PAR) améliore l'offre de la Société, tant par une meilleure diversification que par une diminution du niveau de risques macroéconomiques. La bonne performance des ventes en 2024 a été obtenue tout en continuant de maintenir une qualité de vente élevée.

Pour leur part, les primes nettes ont totalisé près de 2,2 milliards de dollars en 2024 et sont ainsi supérieures de 9 % à celles de l'année précédente. Notons que les primes nettes constituent un important facteur de progression du bénéfice à long terme de l'unité d'exploitation.

Au chapitre de la performance de la société par rapport à l'industrie, selon les données canadiennes des neuf premiers mois de l'année 2024 publiées par LIMRA :

- iA Groupe financier est la société qui assure le plus de Canadiens, avec une part de marché de 27 % des polices souscrites. La Société se classe quatrième pour les ventes de primes, avec une part de marché de 14 % (assurances vie, maladie grave et invalidité combinées);
- iA Groupe financier se classe en première position pour les primes d'assurance maladie grave, avec une part de marché de 29 %;
- iA Groupe financier se classe en deuxième position pour les primes d'assurance invalidité, avec une part de marché de 18 %.

Soulignons par ailleurs que le réseau Carrière a continué d'enregistrer une très bonne performance en 2024, les produits d'assurance vie et de prestations du vivant affichant respectivement une croissance totale des ventes de 9 % et 14 % par rapport à 2023. Cela représente une croissance totale des ventes de plus de 10 % pour la quatrième année consécutive pour ce réseau.

Perspectives et priorités d'affaires

- Offrir une expérience hybride distinctive et habiliter les distributeurs et les clients en mettant à leur disposition des outils libre-service et des ressources numériques
- Tirer profit de la force et de la diversité de tous les réseaux de distribution

En tant que chef de file de l'industrie, l'unité d'exploitation entend bien profiter de toutes les occasions qui se présenteront, en 2025, pour consolider cette position enviable. Assurer la meilleure expérience pour les distributeurs et les clients demeurera au cœur de ses préoccupations. Dans cette perspective, l'unité continuera de faire fond sur la force et la diversité de tous les réseaux de distribution pour répondre aux besoins des Canadiens.

¹ La prime minimale constitue la portion de la prime qui sert à couvrir les risques d'assurance d'un contrat d'assurance individuelle et est une mesure importante de la performance de l'unité d'exploitation. La prime excédentaire inclut tous les dépôts dans les fonds d'accumulation disponibles dans les polices universelles, ainsi que les contributions à l'option de dépôt supplémentaire pour le produit d'assurance vie avec participation.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

L'unité d'exploitation demeurera proactive pour ce qui est d'offrir la gamme la plus complète de produits de haute qualité sur le marché canadien, et en simplifiant et en accélérant le processus de souscription et de nouvelles affaires. Le remplacement de l'outil de règles de tarification automatisée, prévu pour le début de l'année 2025, est une initiative clé qui permettra à la Société de conserver sa position de leader dans le domaine de l'approbation instantanée au point de vente. L'unité d'exploitation continuera par ailleurs de se distinguer par des solutions numériques intuitives tout en soutenant les conseillers tandis qu'ils s'efforcent d'améliorer l'efficacité de leurs activités et d'offrir à leurs clients l'expérience hybride numérique-humaine la plus engageante qui soit. L'unité d'exploitation continuera aussi de promouvoir activement son programme Solutions cas avancés, qui propose des solutions simples, personnalisées et à haut rendement qui permettent aux conseillers de répondre aux besoins précis des clients fortunés, des professionnels et des propriétaires d'entreprise. Une gestion rigoureuse de l'offre de produits et des normes de services élevées pour les clients et les distributeurs seront d'une importance cruciale pour le maintien de la position de leadership de iA Groupe financier.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution ²
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurance vie (universelle, participante, permanente et temporaire) ▪ Assurance maladie grave ▪ Assurance invalidité de courte et de longue durées ▪ Assurance hypothécaire ▪ Assurance décès ou mutilation accidentels (DMA) ▪ Assurance crédit (vie et invalidité) ▪ Assurance voyage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ iA Assurance ▪ PPI Management ▪ Michel Rhéaume et associés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau Carrière (iA) (2 700 représentants) ▪ Réseau Agents généraux (30 000 représentants) ▪ Réseau Comptes nationaux (300 représentants) ▪ Réseau de représentants de PPI Management (5 300 représentants) ▪ Réseau de représentants de Michel Rhéaume et associés

² Réseau Agents généraux, incluant le réseau WFG.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Assurance collective : Régimes d'employés

L'unité d'exploitation des Régimes d'employés distribue une vaste gamme de produits d'assurance collective destinés aux entreprises, aux organisations et à leurs employés.

Avec une équipe de près de 800 employés, l'unité d'exploitation possède des ententes avec plus de 900 groupes et sert plus de 600 000 participants.

L'unité d'exploitation offre des services et outils destinés aux administrateurs de régimes, aux participants et aux conseillers en avantages sociaux pour gérer efficacement les régimes et promouvoir le bien-être global. Ils comprennent un programme complet de santé et mieux-être, des services de télémédecine, un programme d'aide aux employés et des programmes de gestion de l'invalidité et de gestion des médicaments. Ces services et outils sont accessibles par l'entremise de solutions numériques pratiques, l'Espace client et iA Mobile, permettant aux personnes d'accéder à une expérience omnicanale évolutive.

En 2024, iA Groupe financier est devenu le premier fournisseur sur le marché canadien à lancer une offre complète, Symbiose, qui permet aux administrateurs de régimes de combiner leurs régimes collectifs d'assurance et d'épargne-retraite sur une seule plateforme pour une expérience complète et simplifiée. Les participants bénéficient également de cette approche unique, qui leur permet d'avoir une vision à 360 degrés de leur bien-être global. En outre, l'unité a lancé quatre nouvelles couvertures inclusives, relatives au soutien à la famille (fertilité, grossesse pour autrui et adoption) et à l'affirmation de genre, afin de répondre aux besoins et aux attentes diversifiés des clients.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes	84	50	68 %
Primes	1 403	1 312	7 %
Équivalents de primes ¹	266	235	13 %
Contrats d'investissement ²	—	—	Non significatif
Total	1 669	1 547	8 %

Au total, les primes, les équivalents de primes et les dépôts aux contrats d'investissement de l'unité d'exploitation s'établissaient à près de 1,7 milliard de dollars en 2024, une augmentation de 8 % par rapport à 2023.

L'augmentation des primes en 2024 est essentiellement attribuable à la croissance organique, du fait de primes plus élevées pour les contrats en vigueur, et aux ventes de 84 millions de dollars, comparativement à 50 millions de dollars l'année précédente.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2025 et pour les années à venir, l'unité d'exploitation des Régimes d'employés continuera d'améliorer l'expérience client en investissant dans la technologie et en développant des solutions numériques frontales avancées et évolutives, essentielles pour répondre aux besoins et aux attentes diversifiés des participants et des administrateurs de régimes. L'unité d'exploitation tire déjà parti de l'intelligence artificielle et d'autres technologies innovantes pour réaliser des gains en efficacité et améliorer l'expérience client, tout en poursuivant sa mission de soutenir le bien-être financier, physique et mental en renforçant son offre de produits et de services de mieux-être.

Cherchant avant tout à générer une croissance rentable, l'unité d'exploitation continuera d'optimiser l'efficacité opérationnelle. Cela implique de s'appuyer sur ses solides assises pour faciliter la croissance à long terme grâce à la rationalisation des processus et à la mise en œuvre d'occasions d'amélioration de l'efficacité.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">Assurance vie et maladie, décès ou mutilation accidentels (DMA), soins dentaires, invalidité de courte et de longue durées, maladie grave et soins à domicileGaranties facultatives (assurance vie DMA et maladie grave)Programmes de gestion de l'invalidité et des médicamentsProgramme de santé et mieux-êtreCouvertures liées à l'équité, à la diversité et à l'inclusion (fertilité, grossesse pour autrui et adoption, affirmation de genre)	<ul style="list-style-type: none">iA Assurance	<ul style="list-style-type: none">ConsolidateursCourtiers de produits d'assurance collectiveCabinets d'actuaire-conseils

¹ Les équivalents de primes correspondent aux revenus qui proviennent des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA).

² Primes à couvert de responsabilité.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Assurance collective : Marchés spéciaux

Les Marchés spéciaux se concentrent sur certains créneaux de marché moins bien servis par les assureurs traditionnels. L'unité d'exploitation offre principalement de l'assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), de l'assurance maladie grave, de l'assurance vie temporaire et des produits d'assurance spécialisés destinés aux employeurs, aux associations professionnelles et aux groupes d'affinités. Elle propose également des produits d'assurance médicale de voyage et d'assurance maladie par l'entremise de différents partenaires de distribution.

Les Marchés spéciaux possèdent des ententes avec plus de 5 000 groupes et associations. Par l'entremise de ces ententes, les Marchés spéciaux assurent des millions de Canadiens, principalement par des protections DMA et médicales de voyage.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes (primes brutes) ¹	412	367	12 %
Ventes nettes	379	335	13 %

En 2024, les ventes des Marchés spéciaux ont augmenté de 12 % pour atteindre 412 millions de dollars, un record annuel pour l'unité d'exploitation. Cette croissance résulte de solides ventes de protections DMA et maladie grave, ainsi qu'au maintien de la forte demande pour l'assurance voyage.

Les ventes nettes, définies dans l'unité comme les primes brutes nettes de réassurance, ont enregistré une solide croissance de l'ordre de 13 %, en 2024.

De nouveaux partenariats importants ont été conclus en 2024, ce qui a permis d'étendre considérablement la portée de la distribution. En réponse à la demande croissante de campagnes marketing de la part des partenaires et des titulaires de polices, l'unité d'exploitation a considérablement renforcé sa capacité à mener des campagnes volontaires d'assurance vie temporaire à acceptation garantie et d'assurance maladie grave à acceptation garantie, doublant ainsi sa capacité.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2025, l'unité d'exploitation s'attend à une croissance positive continue de ses offres de produits volontaires, soutenue par une capacité accrue de campagnes de marketing et de nouveaux partenariats. Les Marchés spéciaux évalueront leurs solutions frontales et d'arrière-plan pour s'assurer de sa capacité à soutenir la croissance des affaires et à améliorer l'expérience client et employé grâce à des solutions modernisées. De plus, l'unité d'exploitation se concentrera sur la gestion des réclamations d'assurance voyage tout en continuant à chercher des moyens d'accroître l'efficacité opérationnelle.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">Assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave, invalidité et autres produits d'assurance spécialiséeAssurance voyage et maladieAssurance médicale et autres produits spécialisés	<ul style="list-style-type: none">iA Assurance	<ul style="list-style-type: none">Partenaires de distributionCourtiers d'assurance spécialisésAdministrateurs tiers

¹ Les ventes (primes brutes) sont avant réassurance.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Services aux concessionnaires

Les Services aux concessionnaires distribuent des produits d'assurance crédit (vie, invalidité, perte d'emploi et maladie grave), ainsi que d'assurance biens et risques divers liés à l'achat et au financement d'un véhicule. Cette dernière catégorie de produits comprend des garanties prolongées, des garanties de remplacement, des garanties de protection d'actif et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaire.

L'unité d'exploitation emploie plus de 500 employés, assure environ 500 000 personnes et plus d'un million de véhicules. Ses produits sont commercialisés par un réseau de distribution directe d'un bout à l'autre du Canada, qui regroupe plus de 4 000 concessionnaires d'automobiles et autres fournisseurs de véhicules, fabricants d'équipement d'origine et partenariats privilégiés. Ce réseau de distribution bénéficie de l'une des plus vastes gammes de produits sur le marché canadien.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		Variation
	2024	2023	
Ventes			
Assurance crédit ¹	193	211	(9%)
Assurance biens et risques divers	522	475	10%
Total	715	686	4%

Les ventes des Services aux concessionnaires ont totalisé 715 millions de dollars en 2024, en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. L'unité d'exploitation continue d'étendre sa présence partout au Canada par l'entremise d'ententes signées avec des fabricants d'équipement d'origine et des groupes de concessionnaires, ainsi que par le développement de nouveaux produits et partenariats.

Assurance crédit

Les ventes en assurance crédit ont atteint 193 millions de dollars en 2024, comparativement à 211 millions de dollars en 2023. Cette variation découle d'une réduction des dépenses des consommateurs et de l'évolution de l'environnement réglementaire.

Produits d'assurance biens et risques divers

Les ventes de produits d'assurance biens et risques divers ont augmenté de 10 % en 2024 pour atteindre 522 millions de dollars. Les partenariats avec les fabricants d'équipement d'origine et l'attraction des consommateurs pour les produits d'assurance biens et risques divers à prix abordable comptent parmi les principaux facteurs ayant contribué à la croissance des ventes.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2025, les Services aux concessionnaires poursuivront leurs initiatives visant à optimiser et à moderniser leurs produits, leurs systèmes et leurs processus, en favorisant l'agilité à s'adapter à l'évolution constante de l'environnement réglementaire. Parallèlement, l'unité d'exploitation fera fond sur sa stratégie de canaux de distribution – fabricants d'origine, grossistes et concessionnaires indépendants –, misant également sur de nouveaux partenariats et sur des intégrations à plus grande échelle. Les Services aux concessionnaires se consacreront en priorité à des initiatives stratégiques qui procureront la meilleure expérience aux partenaires et aux clients dans les canaux susmentionnés, et chercheront à saisir, dans une perspective d'engagement, les occasions d'affaires se présentant à l'interne, au sein de iA Groupe financier.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">Assurance créditProduits d'assurance biens et risques divers	<ul style="list-style-type: none">iA AssuranceSAL MarketingLes Garanties Nationales MRWVIndustrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances généralesWGI Service Plan DivisionWGI Manufacturing Inc.Lubrico WarrantyiA Avantages, Assurance de dommagesGlobal Warranty (acquise le 4 février 2025)	<ul style="list-style-type: none">Distribution directe par l'entremise de concessionnaires d'automobiles et d'autres fournisseurs de véhicules (4 000 concessionnaires)Fabricants d'équipement d'originePartenariats privilégiés

¹ Inclut toutes les affaires d'assurance crédit souscrites auprès de la société.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

iA Auto et habitation

iA Auto et habitation (iAAH) est une filiale de la Société qui commercialise des produits d'assurance auto et habitation dans la province de Québec.

L'un des avantages dont dispose iAAH pour se démarquer repose sur les clients qui lui sont recommandés par les différents réseaux de distribution de la Société et qui représentent un potentiel d'achalandage unique dans l'industrie. En effet, une partie importante des clients de iAAH provient de recommandations de représentants du réseau Carrière et du réseau de l'unité d'exploitation des Services aux concessionnaires. iAAH exerce aussi des activités par l'entremise d'une filiale, nommée Prysm Assurances générales, qui établit des partenariats stratégiques afin que des distributeurs privilégiés puissent offrir ses produits. Prysm Assurances générales distribue également ses produits par l'intermédiaire de courtiers.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Primes directes souscrites	600	519	16 %

Les primes directes souscrites ont atteint, en 2024, 600 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 16 % par rapport à 2023. La solide position concurrentielle de iAAH et le taux de satisfaction élevé de sa clientèle lui ont permis de générer une bonne croissance des primes par des augmentations des prix et une solide croissance des polices. Notons que le volume d'affaires de iAAH a enregistré un taux de croissance annuel composé de 11 % au cours des cinq dernières années.

Taux combiné

(%)	Aux 31 décembre				
	2024	2023	2022	2021	2020
Taux combiné ^{1,2}	89,5	97,3	94,9	78,0	78,7

Le taux combiné, calculé comme la somme du taux de sinistres net, y compris les charges financières d'assurance nettes, et du taux des frais d'exploitation, s'est établi pour 2024 à 89,5 %. La diminution par rapport à 2023 est principalement attribuable à des conditions météorologiques favorables, à des taux de primes plus élevés et à une diminution de la fréquence des vols de voitures. L'impact net après réassurance des conditions météorologiques en 2024 est positif par rapport à 2023, principalement parce que les impacts des fortes pluies d'août 2024 étaient largement réassurés. Le taux combiné moyen des cinq dernières années est inférieur à 95 %, avec des taux combinés relativement faibles en 2020 et en 2021 en raison de la modification du comportement des clients pendant la pandémie.

Perspectives et priorités d'affaires

Le principal objectif consistera à générer la croissance, essentiellement organique, stimulée par différentes initiatives de marketing et d'expérience client et par l'élargissement du réseau de distribution.

Au cours des prochaines années, iAAH se concentrera sur l'accélération de sa transformation numérique afin d'améliorer l'expérience des clients, des employés et des partenaires en repensant les interactions et en intégrant l'automatisation et l'analyse de données dans les principaux processus opérationnels. L'éventail d'activités de la société et la centralisation des initiatives liées à l'expérience client devraient mener à des possibilités de synergie.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">Assurance auto et habitation	<ul style="list-style-type: none">iA Assurance auto et habitationPrysm Assurances généralesSurex	<ul style="list-style-type: none">Ventes directes provenant d'activités publicitairesPartenariats privilégiésRecommandations de clients provenant des réseaux de iA GroupeCourtiers

Surex

Surex est un courtier d'assurance en ligne. Combinant fonctions libre-service et conseillers expérimentés, Surex se distingue en tant que joueur majeur dans la distribution numérique d'assurance biens et risques divers au Canada. Les quelque 200 employés de Surex servent plus de 56 000 clients et traitent chaque année plus de 73 000 polices, ce qui représente un volume annuel de primes de plus de 172 millions de dollars. Malgré des conditions de marché difficiles à travers le pays en 2024, l'engagement de Surex en faveur de l'innovation et de la résilience s'est traduit par une forte rentabilité. Surex et iA Groupe financier restent concentrés sur les projets à fort potentiel de synergie, particulièrement sur les occasions de ventes croisées afin de stimuler la croissance et d'améliorer l'expérience client.

¹ Pour l'année 2022 et les années antérieures, les taux combinés présentés dans le tableau sont calculés en vertu de IFRS 4.

² Le taux combiné est une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine individuel

Dans l'unité d'exploitation de la Gestion de patrimoine individuel, la Société offre une vaste gamme de produits d'épargne, de placement et de retraite destinés au marché de détail. iA Groupe financier est notamment le chef de file canadien dans le développement et la distribution de fonds distincts. Quant à Placements iA Clarington, une filiale de la Société, il s'agit d'une société de gestion de placements de taille moyenne au Canada, qui offre une gamme complète de fonds communs de placement. La gamme de produits de la Gestion de patrimoine individuel comprend 17 solutions d'investissement socialement responsable (ISR).

Les produits offerts peuvent être souscrits à l'intérieur de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), de comptes d'épargne libre d'impôt (CELLI), de comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), de fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) ou de régimes non enregistrés.

L'unité d'exploitation possède aussi deux filiales de distribution offrant des solutions, des produits et des services de gestion de patrimoine par l'intermédiaire d'un réseau pancanadien de conseillers en placements et en fonds communs de placement indépendants : iA Gestion privée de patrimoine et Investia Services financiers.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes brutes			
Rentes assurées et autres produits d'épargne	2 039	2 682	(24 %)
Fonds distincts	5 443	3 581	52 %
Fonds communs de placement	1 936	1 531	26 %
Total	9 418	7 794	21 %
Ventes nettes			
Fonds distincts	2 937	754	2 183
Fonds communs de placement	(533)	(668)	135
Total	2 404	86	2 318

En 2024, les ventes brutes ont totalisé 9,4 milliards de dollars, en hausse de 21 % par rapport à 2023. Le niveau élevé des ventes est attribuable à la force des vastes réseaux de distribution de la Société et à la gamme complète et concurrentielle de ses produits. Des initiatives ont été prises en 2024 pour améliorer la position de la Société, comme la mise à disposition de toutes les options de placement dans les CELIAPP, le renforcement des capacités mondiales en matière de titres à revenu fixe à iA Clarington et le lancement de six nouveaux fonds distincts.

Un autre facteur de succès important est l'option offerte aux clients de combiner des placements (fonds distincts, fonds à intérêt garanti et comptes d'épargne à intérêt élevé) dans le cadre d'un seul contrat, ce qui permet d'offrir des options de placement polyvalentes dans toutes les conjonctures économiques. La vigueur actuelle des marchés boursiers et la baisse des taux d'intérêt crédités aux placements garantis ont encouragé les clients à transférer leurs placements des fonds de placement garantis vers les fonds distincts et les fonds communs de placement.

Les ventes brutes de fonds distincts ont été de 5,4 milliards de dollars, en hausse de 52 % par rapport à 2023. Les ventes nettes de fonds distincts ont été fortement positives, atteignant plus de 2,9 milliards de dollars. La Société a maintenu sa position de chef de file dans l'industrie, se classant première au Canada pour les ventes brutes et nettes de fonds distincts, et troisième en terme d'actifs¹.

Les ventes brutes de fonds communs de placement ont totalisé plus de 1,9 milliard de dollars en 2024, soit 26 % de plus que les 1,5 milliard de dollars en 2023. Les sorties ont été inférieures à celles de l'année précédente, totalisant 0,5 milliard de dollars.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Fonds sous gestion			
Rentes assurées et autres produits d'épargne (fonds général)	4 603	4 513	2 %
Fonds distincts	34 294	26 650	29 %
Fonds communs de placement	13 290	12 204	9 %
Sous-total	52 187	43 367	20 %
Fonds sous administration ²	130 539	108 265	21 %
Total	182 726	151 632	21 %

L'actif total s'élevait à 182,7 milliards de dollars au 31 décembre 2024, comparativement à 151,6 milliards de dollars un an plus tôt, augmentation qui s'explique principalement par la croissance des marchés et par une activité de vente favorable, ainsi que par le recrutement de conseillers chez nos courtiers affiliés. La croissance de l'actif sous gestion, tributaire des ventes brutes et nettes, du taux de conservation des affaires en vigueur et du rendement de l'actif, est le principal facteur de progression du bénéfice à long terme de l'unité d'exploitation.

¹ Source : Investor Economics, janvier 2025.

² Comprend les actifs liés aux courtiers affiliés.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2025, la Gestion de patrimoine individuel poursuivra sa transformation numérique et continuera d'améliorer ses processus opérationnels pour offrir la meilleure expérience aux partenaires de distribution et aux clients, les plaçant au cœur même de ses priorités. Cette transformation numérique, combinée au désir d'offrir des produits concurrentiels aux clients des marchés de masse et intermédiaire de même qu'aux futurs retraités, contribuera aux objectifs de croissance des affaires. Ces engagements attireront par ailleurs de nouveaux partenaires de distribution et accroîtront la conservation des actifs sous gestion, facteur important pour la rentabilité de l'unité d'exploitation. Cette dernière continuera de promouvoir activement son programme Solutions cas avancés, qui offre des solutions simples, personnalisées et à haut rendement pour permettre aux conseillers de répondre aux besoins précis des clients fortunés, des professionnels et des propriétaires d'entreprise. Une gestion rigoureuse de l'offre de produits et des normes de services élevées pour les clients et les distributeurs seront d'une importance cruciale pour le maintien du leadership de iA Groupe financier.

Pour les courtiers en valeurs mobilières de l'unité d'exploitation, une attention continue à la transformation numérique et un désir d'offrir la meilleure expérience conseiller et client renforceront la position de iA Groupe financier en tant que chef de file parmi les courtiers indépendants au Canada.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">▪ Fonds distincts▪ Fonds communs de placement▪ Valeurs mobilières▪ Rentes viagères et rentes à terme fixe▪ Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, REEE, CELI, CELIAPP et FERR)▪ Conseil en placement▪ Gestion privée de patrimoine	<ul style="list-style-type: none">▪ iA Assurance▪ iA Clarington▪ iA Gestion privée de patrimoine▪ Investia Services financiers▪ iA Fiducie▪ iA Gestion mondiale d'actifs	<ul style="list-style-type: none">▪ Réseau Carrière (iA) (2 700 représentants)▪ Réseau Agents généraux (30 000 représentants)▪ Réseau Comptes nationaux (300 représentants)▪ Réseau de représentants de PPI Management (5 300 représentants)▪ Distributeurs affiliés (iA Gestion privée de patrimoine et Investia) (2 265 représentants)

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Épargne et retraite collectives

L'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives offre une vaste gamme de produits et de services adaptés aux besoins des entreprises, des organisations et de leurs employés, dans une optique de bien-être financier à long terme.

Ces produits sont répartis en deux catégories : les produits d'accumulation, qui sont des produits d'épargne tels que les régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées et les services de gestion financière institutionnelle, et les produits de décaissement, principalement les rentes assurées. Ils sont distribués partout au Canada par l'entremise de consolidateurs, de courtiers en produits d'assurance collective et de retraite et de cabinets d'actuaire-conseils.

Avec plus de 300 employés, l'unité d'exploitation a des ententes avec plus de 13 800 groupes et sert plus de 530 000 participants et 78 000 rentiers.

En 2024, iA Groupe financier est devenu le premier fournisseur sur le marché canadien à lancer une offre complète, Symbiose, qui permet aux administrateurs de régimes de combiner leurs régimes collectifs d'assurance et d'épargne-retraite sur une seule plateforme pour une expérience complète et simplifiée. Les participants bénéficient également de cette approche unique, qui leur permet d'avoir une vision à 360 degrés de leur bien-être global.

De plus, iA Groupe financier a lancé le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) pour aider les participants à acheter leur première propriété, démontrant ainsi l'engagement de la Société d'offrir aux Canadiens des solutions d'épargne-retraite attrayantes et exhaustives afin d'atteindre le bien-être financier à long terme. L'unité d'exploitation a également continué à élargir sa gamme de fonds durables.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Primes (ventes)			
Produits d'accumulation			
Primes récurrentes	1 838	1 502	22 %
Transferts	833	428	95 %
Total partiel	2 671	1 930	38 %
Rentes assurées ¹	1 843	825	123 %
Total	4 514	2 755	64 %
Ventes de nouveaux régimes²	2 032	1 526	33 %

Les primes récurrentes des produits d'accumulation jouent un rôle crucial dans la croissance durable des affaires et sont essentielles à l'approche stratégique de l'unité d'exploitation. Ces primes récurrentes représentent les cotisations versées par les participants aux régimes de la clientèle des groupes existants. En 2024, les primes récurrentes ont totalisé plus de 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente.

Les rentes assurées ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, notamment en raison de la vente d'un important contrat, totalisant 1 843 millions de dollars en 2024.

Les ventes de nouveaux régimes ont enregistré une hausse importante de 33 % par rapport à 2023, totalisant plus de 2,0 milliards de dollars.

Produits d'accumulation – Entrées nettes de fonds^{3,4}

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Entrées (ventes brutes)	2 671	1 930	38 %
Sorties	1 615	1 940	(17 %)
Entrées nettes	1 056	(10)	Non significatif

Fonds sous gestion

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Produits d'accumulation	18 619	15 551	20 %
Rentes assurées	7 437	5 685	31 %
Total	26 056	21 236	23 %

Les fonds sous gestion ont atteint, en fin d'année 2024, près de 26,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 23 % par rapport à la fin de 2023, en grande partie grâce à des conditions de marché favorables et, dans une moindre mesure, à des ventes nettes de fonds positives.

¹ Les chiffres pour 2023 et 2024 reflètent les améliorations de la mesure des ventes pour les rentes immédiates à prime unique (RIPU) incluent les ventes qui n'étaient pas incluses auparavant.

² La souscription des nouveaux régimes est mesurée par la somme des primes annualisées de première année (qui correspondent à la somme du transfert d'actif initial et des primes récurrentes annualisées de première année) et des rentes assurées.

³ Les ventes nettes de fonds de l'Épargne et retraite collectives sont une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

⁴ L'évolution des fonds sous gestion est une donnée importante, car elle détermine le niveau des honoraires de gestion comptabilisés aux états financiers consolidés, au poste « Autres produits ».

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Perspectives et priorités d'affaires

Pour 2025 et les années à venir, l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives continuera de renforcer son expérience client en investissant dans la technologie pour développer des solutions numériques frontales de pointe et évolutives, essentielles pour répondre aux besoins et aux attentes diversifiés des participants et des promoteurs de régimes. L'unité d'exploitation tire déjà parti de l'intelligence artificielle et d'autres technologies innovantes pour réaliser des gains en efficacité et améliorer l'expérience client, tout en poursuivant sa mission de soutenir le bien-être financier, physique et mental en renforçant son offre de produits et de services de mieux-être.

En se concentrant spécifiquement sur la croissance rentable, l'unité d'exploitation maintiendra son engagement à optimiser l'efficacité opérationnelle. Cela nécessitera de s'appuyer sur ses solides assises pour faciliter la croissance à long terme en simplifiant les processus et en mettant en œuvre des améliorations en matière d'efficacité.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">▪ Produits d'accumulation de capital (dont régimes à cotisation déterminée, régimes à prestations déterminées, REER, CELI et CELIAPP)▪ Produits de décaissement (rentes assurées, FERR et FRV)▪ Programme de mieux-être financier▪ Éducation et conseils financiers	<ul style="list-style-type: none">▪ iA Assurance	<ul style="list-style-type: none">▪ Consolidateurs▪ Courtiers en produits d'assurance collective et de retraite▪ Cabinets d'actuaire-conseils

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Affaires américaines

Affaires américaines : Assurance individuelle

Les activités d'assurance individuelle de iA Groupe financier aux États-Unis sont menées par iA American Life Insurance Company et quatre autres filiales qui lui sont rattachées, situées à Waco, au Texas.

Le groupe de compagnies de iA American commercialise ses produits d'assurance vie par l'entremise d'agences de marketing indépendantes qui, au total, comptent plus de 26 600 représentants indépendants liés au groupe par contrat.

Les différentes compagnies exercent principalement leurs activités dans le marché de l'assurance à émission simplifiée. Les protections couvrant les frais funéraires ainsi que les protections d'assurance vie temporaire pour le marché des prêts hypothécaires et celui des familles représentent plus de 90 % des nouvelles ventes. Les compagnies proposent également de l'assurance vie universelle et d'autres produits d'assurance spécialisés dans les marchés en milieu de travail et gouvernementaux. Elles peuvent par ailleurs adapter leurs produits pour des agences de marketing plus importantes, une flexibilité qui a joué un rôle clé dans leur succès.

Les améliorations numériques visant à améliorer et à simplifier le processus de vente, tant pour le représentant que pour le client, ont été un élément important dans la capacité des compagnies à être concurrentielles et à réussir. Des capacités de souscription au point de vente simplifient et accélèrent grandement le processus, et cette technologie est désormais utilisée pour la majorité des ventes de l'unité d'exploitation. Les capacités de vente à distance contribuent aussi pour beaucoup à la réussite des compagnies sur le plan des ventes.

En 2024, l'acquisition de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity a renforcé les activités du groupe, comme décrit ci-dessous.

Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes totales	227	172	32%
Ventes (excluant Vericity)	200	172	16%
Ventes (Vericity seulement) ¹	27	N/A	N/A
Primes nettes totales	632	477	32%
Primes nettes (excluant Vericity)	577	477	21%
Primes nettes (Vericity seulement) ¹	55	N/A	N/A

Les ventes de l'Assurance individuelle aux États-Unis ont atteint en 2024 un niveau record, totalisant 227 millions de dollars américains, ce qui représente une croissance de 32 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la croissance sur le marché des assurances frais funéraires et le marché intermédiaire/familial et de l'addition des ventes réalisées par notre nouvelle filiale Vericity. La croissance organique découle du rendement des principales agences de marketing indépendantes et du recrutement de nouvelles agences.

Le total des primes nettes a atteint 632 millions de dollars américains en 2024, soit une augmentation de près de 32 % par rapport à 2023. Ce résultat reflète une forte croissance de 18 % du nombre de polices émises en 2024 et une bonne conservation des affaires en vigueur, ainsi que la contribution de l'acquisition récente de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group mentionnés dans la section « Faits saillants » du présent document.

La composition des ventes par produits est demeurée relativement constante en 2024. La proportion de ventes d'assurance vie entière a légèrement augmenté, de 75 % en 2023 à 78 % en 2024, tandis que la proportion de ventes d'assurances temporaires sur le marché intermédiaire/familial a connu une légère diminution, de 22 % en 2023 à 20 % en 2024.

La composition des ventes par types de marchés a connu des variations mineures en 2024 en raison de la croissance marquée des ventes liées aux frais funéraires. Le pourcentage des ventes totales représenté par ces ventes a augmenté, de 68 % en 2023 à 71 % en 2024, tandis que la proportion des ventes sur le marché intermédiaire/familial a diminué légèrement, passant de 23 % à 21 % au cours de la même période.

Cette solide performance confirme le fort potentiel de croissance de la société sur le marché de l'assurance vie aux États-Unis.

Vericity

Le 28 juin 2024, iA Groupe financier a complété l'acquisition de Vericity, Inc. Avec plus de 400 employés, Vericity comprend Fidelity Life, un assureur, et eFinancial, une agence numérique qui s'adresse directement aux consommateurs. Ensemble, les deux entités tirent parti des synergies et fournissent une technologie brevetée innovante, alimentée par l'intelligence artificielle et l'analyse de données, pour servir les clients du marché intermédiaire de l'assurance vie aux États-Unis. En tant que société innovante dans la conception et la distribution de produits, Vericity rend l'assurance vie abordable et accessible pour les consommateurs du marché intermédiaire, avec des centres d'appels nationaux, des ventes et des processus de tarification numériques et l'émission rapide de polices.

Perspectives et priorités d'affaires

¹ Données pour les six derniers mois de 2024 (depuis que l'acquisition a été complétée).

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

À l'avenir, l'unité d'exploitation entend continuer d'augmenter la capacité de distribution, l'accent étant mis sur le marché intermédiaire/familial. Elle cherchera, entre autres objectifs, à améliorer l'expérience représentant et l'expérience client par des capacités numériques additionnelles au point de vente et des décisions immédiates en matière de souscription, et à élargir le portefeuille de produits pour favoriser la croissance sur le marché intermédiaire/familial.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurance vie (universelle, vie entière et temporaire) ▪ Assurance maladie grave ▪ Assurance invalidité de courte durée ▪ Assurance décès par accident ▪ Rentes ▪ Assurance vie collective 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ iA American Life Insurance Company ▪ American-Amicable Life Insurance Company of Texas ▪ Occidental Life Insurance Company of North Carolina ▪ Pioneer American Insurance Company ▪ Pioneer Security Life Insurance Company ▪ Vericity – Fidelity Life 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agences de marketing indépendantes (26 600 représentants) ▪ Vericity – eFinancial

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Affaires américaines : Services aux concessionnaires

iA American Warranty Group et ses filiales proposent des produits d'assurance biens et risques divers qui incluent des contrats d'entretien de véhicule (garanties prolongées) et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaires qui couvrent un large éventail de risques associés à la possession d'un véhicule. L'unité d'exploitation offre également des produits tels que la formation, du soutien pour améliorer les revenus et des services de marketing pour aider les concessionnaires à augmenter leur rentabilité. La société bénéficie d'une intégration verticale des services d'assurance, d'administration et de réassurance et compte parmi les rares fournisseurs de services complets aux États-Unis. Ses produits sont offerts par l'entremise d'un réseau d'agents généraux, de concessionnaires d'automobiles, de sociétés de financement et de tiers administrateurs.

La division emploie approximativement 640 personnes et administre des produits pour le compte de plus de 7 000 concessionnaires partout aux États-Unis. Elle adapte souvent les produits offerts pour d'importants producteurs et cette flexibilité a joué un rôle clé dans les succès de iA American Warranty Group et de ses filiales.

Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	Variation
Ventes	1 087	951	14 %

Les ventes en 2024 ont totalisé près de 1,1 milliard de dollars américains, soit une croissance de 14 % par rapport à 2023. Cette performance reflète la combinaison de plusieurs facteurs positifs, notamment l'augmentation du nombre de contrats vendus, en partie grâce à l'augmentation des ventes totales de véhicules d'une année à l'autre, l'augmentation des ventes de contrats d'entretien de véhicule (garanties prolongées) et l'impact favorable des ajustements de prix. De plus, les concessionnaires ont été en mesure d'intégrer davantage de produits complémentaires (financiers et d'assurance) dans leurs ventes de véhicules en raison de la plus grande accessibilité financière des consommateurs résultant, entre autres, de la baisse des taux d'intérêt et des prix des véhicules.

Ventes par marchés

(%)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Producteurs affiliés	71	72
Producteurs non affiliés	29	28
Total	100	100

Les producteurs affiliés ont généré 71 % des ventes en 2024, ce qui est comparable à la proportion observée au cours des trois dernières années.

Perspectives et priorités d'affaires

Une amélioration continue du marché automobile américain est attendue en 2025, grâce à l'amélioration des stocks de véhicules, à l'augmentation des incitatifs des fabricants d'équipement d'origine et à la baisse anticipée des taux d'intérêt. Par conséquent, la demande de véhicules devrait rester forte et une augmentation des produits financiers et d'assurance est attendue.

En 2025, les Services aux concessionnaires des Affaires américaines ont pour objectif de continuer à ajouter des concessionnaires et d'augmenter le nombre de produits vendus dans les concessionnaires existants. L'unité d'exploitation continuera de se concentrer à fournir à ses partenaires de distribution une solution complète, comprenant des services de formation, de consultation et de marketing et une gestion sans faille des contrats. Les produits et services de l'unité sont essentiels à la rentabilité des concessionnaires, et ses partenaires comptent sur son soutien pour faire croître leurs services de financement et d'assurance.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Réseaux affiliés et de distribution
<ul style="list-style-type: none">▪ Contrats d'entretien de véhicules (garanties prolongées)▪ Garanties de protection d'actif▪ Protection auxiliaire de véhicules▪ Services de formation▪ Services de marketing	<ul style="list-style-type: none">▪ Dealers Assurance Company▪ Dealers Alliance Company▪ iA American Warranty Corp.▪ iA American Warranty, L.P. (auparavant IAS)▪ First Automotive Service Corporation▪ Dealer Wizard, LLC	<ul style="list-style-type: none">▪ Agents généraux▪ Vente directe (concessionnaires d'automobiles et sociétés de financement)▪ Tiers administrateurs

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Rentabilité

Faits saillants

La Société a enregistré un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 942 millions de dollars en 2024, soit une augmentation de 22 % par rapport à 2023. Le bénéfice par action (BPA) dilué s'est élevé à 9,77 \$ en 2024, contre 7,48 \$ un an plus tôt, et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) s'est établi à 13,9 % pour l'année, contre 11,6 % en 2023.

La Société a enregistré un bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 074 millions de dollars en 2024, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2023. À 11,16 \$ en 2024, le bénéfice par action (BPA) dilué tiré des activités de base^{††} était supérieur de 20 % par rapport à celui de 2023. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base^{††} de 15,9 % pour 2024 se compare favorablement à celui de 14,4 % de l'année précédente. Le BPA^{††} et le ROE^{††} tirés des activités de base sont conformes aux prévisions à moyen terme de la Société communiquées en début d'année.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9		IFRS 4		
	2024	2023	2022	2021	2020
Résultat attribué aux actionnaires	962	789	842	852	633
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(20)	(25)	(22)	(22)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	942	769	817	830	611
Bénéfice tiré des activités de base[†]	1 074	956	945	896	764
Résultat par action ordinaire (BPA)					
De base	9,81 \$	7,51 \$	7,68 \$	7,73 \$	5,71 \$
Dilué	9,77 \$	7,48 \$	7,65 \$	7,70 \$	5,70 \$
Dilué tiré des activités de base ^{††}	11,16 \$	9,31 \$	8,85 \$	8,31 \$	7,12 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)	13,9 %	11,6 %	12,3 %	13,2 %	10,6 %
ROE tiré des activités de base ^{††}	15,9 %	14,4 %	14,2 %	14,2 %	13,3 %

Analyse des résultats par secteur d'activité

Le tableau suivant présente le bénéfice tiré des activités de base[†] et le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité. Une analyse de la performance par secteur d'activité pour l'ensemble de l'année 2024 est fournie dans les pages suivantes, et un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†], à la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisis ».

Bénéfice tiré des activités de base[†]

(Aux 31 décembre, en millions de dollars)	2024	2023
Assurance, Canada	420	334
Gestion de patrimoine	411	314
Affaires américaines	98	101
Placements	359	402
Exploitation générale	(214)	(195)
Total	1 074	956

Résultat net (perte nette) attribué aux actionnaires ordinaires

(Aux 31 décembre, en millions de dollars)	2024	2023
Assurance, Canada	316	274
Gestion de patrimoine	379	288
Affaires américaines	28	47
Placements	440	358
Exploitation générale	(221)	(198)
Total	942	769

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisis » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†]

Le tableau suivant présente le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et les ajustements à l'origine de la différence entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†].

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†]

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	942	769
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	(32)	82
Taux d'intérêt et écarts de crédit	7	(10)
Capitaux propres	(117)	(102)
Immeubles de placement	65	184
Fonds de placement canadien (FPC) ¹	13	10
Taux de change	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	13	13
Charges ou produits liés à des acquisitions, à des dispositions ou à des restructuration d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	25	10
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	72	66
Charge de retraite non liée aux activités de base ²	15	8
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	39	8
Total	132	187
Bénéfice tiré des activités de base[†]	1 074	956

Le bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 074 millions en 2024 découle d'un résultat net attribué aux actionnaires de 942 millions de dollars, et d'un ajustement total de 132 millions de dollars, sous l'effet :

- d'impacts favorables des marchés différant des attentes de la direction, qui ont totalisé 32 millions de dollars, l'incidence positive des variations des marchés boursiers se trouvant partiellement absorbée par des variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit, des ajustements à la valeur des immeubles de placement et l'effet du statut d'assureur multinational de la Société (Fonds de placement canadien);
- des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction, qui ont totalisé une charge de 13 millions de dollars (voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » du présent document pour plus de détails);
- d'un total de 25 millions de dollars résultant des acquisitions de Prosperity et de Vericity (13 millions de dollars), d'une charge liée à l'option de vente des actionnaires minoritaires de Surex (6 millions de dollars) et de quelques charges de restructuration (6 millions de dollars);
- de dépenses de l'ordre de 72 millions de dollars associées à des immobilisations incorporelles liées à des acquisitions;
- d'une charge de retraite non liée aux activités de base de 15 millions de dollars;
- d'éléments spécifiques totalisant 39 millions de dollars que la direction considère comme non récurrents ou autrement non représentatifs de la performance de la Société, qui comprennent, comme détaillé ci-dessous : des ajustements fiscaux pour des exercices antérieurs qui étaient défavorables pour le secteur de l'Assurance, Canada et favorables pour le secteur des Placements; une dépréciation de logiciels dans le secteur de l'Assurance, Canada; et une provision pour des soldes impayés liés à des comptes débiteurs dans le secteur des Affaires américaines.

¹ Impact des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société.

² Charge de retraite qui représente la différence entre le rendement des actifs calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Assurance, Canada

Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités d'assurance canadiennes et offre aux particuliers et aux groupes un vaste éventail de protections en assurances vie, maladie, auto et habitation, ainsi que des garanties pour véhicules.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Assurance, Canada

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	316	274
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	37	30
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	9	7
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	17	16
Charge de retraite non liée aux activités de base	11	5
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	30	2
Total	104	60
Bénéfice tiré des activités de base[†]	420	334

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est établi à 316 millions de dollars en 2024, comparativement à 274 millions de dollars en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net, principalement attribuables à des changements d'hypothèses et à des mesures prises par la direction, à des éléments liés aux acquisitions, à des ajustements fiscaux pour des exercices antérieurs et à une dépréciation de logiciels, ont totalisé 104 millions de dollars.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 420 millions de dollars en 2024, en hausse de 26 % par rapport aux 334 millions de 2023. Cette variation positive s'explique en particulier par un résultat des services d'assurance [activités de base]³ plus élevé qu'en 2023, ce qui reflète : 1) une augmentation des bénéfices attendus sur les activités d'assurance³ découlant de l'incidence favorable des hausses de prix mises en œuvre en 2023 et en 2024 dans diverses unités d'exploitation et des fortes ventes réalisées au cours des derniers trimestres; 2) des gains d'expérience d'assurance (activités de base)³ de 37 millions de dollars, principalement attribuables à la baisse des réclamations chez iA Auto et habitation et à une expérience favorable sur le plan de la mortalité, et 3) l'effet moindre des nouvelles ventes d'assurance³ provenant des Régimes d'employés. Les autres éléments positifs comprennent une hausse des activités autres que d'assurance (activités de base)³ découlant des bonnes performances des Services aux concessionnaires et des activités de distribution, ainsi qu'une légère baisse des autres dépenses (activités de base)³.

³ Cet item est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour plus d'information, consultez la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] et du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'intermédiaire des facteurs du bénéfice (FDB), consultez la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Gestion de patrimoine

Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités de gestion de patrimoine de la Société et propose aux particuliers et aux groupes une vaste gamme de solutions d'épargne et de retraite.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Gestion de patrimoine

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	379	288
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	—	—
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	1
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	25	20
Charge de retraite non liée aux activités de base	4	3
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	3	2
Total	32	26
Bénéfice tiré des activités de base[†]	411	314

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est établi à 379 millions de dollars en 2024, comparativement à 288 millions de dollars en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net, principalement attribuables à des éléments liés aux acquisitions, ont totalisé 32 millions de dollars.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] s'est quant à lui établi à 411 millions de dollars in 2024, en hausse de 31 % par rapport aux 314 millions de dollars enregistrés en 2023. Cette solide performance découle d'un résultat des services d'assurance (activités de base) plus élevé attribuable à de fortes ventes nettes de fonds au cours des récents trimestres et à un rendement favorable des marchés financiers, ce qui a généré une MSC constatée pour les services fournis^{4,5} plus élevée et une libération pour ajustement au risque⁵ plus élevée. De plus, le résultat lié aux activités autres que d'assurance (activités de base)⁴ était plus élevé qu'en 2023, ce qui reflète la bonne performance des filiales de distribution et de iA Clarington (fonds communs de placement) découlant principalement de commissions nettes supérieures et de meilleures marges. Enfin, les autres dépenses (activités de base) étaient plus faibles qu'en 2023.

⁴ Cet item est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour plus d'information, consultez la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] et du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'intermédiaire des facteurs du bénéfice (FDB), consultez la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

⁵ Cet élément est une composante de l'analyse du mouvement de la MSC. Pour de plus amples renseignements au sujet de celle-ci, voir les sections « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et « Analyse du mouvement de la MSC » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Affaires américaines

Ce secteur d'activité d'exploitation, qui comprend toutes les activités de la Société aux États-Unis, offre aux particuliers différents produits d'assurance vie et de garanties pour leurs véhicules.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Affaires américaines

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	28	47
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	15	18
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	9	2
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	30	30
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	16	4
Total	70	54
Bénéfice tiré des activités de base[†]	98	101

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur des Affaires américaines s'est établi à 28 millions de dollars en 2024, comparativement à 47 millions de dollars en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net, principalement attribuables à des éléments liés aux acquisitions, à des changements d'hypothèses, à des mesures prises par la direction et à une provision pour des soldes impayés liés à des comptes débiteurs, ont totalisé 70 millions de dollars.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] s'est quant à lui établi à 98 millions de dollars en 2024 comparativement à 101 millions de dollars en 2023. Il s'agit du résultat net de l'augmentation du résultat des services d'assurance (activités de base) plus que contrebalancé par les activités autres que d'assurance (activités de base) plus faibles et d'autres dépenses (activités de base) plus élevées comparativement à 2023. Cette variation positive du résultat des services d'assurance (activités de base) s'explique par une augmentation des bénéfices attendus sur les activités d'assurance, principalement attribuable aux acquisitions de Vericity et des blocs d'affaires de Prosperity, partiellement contrebalancées par l'effet des nouvelles ventes d'assurance découlant de ventes supérieures et de contrats plus déficitaires. En ce qui a trait au résultat lié aux activités autres que d'assurance (activités de base), la diminution est principalement attribuable à l'effet défavorable des faibles ventes des Services aux concessionnaires en 2023 et à une composition moins favorable des activités. Enfin, les autres dépenses (activités de base) étaient plus élevées en 2024, notamment en raison de l'ajout des dépenses liées à Vericity et de dépenses non récurrentes.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Placements

Ce secteur d'activité comptable comprend les activités de placement et de financement de la Société, à l'exception des activités de placement des filiales de distribution en gestion de patrimoine.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Placements

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	440	358
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	(32)	82
Taux d'intérêt et écarts de crédit	7	(10)
Capitaux propres	(117)	(102)
Immeubles de placement	65	184
Fonds de placement canadien (FPC) ⁶	13	10
Taux de change	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(39)	(35)
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	(10)	(3)
Total	(81)	44
Bénéfice tiré des activités de base[†]	359	402

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est établi à 440 millions de dollars en 2024, comparativement à 358 millions de dollars en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net – principalement attribuables aux impacts des marchés représentant 32 millions de dollars (reflétant l'impact positif des variations des capitaux propres partiellement contrebalancées par les variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit, les ajustements de la valeur des immeubles de placement et l'impact défavorable du FPC) et aux changements d'hypothèses et mesures prises par la direction (39 millions de dollars) – ont totalisé 81 millions de dollars.
- Le bénéfice tiré des activités de base s'est quant à lui établi à 359 millions de dollars en 2024, comparativement à 402 millions de dollars en 2023. Cette diminution s'explique principalement par l'impact défavorable des variations macroéconomiques, surtout lié aux fluctuations des taux d'intérêt qui ont diminué en 2024 par rapport à 2023. Cette diminution a été partiellement compensée par l'accentuation de la courbe de rendement des derniers mois de 2024, ce qui a entraîné une augmentation du bénéfice sur les activités d'investissement à la fin de l'année. De plus, l'expérience de crédit⁷ a été défavorable chez iA Financement auto en 2024, ce qui a entraîné une augmentation de la provision pour perte de crédit.

⁶ Impact des revenus d'investissement exonérés d'impôts (supérieurs ou inférieurs aux impacts fiscaux à long terme attendus) découlant du statut d'assureur multinational de la Société.

⁷ Cet élément est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour de plus amples renseignements, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » dans le présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'entremise des facteurs du bénéfice (FDB), voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Exploitation générale

Ce secteur d'activité comptable déclare toutes les dépenses non affectées aux autres secteurs, comme celles associées à certaines fonctions de soutien général pour la Société. Ces dépenses comprennent entre autres des investissements pour la transformation numérique, des activités de prospection dans le domaine des fusions et acquisitions, des projets de données et de sécurité numériques, ainsi que des projets de conformité réglementaire.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Exploitation générale

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Résultat net (perte) attribué aux actionnaires ordinaires	(221)	(198)
Ajustements du bénéfice (perte) tiré des activités de base (après impôt)		
Impacts liés aux marchés	—	—
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	—	—
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	7	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	—	3
Total	7	3
Bénéfice (perte) tiré des activités de base[†]	(214)	(195)

- La perte nette attribuée aux actionnaires ordinaires du secteur de l'Exploitation générale s'est établie à 221 millions de dollars, comparativement à 198 millions de dollars pour la même période en 2023. Cette perte comprend la perte résultant des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements de la perte résultant des activités de base à la perte nette dans ce secteur ont totalisé 7 millions de dollars, principalement attribuables à des éléments liés aux acquisitions, et plus particulièrement à celles de Prosperity et de Vericity.
- Le secteur a enregistré des pertes résultant des activités de base[†] découlant de dépenses après impôt de 214 millions de dollars, comparativement à 195 millions de dollars pour la même période en 2023. Ce résultat s'explique par d'autres dépenses (activités de base) de 272 millions de dollars avant impôts, ce qui comprend une charge de 18 millions de dollars avant impôts (13 millions après impôt) provenant de la rémunération variable plus élevée en raison de l'excellent rendement de la Société. À l'exception de cette charge, les autres dépenses (activités de base) en 2024 s'élèvent à 254 millions de dollars avant impôts, ce qui est moins qu'en 2023 et conforme aux attentes de 260 millions de dollars pour 2024. Ce résultat favorable en matière de dépenses d'exploitation générale s'explique par la grande importance accordée à l'efficacité opérationnelle, par une exécution soignée des coûts et par une approche disciplinée en matière de gestion des projets et du personnel.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Éléments consolidés

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.

- La charge d'impôt sur le revenu s'est chiffrée à 267 millions de dollars, comparativement à 212 millions de dollars pour la même période en 2023.
- La charge fiscale comprise dans le bénéfice tiré des activités de base[†] pour 2024 était de 284 millions de dollars pour un taux d'imposition effectif (activités de base)^{††} de 20,6 %. Ce résultat, légèrement meilleur que ce qu'anticipait la direction, s'explique essentiellement par l'augmentation de la part des revenus de placements exonérés d'impôt.
- La différence entre la charge d'impôt sur le revenu et la charge fiscale prise en compte dans le bénéfice tiré des activités de base[†] s'explique principalement par l'impôt sur les ajustements du bénéfice tiré des activités de base, et par l'incidence des produits de placement exonérés d'impôt découlant du statut d'assureur multinational de la Société (FPC).

Dividendes/distributions des instruments de capitaux

Cet élément représente les dividendes sur les actions privilégiées émises par une filiale et les distributions sur d'autres instruments de capitaux, lesquels se sont chiffrés à 20 millions de dollars pour 2024, soit une somme comparable à celle de 2023.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats par secteur d'activité pour le quatrième trimestre

Le tableau suivant présente le bénéfice tiré des activités de base[†] et le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité. Une analyse de la performance par secteur d'activité pour le quatrième trimestre est fournie dans les pages suivantes, et un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†] est fourni à la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies ».

Bénéfice tiré des activités de base [†]	Cumulatif au 31 décembre							
	T4-2024	D'un trimestre à l'autre		D'une année à l'autre		D'une année à l'autre		
		T3-2024	Variation	T4-2023	Variation	2024	2023	Variation
(En millions de dollars, sauf indication contraire)								
Assurance, Canada	116	106	9 %	78	49 %	420	334	26 %
Gestion de patrimoine	112	106	6 %	91	23 %	411	314	31 %
Affaires américaines	26	31	(16 %)	26	—	98	101	(3 %)
Placements	102	80	28 %	95	7 %	359	402	(11 %)
Exploitation générale	(69)	(46)	50 %	(54)	28 %	(214)	(195)	10 %
Total	287	277	4 %	236	22 %	1 074	956	12 %
Résultat net (perte) attribué aux actionnaires ordinaires								
Assurance, Canada	41	95	(57 %)	43	(5 %)	316	274	15 %
Gestion de patrimoine	101	99	2 %	85	19 %	379	288	32 %
Affaires américaines	(13)	21	(162 %)	(7)	86 %	28	47	(40 %)
Placements	163	114	43 %	181	(10%)	440	358	23 %
Exploitation générale	(72)	(46)	57 %	(54)	33 %	(221)	(198)	12 %
Total	220	283	(22 %)	248	(11 %)	942	769	22 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Assurance, Canada

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base [†] – Assurance, Canada						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	41	43	(5 %)	316	274	15 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)						
Impacts liés aux marchés	—	—		—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	37	31		37	30	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	1	2		9	7	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	4	4		17	16	
Charge de retraite non liée aux activités de base	3	1		11	5	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	30	(3)		30	2	
Total	75	35		104	60	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	116	78	49 %	420	334	26 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur de l'Assurance, Canada s'est chiffré à 41 millions de dollars, comparativement à 43 millions de dollars pour la même période en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 75 millions de dollars. Ce montant comprend : des changements d'hypothèses défavorables et des mesures prises par la direction (37 millions de dollars) (voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » ci-dessous pour plus de détails), une dévaluation des logiciels et un ajustement fiscal net défavorable pour les exercices précédents (30 millions de dollars au total), des éléments liés aux acquisitions (4 millions de dollars), la charge de retraite non liée aux activités de base (3 millions de dollars) et une charge de restructuration mineure (1 million de dollars).
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 116 millions de dollars, comparativement aux 78 millions de dollars enregistrés à la même période en 2023. Cette augmentation de 49 % du bénéfice tiré des activités de base[†] résulte de différents éléments. Plus spécifiquement, un gain d'expérience d'assurance (activités de base) de 15 millions de dollars a été enregistré au cours du trimestre, principalement en raison de la diminution des réclamations chez iA Auto et habitation. Les résultats des activités autres que d'assurance ont également été plus élevés, grâce à des activités de distribution favorables et à la bonne performance des Services aux concessionnaires. Parmi les autres éléments positifs en cause, mentionnons l'augmentation du bénéfice attendu sur les activités d'assurance, attribuable à l'incidence favorable de solides ventes dans les 12 derniers mois ainsi que l'effet moindre des nouvelles ventes d'assurance enregistrées dans les Régimes d'employés par rapport à la même période l'an dernier.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Gestion de patrimoine

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base [†] – Gestion de patrimoine						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	101	85	19 %	379	288	32 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)						
Impacts liés aux marchés	—	—		—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	—	—		—	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	—		—	1	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	7	5		25	20	
Charge de retraite non liée aux activités de base	1	1		4	3	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	3	—		3	2	
Total	11	6		32	26	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	112	91	23 %	411	314	31 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 101 millions de dollars, comparativement à 85 millions de dollars pour la même période en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net, essentiellement attribuables à des éléments liés aux acquisitions, ont totalisé 11 millions de dollars.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 112 millions de dollars pour le quatrième trimestre, comparativement à 91 millions de dollars à la même période un an plus tôt. L'augmentation de 23 % du bénéfice tiré des activités de base[†] par rapport à la même période en 2023 résulte essentiellement de la hausse de la MSC constatée pour les services fournis⁸ et de la libération pour ajustement au risque, du fait de solides ventes nettes au cours des 12 derniers mois et de marchés financiers favorables. De plus, le résultat des activités autres que d'assurance (activités de base) était plus élevé que l'an dernier, reflétant un bon rendement grâce aux filiales de distribution et à iA Clarington (fonds communs de placement).

⁸ Cet élément est une composante de l'analyse du mouvement de la MSC. Pour de plus amples renseignements au sujet de celle-ci, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Analyse du mouvement de la MSC » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Affaires américaines

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base [†] – Affaires américaines						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Résultat net (perte) attribué aux actionnaires ordinaires	(13)	(7)	86 %	28	47	(40 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)						
Impacts liés aux marchés	—	—		—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	15	19		15	18	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	2		9	2	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	8	8		30	30	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—		—	—	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	16	4		16	4	
Total	39	33		70	54	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	26	26	— %	98	101	(3 %)

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le secteur des Affaires américaines a enregistré une perte nette attribuée aux actionnaires ordinaires de 13 millions de dollars, comparativement à une perte de 7 millions de dollars à la même période en 2023. Le résultat net ou la perte nette comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 39 millions de dollars. Ce montant comprend : des changements d'hypothèses défavorables et des mesures prises par la direction (15 millions de dollars) (voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » ci-dessous pour plus de détails), une provision pour les soldes impayés liés à des comptes clients (16 millions de dollars) et des éléments liés aux acquisitions (8 millions de dollars).
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 26 millions de dollars, identique au résultat du quatrième trimestre de 2023. Cela est le résultat net de différents éléments. Les acquisitions de Vericity et de blocs d'affaires de Prosperity, notamment, ont mené à une augmentation du bénéfice attendu sur les activités d'assurance; l'expérience en matière d'assurance (activités de base) s'est révélée positive, du fait, principalement, d'une expérience favorable sur le plan de la mortalité. Le résultat des activités autres que d'assurance (activités de base) a été légèrement inférieur à celui de l'année précédente en raison des dépenses de Vericity. Enfin, les autres dépenses (activités de base) ont augmenté avec l'ajout des dépenses associées à Vericity.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Placements

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base [†] – Placements						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	163	181	(10 %)	440	358	23 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)						
Impacts liés aux marchés	(16)	(89)		(32)	82	
Taux d'intérêt et écarts de crédit	21	(30)		7	(10)	
Capitaux propres	(31)	(93)		(117)	(102)	
Immeubles de placement	(3)	24		65	184	
FPC ⁹	(3)	10		13	10	
Taux de change	—	—		—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(35)	6		(39)	(35)	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	—		—	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—		—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—		—	—	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	(10)	(3)		(10)	(3)	
Total	(61)	(86)		(81)	44	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	102	95	7 %	359	402	(11 %)

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur des Placements s'est chiffré à 163 millions de dollars, comparativement à 181 millions de dollars à la même période en 2023. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net de 61 millions de dollars pour ce secteur comprennent les trois éléments suivants : des changements d'hypothèses favorables et des mesures prises par la direction (35 millions de dollars) (voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » ci-dessous pour plus de détails), l'impact net favorable des variations liées aux marchés (16 millions de dollars), l'incidence positive des variations des marchés boursiers, les ajustements à la valeur des immeubles de placement et le statut d'assureur multinational de la Société (FPC)⁷ ayant été contrebalancés par la variation défavorable des taux d'intérêt et des écarts de crédit; et un ajustement fiscal favorable pour les exercices précédents (10 millions de dollars).
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 102 millions de dollars, comparativement à 95 millions de dollars l'an dernier et à 80 millions de dollars au trimestre précédent. Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour le quatrième trimestre reflète le bon rendement de notre portefeuille de placement de haute qualité, auquel a contribué l'impact favorable de l'accentuation de la courbe des taux d'intérêt. L'expérience de crédit a entraîné une perte de 7 millions de dollars en raison de l'impact plus élevé des détériorations par rapport aux améliorations dans le portefeuille de titres à revenu fixe et de l'accroissement de la provision pour pertes de crédit chez iA Financement auto.

⁹ Impact des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Exploitation Générale

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base [†] – Exploitation générale						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Résultat net (perte nette) attribué aux actionnaires ordinaires	(72)	(54)	33 %	(221)	(198)	12 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)						
Impacts liés aux marchés	—	—		—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	—	—		—	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	3	—		7	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—		—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—		—	—	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	—	—		—	3	
Total	3	—		7	3	
Bénéfice (pertes) tiré des activités de base[†]	(69)	(54)	28 %	(214)	(195)	10 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- La perte nette attribuée aux actionnaires ordinaires pour le secteur de l'Exploitation générale s'est chiffrée à 72 millions de dollars en 2024, comparativement à 54 millions de dollars à la même période en 2023. Cette perte comprend la perte découlant des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements de la perte résultant des activités de base à la perte nette dans ce secteur ont totalisé 3 millions de dollars et sont liés à l'acquisition de Vericity.
- Le secteur a enregistré des pertes résultant des activités de base[†] découlant de dépenses après impôt de 69 millions de dollars, comparativement à 54 millions de dollars au quatrième trimestre de 2023. Le résultat de ce trimestre s'explique par d'autres dépenses (activités de base) de 82 millions de dollars (avant impôts), ce qui comprend une charge de 18 millions de dollars avant impôts (13 millions de dollars après impôt) provenant de la rémunération variable plus élevée en raison du rendement de la Société en 2024. En excluant cette charge, les autres dépenses (activités de base) sont de 64 millions de dollars avant impôts, ce qui est conforme aux attentes trimestrielles de 65 millions de dollars plus ou moins 5 millions pour 2024. Le résultat favorable pour les dépenses d'exploitation générale s'explique par une grande importance accordée, en continu, à l'efficacité opérationnelle, par des réalisations soucieuses des coûts et par une approche disciplinée en matière de gestion des projets et du personnel.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction

À la fin de chaque trimestre, la Société actualise son passif en fonction de la conjoncture économique et s'assure de sa suffisance, ce qui pourrait mener à des changements dans ses méthodologies et ses hypothèses. De plus, à la fin de chaque année, la Société se livre à un examen approfondi de la plupart de ses méthodologies et hypothèses, à la lumière de sa propre expérience et de celle de l'industrie lorsqu'il y a lieu, en termes de mortalité, de morbidité, d'abandons, de dépenses et d'autres facteurs.

Sous la norme comptable IFRS 17, le résultat des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction influe, directement ou indirectement, sur la marge sur services contractuels (MSC) et sur l'ajustement au titre du risque (AR), tout comme le résultat net et le ratio de solvabilité. Dans certaines situations bien précises, un changement à l'AR entraînera un changement opposé à la MSC, n'ayant donc aucun effet sur le bénéfice immédiat et futur. Les changements d'hypothèses et de méthodologie influenceront directement sur le résultat net ou la MSC en fonction de trois principaux facteurs : 1) le type de changement dont il est question (financier ou non financier), 2) la présence d'une MSC pour les contrats ciblés par le changement, et 3) le type de modèle d'évaluation pour les contrats ciblés par le changement. Les cas de figure les plus courants sont les suivants :

- Les effets de changements non financiers aux méthodologies et aux hypothèses se reflètent directement dans la MSC lorsqu'ils sont attribuables à des contrats d'assurance ayant une MSC, et dans le résultat net en l'absence d'une MSC. En ce qui concerne les contrats d'assurance évalués selon le modèle général d'évaluation, les effets sur la MSC sont mesurés à des taux d'actualisation bloqués. Pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables, les effets sur la MSC sont mesurés selon les taux d'actualisation courants;
- Les effets de changements financiers aux méthodologies et aux hypothèses se reflètent directement dans le résultat net pour les contrats d'assurance évalués selon le modèle général d'évaluation. En ce qui concerne les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables, cet impact, mesuré aux taux d'actualisation courants, se reflète directement dans la MSC lorsqu'il est attribuable à des contrats d'assurance ayant une MSC, et dans le résultat net en l'absence d'une MSC.

Les changements apportés aux méthodologies et aux hypothèses de la Société en 2024, y compris la révision annuelle en fin d'année, ont eu un impact positif total de 17 millions de dollars avant impôts. Plus précisément, les changements ont eu un effet négatif de 16 millions de dollars avant impôts (ou 13 millions de dollars après impôt) sur le résultat net de 2024 et un effet positif de 33 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices futurs des effets combinés sur la MSC et l'ajustement au titre du risque (AR).

Le processus a engendré un résultat positif pour les hypothèses relatives aux frais, aux finances, à la morbidité et au comportement des assurés, et négatif pour les hypothèses relatives à la mortalité. L'impact des mesures de gestion et de l'amélioration des modèles a été défavorable.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction 2024 – Effets sur le résultat net, la MSC et l'ajustement au titre du risque

(M\$ avant impôts)	Impact total ¹⁰	Principaux éléments	Effet sur le résultat net	Effet sur la MSC	Effet sur l'ajustement au titre du risque
Mortalité et morbidité	(34)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision des hypothèses de mortalité : défavorable ▪ Révision des hypothèses de morbidité : légèrement favorable 	(17)	(11)	(6)
Comportement des titulaires de polices	4	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision des hypothèses d'abandons : favorable ▪ Révision des autres hypothèses sur le comportement des titulaires de polices : défavorable 	(33)	11	26
Financières	61	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ajustements de la gestion des actifs/passifs : favorable ▪ Révision de la méthodologie de notation de crédit : légèrement défavorable 	54	9	(2)
Dépenses	99	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à jour annuelle des études de dépenses : favorable 	(11)	105	5
Mesures prises par la direction	(67)	<ul style="list-style-type: none"> • Ajustements du RFG des fonds distincts et autres éléments : défavorable ▪ Initiative de réassurance : légèrement favorable 	(29)	(39)	1
Autres	(46)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plusieurs améliorations mineures aux modèles dans tous les segments : défavorable 	20	(84)	18
Total	17		(16)	(9)	42

Pour plus de détails, voir la Note 14 des états financiers, ayant pour titre « Contrats d'assurance et contrats de réassurance ».

¹⁰ Les effets des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction au cours de l'année et avant le 31 décembre 2024 ne figurent dans le tableau ci-dessus.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse selon les résultats financiers

États des résultats consolidés

Les résultats financiers de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2024, 2023 et 2022 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	2022 ¹¹
Résultat des activités d'assurance			
Produits d'assurance	6 802	5 740	5 138
Dépenses d'assurance	(5 587)	(4 893)	(4 103)
Produits (dépenses) nets provenant des contrats de réassurance	(175)	6	(271)
	1 040	853	764
Résultat d'investissement net			
Produits de placement nets			
Intérêts et autres produits tirés des placements	2 329	1 946	1 864
Variation de la juste valeur des placements	(211)	2 037	(10 135)
	2 118	3 983	(8 271)
Produits (charges) financiers d'assurance	(1 190)	(3 307)	8 423
Produits (charges) financiers de réassurance	126	155	(115)
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	(235)	(151)	(36)
	819	680	1
Produits (charges) de placement relatifs à l'actif net des fonds distincts	7 769	4 697	(3 897)
Produits (charges) financiers provenant des passifs relatifs aux fonds distincts	(7 769)	(4 697)	3 897
	819	680	1
Autres produits	1 744	1 537	1 537
Autres charges d'exploitation	(2 307)	(2 003)	(1 896)
Autres charges financières	(67)	(66)	(57)
Résultat avant impôts	1 229	1 001	349
(Charge) recouvrement d'impôts	(267)	(212)	(15)
Résultat net	962	789	334
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(20)	(20)	(25)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	942	769	309

¹¹ Les résultats de 2022 de la Société ont été recalculés en raison de l'adoption de IFRS 17 et de IFRS 9. Il convient de faire preuve de prudence lorsque l'on compare les résultats avec ceux de 2022 recalculés, car ils ne sont pas représentatifs des tendances futures dans le contexte de cette transition comptable.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Résultats sectoriels

Le tableau suivant présente les résultats financiers de la Société par secteur d'activité selon les états financiers pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et 2023. L'analyse de ces résultats est présentée ci-dessous et devrait être lue conjointement avec la note 25 « Information sectorielle » des états financiers consolidés de la Société.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre													
	Assurance, Canada		Gestion de patrimoine		Affaires américaines		Placements		Exploitation générale		Ajustements de consolidation		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat des activités d'assurance														
Produits d'assurance	3 975 \$	3 507 \$	1 137 \$	939 \$	1 690 \$	1 294 \$	—	—	—	—	—	—	6 802 \$	5 740 \$
Dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance	(3 449)	(3 065)	(776)	(657)	(1 537)	(1 165)	—	—	—	—	—	—	(5 762)	(4 887)
	526	442	361	282	153	129	—	—	—	—	—	—	1 040	853
Résultat d'investissement net														
Produits de placement nets	—	—	127	121	—	—	1 979	3 870	12	—	—	(8)	2 118	3 983
Produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	—	—	(2)	(23)	—	—	(1 297)	(3 288)	—	—	—	8	(1 299)	(3 303)
	—	—	125	98	—	—	682	582	12	—	—	—	819	680
Autres produits	189	169	1 407	1 224	174	165	33	34	6	3	(65)	(58)	1 744	1 537
Autres charges	(264)	(236)	(1 371)	(1 200)	(291)	(230)	(213)	(192)	(300)	(269)	65	58	(2 374)	(2 069)
Résultat avant impôts	451	375	522	404	36	64	502	424	(282)	(266)	—	—	1 229	1 001
(Charge) recouvrement d'impôts	(135)	(101)	(143)	(116)	(8)	(17)	(42)	(46)	61	68	—	—	(267)	(212)
Résultat net	316	274	379	288	28	47	460	378	(221)	(198)	—	—	962	789
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	(20)	(20)	—	—	—	—	(20)	(20)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	316 \$	274 \$	379 \$	288 \$	28 \$	47 \$	440 \$	358 \$	(221) \$	(198) \$	—	—	942 \$	769 \$

Résultat des activités d'assurance

Assurance, Canada

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, le résultat des activités d'assurance pour le secteur de l'Assurance, Canada a totalisé 526 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 84 millions de dollars ou 19 % d'une année à l'autre, grâce aux produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 3 975 millions de dollars en 2024, par rapport à 3 507 millions de dollars en 2023, une hausse de 13 %. Toutes les unités d'exploitation ont enregistré une croissance des bénéfices par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes et aux primes plus élevées sur les contrats en vigueur en Assurance individuelle, à iA Auto et habitation et en Assurance collective : régimes d'employés, qui ont entraîné une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, se référer à la section « Analyse par secteur d'activité » du présent document, sous le secteur Assurance, Canada.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 3 449 millions de dollars en 2024, comparativement à 3 065 millions de dollars en 2023, une augmentation de 13 % d'une année à l'autre. Cette augmentation résulte partiellement de l'impact de la hausse des réclamations et de la répartition des primes de réassurance payées, en ligne avec la croissance normale des affaires, principalement en Assurance individuelle et en Assurance collective : régimes d'employés, qui ont été partiellement compensés par un nombre de réclamations liées à la mortalité inférieur aux prévisions dans les deux unités d'exploitation. L'augmentation est aussi attribuable, dans une moindre mesure, aux réclamations plus élevées à iA Auto et habitation, en raison des fortes pluies qu'a connues le Québec au troisième trimestre de 2024, dont la plupart étaient réassurées. Si cet événement ne s'était pas produit, l'unité d'exploitation aurait eu moins de réclamations, reflétant des conditions météorologiques globalement favorables et une baisse des vols de voitures par rapport à 2023.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat des activités d'assurance de 101 millions de dollars pour le secteur de l'Assurance, Canada représente une augmentation de 21 millions de dollars, ou 26 % par rapport à la même période en 2023. Ce résultat reflète principalement les produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance. Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 1 028 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 11 % par rapport à 927 millions de dollars en 2023. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes et aux primes plus élevées sur les contrats en vigueur en Assurance individuelle, à iA Auto et habitation et en Assurance collective : régimes d'employés, qui ont entraîné une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues. Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 927 millions de dollars en 2024, comparativement à 847 millions de dollars en 2023. Cette augmentation est partiellement attribuable à l'impact de la hausse des réclamations et de la répartition des primes de réassurance payées, en ligne avec la croissance normale des affaires, principalement en Assurance individuelle et en Assurance collective : régimes d'employés. L'augmentation est également attribuable à la baisse des sommes recouvrables auprès des réassureurs à iA Auto et habitation, en raison de la révision des estimations liées aux fortes pluies qu'a connues le Québec au troisième trimestre de 2024, et est partiellement compensée par la diminution des réclamations, reflétant des conditions météorologiques globalement favorables et une baisse des vols de voitures par rapport à 2023.

Gestion de patrimoine

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, le résultat des activités d'assurance dans le secteur de la Gestion de patrimoine s'établit à 361 millions de dollars, en hausse de 79 millions de dollars ou 28 % d'une année à l'autre, grâce aux produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 1 137 millions de dollars en 2024, par rapport à 939 millions de dollars en 2023, une hausse de 21 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes de fonds distincts dans les 12 derniers mois en Gestion de patrimoine individuel et au rendement favorable des marchés, qui ont mené à une croissance de 29 % de l'actif sous gestion. Cette croissance s'est traduite par une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues et de la marge sur services contractuels constatée pour les services fournis pendant l'année. L'augmentation des produits d'assurance est aussi partiellement attribuable à la croissance stable et à un nouveau contrat majeur de rentes assurées à l'Épargne et retraite collectives, qui a connu une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, se référer à la section « Analyse par secteur d'activité » du présent document, sous le secteur de la Gestion de patrimoine.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 776 millions de dollars en 2024, comparativement à 657 millions de dollars en 2023, ce qui représente une augmentation de 18 % d'une année à l'autre, principalement attribuable aux commissions de suivi plus élevées provenant de la hausse des ventes de fonds distincts en Gestion de patrimoine individuel et des prestations versées en Épargne et retraite collectives, qui ont crû proportionnellement aux produits comptabilisés des nouvelles ventes.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat des activités d'assurance de 99 millions de dollars pour le secteur de la Gestion de patrimoine représente une augmentation de 18 millions de dollars, ou 22 % par rapport à la même période en 2023. Ce résultat est principalement attribuable aux produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance. Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 317 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 21 % par rapport à 263 millions de dollars en 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux fortes ventes de fonds distincts en Gestion de patrimoine individuel et à un nouveau contrat majeur de rentes assurées à l'Épargne et retraite collectives. Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 218 millions de dollars en 2024, comparativement à 182 millions de dollars en 2023. La variation d'une année à l'autre résulte principalement des commissions de suivi plus élevées provenant de la hausse des ventes de fonds distincts en Gestion de patrimoine individuel et des prestations versées à l'Épargne et retraite collectives, qui ont crû proportionnellement aux produits comptabilisés des nouvelles ventes.

Affaires Américaines

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, le résultat des activités d'assurance dans le secteur des Affaires américaines se chiffre à 153 millions de dollars, en hausse de 24 millions de dollars, ou 19 % d'une année à l'autre, grâce aux produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 1 690 millions de dollars en 2024, par rapport à 1 294 millions de dollars en 2023, une hausse de 31 %. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues, tant en Assurance individuelle qu'aux Services aux concessionnaires, qui résultait de l'augmentation du nombre de nouveaux contrats d'assurance émis en 2024 et de la bonne conservation des affaires en vigueur, ainsi que des contributions de l'acquisition récente de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, se référer à la section « Analyse par secteur d'activité » du présent document, sous le secteur des Affaires américaines.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 1 537 millions de dollars en 2024, comparativement à 1 165 millions de dollars en 2023. La variation d'une année à l'autre résulte principalement d'une augmentation normale des réclamations et de la répartition des primes de réassurance versées en Assurance individuelle et aux Services aux concessionnaires, qui s'aligne sur la croissance des affaires, ainsi que des contributions de l'acquisition récente de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat des activités d'assurance de 36 millions de dollars pour le secteur des Affaires Américaines représente une augmentation de 20 millions de dollars, ou 125 % par rapport à la même période en 2023. Ce résultat est principalement attribuable aux produits d'assurance du secteur, partiellement contrebalancés par les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance. Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 477 millions de dollars, en hausse de 34 % par rapport à 357 millions de dollars en 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux contributions de l'acquisition récente de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group, qui ont fait en sorte que le secteur a comptabilisé des revenus plus élevés pour couvrir les réclamations et les dépenses d'assurance prévues. Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant de contrats de réassurance du secteur ont totalisé 441 millions de dollars en 2024, comparativement à 341 millions de dollars en 2023. La variation d'une année à l'autre résulte principalement des contributions de l'acquisition récente de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group, ainsi que de l'augmentation normale des réclamations et de la répartition des primes de réassurance versées.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Résultat d'investissement net

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les produits de placement nets ont totalisé 2 118 millions de dollars, comparativement à 3 983 millions de dollars en 2023. La variation d'une année à l'autre provient presque entièrement du secteur des Placements et s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui a entraîné une diminution de la juste valeur des instruments financiers à revenu fixe et des instruments financiers dérivés. En revanche, les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance, la variation du passif relatif aux contrats d'investissement et les intérêts sur dépôts ont varié de 3 303 millions de dollars à 1 299 millions de dollars, également en raison de la hausse des taux d'intérêt, qui sont un facteur important dans la détermination des charges financières du passif des contrats d'assurance.

Le résultat d'investissement net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a augmenté de 139 millions de dollars par rapport à 2023. Cette variation s'explique principalement par un rendement plus élevé des instruments de capitaux propres et par un impact moindre de la variation de la juste valeur des immeubles de placement par rapport à l'année précédente.

Pour le quatrième trimestre de 2024, les produits de placement nets ont totalisé 273 millions de dollars, comparativement à 4 414 millions de dollars pour la même période en 2023. La variation d'une année à l'autre provient presque entièrement du secteur des Placements et s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui a entraîné une diminution de la juste valeur des instruments financiers à revenu fixe et des instruments financiers dérivés. En revanche, les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance, la variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts ont varié de 4 106 millions de dollars à 34 millions de dollars, également en raison de la hausse des taux d'intérêt, qui sont un facteur important dans la détermination des charges financières du passif des contrats d'assurance.

Le résultat d'investissement net pour le quatrième trimestre a varié de 69 millions de dollars par rapport à la même période en 2023. Cette variation s'explique principalement par un rendement moins élevé des instruments de capitaux propres.

Autres produits

Les autres produits comprennent les honoraires perçus en contrepartie de la gestion de l'actif des fonds communs de placement de la Société et de l'actif des fonds distincts relatifs aux contrats d'investissement de la Société, ainsi que les commissions liées aux activités des intermédiaires, les revenus d'administration et les revenus tirés de régimes d'avantages sociaux non assurés. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les autres produits ont totalisé 1 744 millions de dollars, comparativement à 1 537 millions de dollars en 2023. L'augmentation de 207 millions de dollars, dont 85 millions de dollars sont attribuables au quatrième trimestre de 2024, provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine, avec une augmentation de 183 millions de dollars d'une année à l'autre. Cette augmentation provient de la hausse des commissions des distributeurs affiliés et des honoraires de gestion de l'Épargne et retraite collectives et d'IA Clarington, qui résulte de l'augmentation de l'actif sous administration et de l'actif sous gestion, favorisée par le rendement positif des marchés et le recrutement de conseillers.

Autres charges

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les autres charges ont totalisé 2 374 millions de dollars, comparativement à 2 069 millions de dollars en 2023. La variation de 305 millions de dollars, dont 139 millions de dollars sont attribuables au quatrième trimestre de 2024, s'explique principalement par l'augmentation des charges de commissions dans le secteur de la Gestion de patrimoine, liée au rendement favorable des marchés et à l'augmentation des revenus. Cette variation s'explique également par le secteur des Affaires américaines, avec les ajouts liés à l'acquisition récente de Vericity. Une provision pour les soldes impayés liés à des comptes clients dans le secteur des Affaires américaines, une radiation de logiciels dans le secteur de l'Assurance, Canada, ainsi que la rémunération variable et les bonis basés sur les fortes performances dans l'ensemble de la Société ont notamment contribué à la variation du quatrième trimestre.

(Charge) recouvrement d'impôts

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, la Société fait état d'une charge d'impôts de 267 millions de dollars, comparativement à 212 millions de dollars en 2023. La variation est conforme au montant calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi, combiné à des charges fiscales plus élevées résultant des ajustements relatifs aux années précédentes et réduit par des économies plus importantes provenant des produits de placement exonérés d'impôt.

Pour le quatrième trimestre de 2024, la Société a enregistré une charge d'impôts de 43 millions de dollars, comparativement à 77 millions de dollars pour la même période en 2023. La variation est conforme au montant calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi, combiné à des économies plus importantes provenant des produits de placement exonérés d'impôt et réduit par des charges fiscales plus élevées résultant des ajustements relatifs aux années précédentes.

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a totalisé 942 millions de dollars, comparativement à 769 millions de dollars en 2023, une hausse de 22 %. Cette augmentation est principalement attribuable :

- à la solide croissance des affaires au cours des 12 derniers mois, qui a exercé un effet favorable sur le résultat des activités d'assurance dans les secteurs de l'Assurance, Canada, de la Gestion de patrimoine et des Affaires américaines;
- à l'incidence nette positive de la hausse des taux d'intérêt à long terme sur les charges financières du passif des contrats d'assurance, qui est plus élevée que l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers à revenu fixe et des instruments financiers dérivés;
- au rendement globalement favorable des marchés financiers.

Pour plus de détails sur la croissance des affaires et la rentabilité, se référer aux sections « Analyse par secteur d'activité » et « Rentabilité » du présent document.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a totalisé 220 millions de dollars, comparativement à 248 millions de dollars pour la même période en 2023. La variation est attribuable à la croissance du résultat des activités d'assurance et des autres produits dans tous les secteurs d'activité concernés, et a été plus que contrebalancée par :

- la rémunération variable et les bonis supérieurs basés sur les fortes performances dans l'ensemble de la Société;
- le rendement moins élevé sur les instruments de capitaux propres dans le secteur des Placements;
- les facteurs décrits ci-dessus qui ont eu une incidence défavorable sur nos autres charges.

Pour plus de détails sur la croissance des affaires et la rentabilité, se référer aux sections « Analyse par secteur d'activité » et « Rentabilité » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Résultats trimestriels

Voici un résumé des résultats trimestriels de la Société, tirés des états financiers pour chacun des huit derniers trimestres.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2024				2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Produits d'assurance	1 822	1 741	1 644	1 595	1 547	1 458	1 376	1 359
Produits de placement nets	273	2 170	225	(550)	4 414	(2 573)	635	1 507
Autres produits	471	437	432	404	386	387	388	376
Total	2 566	4 348	2 301	1 449	6 347	(728)	2 399	3 242
Résultat avant impôts	269	389	266	305	333	69	245	354
Impôts sur le résultat	(43)	(101)	(52)	(71)	(77)	(13)	(41)	(81)
Résultat net	226	288	214	234	256	56	204	273
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(6)	(5)	(8)	(1)	(8)	(1)	(8)	(3)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	220	283	206	233	248	55	196	270
Résultat par action ordinaire								
De base	2,34	3,00	2,13	2,35	2,47	0,55	1,90	2,59
Dilué	2,33	2,99	2,12	2,34	2,46	0,54	1,89	2,58

L'analyse suivante présente les tendances et facteurs principaux qui ont entraîné des variations au cours des trimestres.

Les produits d'assurance ont augmenté de manière constante d'un trimestre à l'autre en 2023 et en 2024 en raison de la croissance organique de la Société, qui a été particulièrement notable dans les unités d'exploitation de l'Assurance individuelle et de la Gestion de patrimoine. L'acquisition de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group dans le secteur des Affaires américaines a également contribué de façon considérable à cette croissance au cours des deux derniers trimestres de 2024. Dans l'ensemble, l'augmentation des produits d'assurance reflète la solidité et le rendement de la Société d'une année à l'autre.

Les produits de placement nets sont principalement influencés par les variations de la courbe des taux d'intérêt et des écarts de crédit des sociétés. En 2023, la baisse de l'inflation au Canada a suscité des attentes d'une baisse de taux de la Banque du Canada. Cela a entraîné une baisse des taux d'intérêt, ce qui a stimulé le rendement des obligations et des marchés boursiers. En 2024, la Banque du Canada a baissé les taux, ce qui a affecté les taux à court et à long terme. Bien que la hausse des taux à long terme ait eu un impact sur la valeur des obligations, les perspectives économiques favorables au Canada ont entraîné des rendements solides des actions et des obligations, soutenus par la réduction des écarts de crédit et par la reprise du marché immobilier.

D'une année à l'autre, les autres produits pour 2024 ont augmenté à chaque trimestre par rapport à 2023. Cette croissance est principalement attribuable à l'augmentation des produits dans le secteur de la Gestion de patrimoine, tirée par le rendement positif des marchés financiers.

Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a fluctué d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des impacts des marchés. Au troisième trimestre de 2023, la variation considérable était principalement attribuable à des variations macroéconomiques défavorables, y compris des ajustements de la valeur des immeubles de placement.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels

La marge sur services contractuels (MSC) est une mesure qui donne une indication des bénéfices futurs et qui est prise en compte dans le calcul du ratio de solvabilité en tant que capitaux disponibles¹. Cette mesure n'est cependant pas exhaustive, au sens où elle ne tient pas compte des besoins en matière de capital, des activités autres que d'assurance, des contrats d'assurance évalués selon la MRP² ou de la mesure d'ajustement au titre du risque, autre indication des bénéfices futurs. Le mouvement organique de la MSC, une composante de la génération organique de capital, représente la création permanente de valeur mesurée par la marge, calculée en excluant l'impact d'éléments non organiques qui ajoutent de la volatilité à la MSC totale, comme les variations de marchés.

Le tableau suivant présente l'évolution de la MSC en 2024.

Analyse du mouvement de la MSC³ – Consolidée

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		Variation
	2024	2023	
MSC – Début de période	5 925	5 574	6 %
Mouvement organique de la MSC			
Effet des nouvelles ventes d'assurance	706	597	
Croissance financière organique	323	253	
Gains (pertes) d'expérience d'assurance	51	18	
MSC constatée pour les services fournis	(709)	(609)	
Sous-total – Mouvement organique de la MSC	371	259	43 %
Mouvement non organique de la MSC			
Impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction	(9)	(50)	
Impact des marchés	360	156	
Impact des taux de change	52	(14)	
Acquisition ou disposition d'une entreprise	200	—	
Sous-total – Mouvement non organique de la MSC	603	92	
Total – Mouvement de la MSC	974	351	
MSC – Fin de période	6 899	5 925	16 %
MSC - Passif net relatif aux contrats d'assurance à la fin	6 485	5 640	15 %
MSC - Passif net relatif aux contrats de réassurance à la fin	414	285	45 %
MSC - Fin de période	6 899	5 925	16 %

Au 31 décembre 2024, la MSC s'établissait à près de 6,9 milliards de dollars, en hausse de 16 % au cours des douze derniers mois.

En 2024, la MSC a crû de façon organique de 371 millions de dollars sous l'effet des éléments suivants :

- l'effet positif des nouvelles ventes d'assurance de 706 millions de dollars, principalement attribuables à la forte croissance des affaires, en particulier des ventes de fonds distincts;
- la croissance financière organique de 323 millions de dollars;
- les gains d'expérience d'assurance nets de 51 millions de dollars, reflétant principalement le comportement favorable des titulaires de polices dans le portefeuille de fonds distincts, des frais moins élevés que prévu et des initiatives de réassurance favorables, qui ont été partiellement contrebalancés par l'expérience défavorable sur le plan de la mortalité et du comportement des titulaires de polices à l'Assurance, Canada.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la MSC constatée pour les services fournis de 709 millions de dollars, en hausse de 16 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours de l'année 2024, les éléments non organiques ont entraîné une augmentation de la MSC de 603 millions de dollars, principalement en raison de l'effet favorable des marchés et de l'impact positif des acquisitions de Vericity et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group.

Les éléments organiques et non organiques ont entraîné une augmentation de 974 millions de dollars de la MSC totale en 2024.

¹ La MSC, à l'exception de la MSC pour les fonds distincts, représente des capitaux de Catégorie 1 dans le calcul du ratio de solvabilité.

² Méthode de répartition des primes.

³ Des composantes de l'analyse du mouvement de la MSC constituent des mesures financières supplémentaires. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Situation financière

Solvabilité

iA Groupe financier respecte la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le ratio de solvabilité de la Société s'établissait à 139 % au 31 décembre 2024, comparativement à 145 % au 31 décembre 2023. Ce résultat s'inscrit bien au-dessus de la cible d'opération de 120 % de la Société. La diminution de six points de pourcentage dans les douze derniers mois s'explique principalement par l'impact défavorable de variations non organiques, notamment : 1) la révision annuelle des hypothèses et les mesures prises par la direction, 2) les initiatives de déploiement de capital par l'entremise de trois acquisitions, de rachats d'actions (OPRA) et d'investissements dans les TI, et 3) les variations macroéconomiques. Ces éléments ont été partiellement compensés par l'incidence positive de la forte génération organique de capital et l'impact net d'initiatives de gestion de capital, notamment le rachat d'actions privilégiées d'une valeur de 125 millions de dollars et l'émission de billets de capital à recours limité de 350 millions de dollars et de débetures subordonnées de 400 millions de dollars.

Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité était de 133 % sur une base pro forma, compte tenu de l'impact de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF le 1^{er} janvier 2025, de l'acquisition de Global Warranty le 4 février 2025 et du rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars prévu le 21 février 2025.

Le ratio de solvabilité de la Société est demeuré bien supérieur à la cible d'opération de 120 % tout au long de 2024.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Capitaux disponibles	8 823	8 236
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	2 758	2 448
Coussin de solvabilité global	8 337	7 355
Ratio de solvabilité	139 %	145 %

Génération organique de capital

La génération organique de capital a été très forte tout au long de l'année, la Société ayant généré, en 2024, 635 millions de dollars en capital supplémentaire, atteignant ainsi sa cible de 600 millions de dollars et plus pour l'année.

Capital disponible pour déploiement

Au 31 décembre 2024, le capital pro forma disponible pour déploiement était évalué à 1,4 milliard de dollars, comparativement à 1,6 milliard de dollars au 31 décembre 2023, et a le potentiel de soutenir des initiatives de croissance futures.

Au 31 décembre 2024, le capital disponible pour déploiement était de 0,7 milliard de dollars, sans tenir compte de l'impact de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF le 1^{er} janvier 2025 ni de l'acquisition de Global Warranty le 4 février 2025.

Ratio de levier financier

Au 31 décembre 2024, le ratio pro forma de levier financier^{††} s'établissait à 15,0 %, comparativement à 14,6 % en fin d'année précédente. La variation s'explique principalement par l'impact net des initiatives de gestion du capital tout au long de l'année, notamment l'émission de débetures subordonnées de 400 millions de dollars et de billets de capital à recours limité de 350 millions de dollars, ainsi que le rachat d'actions privilégiées d'une valeur de 125 millions de dollars, comme mentionné à la section « Actions et financement » du présent document.

Au 31 décembre 2024, le ratio de levier financier^{††} s'établissait à 17,3% sans tenir compte du rachat annoncé de débetures subordonnées de 400 millions de dollars prévu au premier trimestre de 2025.

Ratio de levier financier

Ratio de levier financier ^{††}	Aux 31 décembre	
	2024	2023
	17,3 %	14,6 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Évolution de la situation financière selon les états financiers

Le tableau suivant présente le solde de l'actif, du passif et des capitaux propres du fonds général.

Situation financière du fonds général

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre		
	2024	2023	2022
Actif total du fonds général	57 286	52 009	47 094
Passif total du fonds général	49 819	44 971	39 967
Capitaux propres	7 467	7 038	7 127

En date du 31 décembre 2024, l'actif du fonds général s'établissait à 57,3 milliards de dollars, comparativement à 52,0 milliards de dollars au 31 décembre 2023 et à 47,1 milliards de dollars au 31 décembre 2022. La variation au cours des deux dernières années s'explique principalement par l'augmentation du portefeuille de placements de 3,0 milliards de dollars de 2023 à 2024 et de 4,1 milliards de dollars de 2022 à 2023, du fait d'achats nets liés aux placements dans le cours normal des activités, de l'incidence favorable de variations macroéconomiques et de l'intégration du portefeuille de placements de Vericity. La variation par rapport à l'année dernière s'explique également par l'actif relatif aux contrats de réassurance, qui a augmenté de 1,1 milliard de dollars, principalement en raison d'un nouveau contrat dans l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives, de l'effet de la variation des taux de change et de l'ajout de l'acquisition de Vericity dans les Affaires américaines.

En date du 31 décembre 2024, le passif du fonds général se chiffrait à 49,8 milliards de dollars, comparativement à 45,0 milliards de dollars au 31 décembre 2023 et à 40,0 milliards de dollars au 31 décembre 2022. La variation au cours des deux dernières années est essentiellement attribuable à l'augmentation du passif relatif aux contrats d'assurance de 3,3 milliards de dollars de 2023 à 2024 et de 3,9 milliards de dollars de 2022 à 2023. Cette augmentation s'explique principalement par les charges financières d'assurance, par les entrées nettes de trésorerie et par l'ajout de Vericity, partiellement contrebalancés par le résultat des activités d'assurance. Il y a également eu une augmentation du passif relatif aux contrats d'investissement et des dépôts de 1,7 milliard de dollars de 2022 à 2023, principalement en raison du fait que les dépôts reçus ont été plus élevés que les retraits payés.

Structure de capital

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Capitaux propres		
Capital social et surplus d'apport	1 540	1 620
Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres	600	375
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	5 327	5 043
Capitaux propres aux actionnaires	7 467	7 038
Débetures	1 894	1 499
Structure de capital totale	9 361	8 537

La structure de capital de la Société est définie comme la somme des capitaux propres aux actionnaires et des débetures.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres totalisaient 7,5 milliards de dollars, comparativement à 7,0 milliards de dollars au 31 décembre 2023. La variation d'une année à l'autre s'explique principalement par les facteurs suivants :

- la contribution du résultat net aux résultats non distribués, de l'ordre de 962 millions de dollars, ainsi que le résultat global attribué aux actionnaires de 183 millions de dollars;
- l'augmentation des actions privilégiées émises par une filiale et d'autres instruments de capitaux propres, suivant l'émission de billets de capital à recours limité d'un capital de 350 millions de dollars, partiellement compensée par le rachat de 125 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A – série B en circulation de iA Assurance;
- le rachat d'actions ordinaires d'une valeur de 620 millions de dollars dans le cadre du programme d'OPRA;
- l'incidence de dividendes de 322 millions de dollars sur les actions ordinaires.

Les débetures étaient de 1,9 milliard de dollars au 31 décembre 2024, comparativement à 1,5 milliard de dollars au 31 décembre 2023. La variation d'une année à l'autre s'explique par l'émission de débetures subordonnées d'une valeur nominale de 400 millions de dollars.

Sous l'effet des éléments susmentionnés, la structure de capital de la Société a atteint près de 9,4 milliards de dollars au 31 décembre 2024, en hausse de 824 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

Liquidités

Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 1 566 millions de dollars, comparativement à 1 379 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le tableau suivant résume la source des fonds de la Société et l'utilisation de ces fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Flux de trésorerie

(En millions de dollars)	Cumulatif au 31 décembre	
	2024	2023
Trésorerie et placements à court terme au début	1 379	1 358
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) :		
Activités opérationnelles	1 041	1 342
Activités d'investissement	(491)	(307)
Activités de financement	(397)	(1 009)
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	34	(5)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et placements à court terme	187	21
Trésorerie et placements à court terme à la fin	1 566	1 379

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles varient généralement en raison du résultat avant impôts, des ventes et des achats liés aux placements ainsi que des encaissements et décaissements sur les contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement varient en raison des acquisitions d'entreprises et des ventes (achats) d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement varient en fonction des opérations sur les capitaux propres et les débetures.

Les flux de trésorerie ont augmenté de 187 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comparativement à 21 millions de dollars en 2023. L'augmentation plus importante en 2024 est principalement attribuable aux flux de trésorerie provenant des activités de financement en 2023 pour le rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars, auxquels s'ajoutent les flux de trésorerie provenant de l'émission de billets de capital à recours limité de 350 millions de dollars en juin 2024. Ces variations ont été partiellement contrebalancées par les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, qui étaient plus élevés en 2023 qu'en 2024, ainsi que par l'acquisition de Vericity qui a fait varier les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement d'un montant net de 213 millions de dollars.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Capitaux propres et financement

Émission d'instruments financiers

En juin 2024, iA Groupe financier a émis 350 millions de dollars de billets de capital à recours limité à taux fixe/variable de 6,921 %. Dans le cadre de l'émission de billets, iA Groupe financier a émis 350 000 actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de catégorie A – Série B.

En décembre 2024, iA Groupe financier a émis 400 millions de dollars de débetures subordonnées non garanties à taux fixe/variable de 4,131 %.

Rachat d'instruments financiers

En juillet 2024, iA Assurance a complété le rachat de ses 5 000 000 actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie A – série B en circulation, représentant un capital de 125 millions de dollars. À la suite du rachat de ces actions privilégiées, iA Assurance n'avait plus d'instrument de financement dans son bilan et a cessé d'être un émetteur assujéti, en vertu d'une ordonnance délivrée en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario. Par conséquent, iA Assurance n'est plus assujéti aux exigences de divulgation continue de ces lois, y compris l'exigence de déposer ses états financiers.

En décembre 2024, iA Groupe financier a annoncé le rachat de ses débetures subordonnées à 2,400 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant le 21 février 2030, la date de rachat étant fixée au 21 février 2025. Le montant du rachat de 1 012,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital de débetures, soit le total du capital et de tous les intérêts courus et impayés, sera payé aux détenteurs au moment de la remise des débetures.

Débetures

La Société comptabilisait cinq séries de débetures dans son bilan au 31 décembre 2024, d'une valeur comptable totale de 1 894 millions de dollars. Ces cinq séries, qui sont détaillées dans un tableau plus loin dans cette section, ont été classées comme des passifs financiers au coût amorti. Rappelons que les débetures représentent des créances directes non garanties de la Société, qui sont subordonnées à celles des titulaires de polices et des autres créanciers. En 2024, la charge de financement, composée d'intérêts et de l'amortissement des frais d'émission, s'élevait à 60 millions de dollars, comparativement à 54 millions en 2023.

Billets de capital à recours limité

La Société avait à son bilan, le 31 décembre 2024, deux billets de capital à recours limité, d'une valeur comptable totale de 500 millions de dollars. Ces billets, qui sont détaillés dans le tableau plus loin dans la présente section, ont été classifiés comme autres instruments de capitaux propres au coût. Ils représentent une obligation à recours limité directe non garantie de la Société. À ce titre, le recours du porteur des billets est limité à la quote-part des actifs de la fiducie à recours limité, constituée d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de catégorie A – série A et série B. En 2024, les coûts de distribution se sont chiffrés à 23 millions de dollars (17 millions de dollars après impôt), comparativement à 16 millions de dollars (12 millions de dollars après impôt) en 2023, et ont été comptabilisés directement dans les résultats non distribués.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Actions ordinaires en circulation

La Société ne dispose que d'une seule classe d'actions ordinaires et toutes les actions ordinaires comportent un seul droit de vote. De plus, aucun actionnaire ne peut acquérir, directement ou indirectement, 10 % ou plus des actions avec droit de vote de iA Groupe financier et les actions ordinaires de la filiale iA Assurance doivent être détenues à 100 %, directement ou indirectement, par iA Groupe financier. Les actions ordinaires de iA Groupe financier se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG. (Voir la section « Mise en garde » au début de ce document pour plus d'information sur, notamment, la constitution juridique de iA Groupe financier.)

Au 31 décembre 2024, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation s'élevait à 93 455 697¹, soit 6 187 048 actions de moins qu'au 31 décembre 2023. Cette diminution est principalement attribuable au rachat et à l'annulation d'actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités de la Société, légèrement contrebalancés par l'exercice d'options d'achat d'actions destiné notamment aux membres de la direction.

Actions ordinaires

(En millions)	Aux 31 décembre				
	2024	2023	2022	2021	2020
Nombre d'actions ordinaires en circulation	94	100	105	108	107

Cours de l'action et capitalisation boursière

iA Groupe financier est entré en bourse et est devenu une société à capital-actions en février 2000. Le titre de la Société a commencé à se négocier sur le parquet de la Bourse de Toronto le 3 février 2000, à un prix de 7,875 \$, en tenant compte de la subdivision des actions ordinaires de la Société, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 16 mai 2005. Avec une augmentation de 48 % du cours de l'action en 2024, la barre des 10,0 milliards de dollars de capitalisation boursière a été dépassée, le cours de l'action de la Société ayant clôturé l'année à 133,32 \$, pour terminer l'année 2024 avec une capitalisation boursière de 12,5 milliards de dollars.

Cours de l'action et capitalisation boursière

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2024	2023	2022	2021	2020
Cours de l'action	133,32 \$	90,33 \$	79,27 \$	72,38 \$	55,18 \$
Capitalisation boursière	12 460	9 001	8 305	7 785	5 908

Actions privilégiées

En 2024, la filiale iA Assurance a versé 3 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires privilégiés qui détenaient des actions de catégorie A – série B. Toutes les actions de catégorie A – série B ont été rachetées le 29 juillet 2024, comme il est mentionné plus haut.

Valeur comptable par action ordinaire

La valeur comptable par action ordinaire² s'établissait à 73,44 \$ à la fin de l'année 2024, en hausse de 10 % au cours de l'année. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des résultats non distribués, partiellement contrebalancée par le rachat d'actions (OPRA) et le versement de dividendes aux actionnaires ordinaires.

Valeur comptable par action ordinaire

	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2024	2023	2022	2021	2020
Valeur comptable par action ordinaire	73,44 \$	66,90 \$	63,00 \$	62,01 \$	55,52 \$

¹ Comprend 52 700 actions ordinaires qui ont été rachetées, mais non annulées. Pour plus d'informations, se référer à la note 18 « Capital social » des états financiers consolidés de 2024.

² La valeur comptable par action ordinaire est calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Dividendes

Au quatrième trimestre de 2024, la Société a haussé de 10 %, de 0,8200 \$ à 0,9000 \$, le dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 3,3600 \$ par action ordinaire ont été versés en 2024 comparativement à 2,9700 \$ en 2023, ce qui représente une augmentation de 13 %. Au total, la Société a versé \$322 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires ordinaires au cours de 2024. Le ratio de distribution du dividende (activités de base)^{††} pour l'année s'établit à 30 %, s'inscrivant ainsi au milieu de la fourchette cible de 25 % à 35 % qui avait été donnée comme indication aux marchés au début de 2024.

Dividendes

	Aux 31 décembre				
	2024	2023	2022	2021	2020
Dividendes versés par action ordinaire	3,36 \$	2,97 \$	2,60 \$	2,08 \$	1,94 \$
Ratio de distribution (activités de base) ^{††}	30 %	32 %	29 %	27 %	34 %

Déclaration de dividendes du quatrième trimestre

Le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,9000 \$ par action payable le 17 mars 2025 à tous les actionnaires inscrits le 28 février 2025. Notons que tous les dividendes versés par iA Groupe financier sur ses actions ordinaires sont des dividendes déterminés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au régime d'options d'achat d'actions adopté par le conseil d'administration en 2001, le comité des ressources humaines et de rémunération a procédé, en 2024, à l'octroi de 233 000 nouvelles options d'achat d'actions. Ces nouvelles options, qui viendront à échéance en 2033, ont été octroyées au prix de 92,15 \$. L'émission, nette des options exercées et annulées au cours de l'année, porte à 1 287 833 le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, ce qui représente 1,38 % du nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2024.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à l'intention des détenteurs d'actions ordinaires

Ce régime permet aux participants de réinvestir automatiquement leurs dividendes dans des actions ordinaires de iA Groupe financier, et aussi d'acheter, en espèces, des actions ordinaires additionnelles de iA Groupe financier. Les actions émises dans le cadre du régime sont actuellement acquises sur le marché secondaire.

Offre publique de rachat d'actions

Le 5 novembre 2024, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal de ses activités, en vigueur depuis le 14 novembre 2024. En vertu de ce programme d'OPRA, la Société peut racheter dans le cours normal de ses activités, entre le 14 novembre 2024 et le 13 novembre 2025, jusqu'à 4 694 894 actions ordinaires représentant environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. Un total de 6 596 948 actions ont ainsi été rachetées et annulées en 2024, ce qui représente la somme cumulative de 602 millions de dollars.

Actions privilégiées, débetures et autres instruments de capitaux propres – iA Société financière inc.

Débetures subordonnées émises le 21 février 2020 et échéant le 21 février 2030

Avis de rachat envoyé le 30 décembre 2024. La Société rachètera les débetures le 21 février 2025.

Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	400 millions de dollars
Intérêt porté :	2,400 % jusqu'au 21 février 2025. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux de rendement annuel variable égal au taux alternatif au taux CDOR trois mois (tel que défini dans l'acte de fiducie), payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 21 février 2025, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction amortis de 0,1 million de dollars.

Débetures subordonnées émises le 24 septembre 2019 et échéant le 24 septembre 2031

Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	399 millions de dollars
Intérêt porté :	3,072 % jusqu'au 24 septembre 2026. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux de rendement annuel variable égal au taux alternatif au taux CDOR trois mois (tel que défini dans l'acte de fiducie), payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 24 septembre 2026, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction amortis de 0,7 million de dollars.

Débetures subordonnées émises le 25 février 2022 et échéant le 25 février 2032 (obligations durables)

Capital :	300 millions de dollars
Valeur comptable :	299 millions de dollars
Intérêt porté :	3,187 % jusqu'au 25 février 2027. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux de rendement annuel variable égal au taux de rechange (CORRA), majoré de 0,91 %, payable trimestriellement
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 25 février 2027, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction amortis de 0,8 million de dollars.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Débiteures subordonnées émises le 20 juin 2023 et échéant le 20 juin 2033	
Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	5,685 % jusqu'au 20 juin 2028. Après cette date, l'intérêt sur les débiteures sera payable à un taux annuel égal au taux CORRA (taux des opérations de pension à un jour) composé quotidiennement, majoré de 1,96 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 20 juin 2028, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débiteures inclut les frais de transaction amortis de 1,8 million de dollars.
Débiteures subordonnées émises le 5 décembre 2024 et échéant le 5 décembre 2034	
Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	4,131 % jusqu'au 5 décembre 2029. Après cette date, l'intérêt sur les débiteures sera payable à un taux annuel égal au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,35 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 5 décembre 2029, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débiteures inclut les frais de transaction amortis de 2,5 millions de dollars.
Billets de capital à recours limité émis le 1^{er} juin 2022 et échéant le 30 juin 2082	
Capital :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	250 millions de dollars
Intérêt porté :	6,611 % jusqu'au 30 juin 2027. Le 30 juin 2027 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, le taux d'intérêt sur ces billets sera rajusté à un taux d'intérêt annuel égal au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans, majoré de 4,00 %.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 30 juin 2027, et tous les cinq ans par la suite, du 31 mai au 30 juin, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.
Actions privilégiées de catégorie A – série A émises le 25 mai 2022 en lien avec l'émission de billets de capital à recours limité (ci-après, les « billets ») le 1^{er} juin 2022	
Nombre :	250 000
Détenues par :	Les actions privilégiées de catégorie A – série A sont détenues par le fiduciaire à recours limité, la Société de fiducie Computershare du Canada, en tant qu'actif fiduciaire (la « fiducie à recours limité »). Advenant le non-versement des intérêts ou du capital des billets à leur échéance, le recours de chaque détenteur de billets sera limité à sa quote-part de l'actif de la fiducie à recours limité qu'il détient, lequel actif sera constitué des actions de la série A, sauf dans certaines circonstances particulières.
Capital :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	Détenues par la fiducie à recours limité et, de ce fait, éliminées des états financiers consolidés de la société
Dividende :	Dividende semi-annuel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 66,11 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 30 juin 2027. Le 30 juin 2027 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sera rajusté afin de correspondre à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur plus 4,00 %. La fiducie à recours limité a renoncé à son droit de recevoir tout dividende sur les actions privilégiées de catégorie A – série A jusqu'à révocation.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Aucune
Rachat et remboursement :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 30 juin 2027 et tous les cinq ans par la suite, du 31 mai au 30 juin inclusivement. Les actions de série A n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré des détenteurs d'actions de série A. La capacité d'un détenteur à liquider ses actions de série A peut être limitée.
Billets de capital à recours limité émis le 25 juin 2024 et échéant le 30 septembre 2084	
Capital :	350 millions de dollars
Valeur comptable :	350 millions de dollars
Intérêt porté :	6,921 % à partir de la date d'émission jusqu'au 30 septembre 2029 exclu. À partir du 30 septembre 2029 et tous les 5 ans par la suite, le taux d'intérêt sur ces billets sera rajusté à un taux d'intérêt annuel égal au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans, majoré de 3,60 %.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société du 31 août 2029 au 30 septembre 2029, et tous les cinq ans par la suite du 31 août au 30 septembre, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.
Actions privilégiées de catégorie A – série B émises le 25 juin 2024 en lien avec l'émission de billets de capital à recours limité (ci-après, les « billets ») le 25 juin 2024	
Nombre :	350 000
Détenues par :	Les actions privilégiées de catégorie A – série B sont détenues par le fiduciaire à recours limité, la Société de fiducie Computershare du Canada, en tant qu'actif fiduciaire (la « fiducie à recours limité »). Advenant le non-versement des intérêts ou du capital des billets à leur échéance, le recours de chaque détenteur de billets sera limité à sa quote-part de l'actif de la fiducie à recours limité qu'il détient, lequel actif sera constitué des actions de la série B, sauf dans certaines circonstances particulières.
Capital :	350 millions de dollars
Valeur comptable :	Détenues par la fiducie à recours limité et, de ce fait, éliminées des états financiers consolidés de la société
Dividende :	Dividende semi-annuel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 69,21 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 30 septembre 2029. Le 30 septembre 2029 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sera rajusté afin de correspondre à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur plus 3,60 %. La fiducie à recours limité a renoncé à son droit de recevoir tout dividende sur les actions privilégiées de catégorie A – série B jusqu'à révocation.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Aucune
Rachat et remboursement :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 30 septembre 2029 et tous les cinq ans par la suite, du 31 mai au 30 juin inclusivement. Les actions de série B n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré des détenteurs d'actions de série B. La capacité d'un détenteur à liquider ses actions de série B peut être limitée.

Les lecteurs sont invités à lire les prospectus pour en savoir davantage sur les caractéristiques des actions privilégiées, des débiteures et des autres instruments de capitaux propres. Les prospectus sont disponibles sur le site Internet de la Société, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs*.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information importante est colligée et communiquée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à s'assurer que l'information est recueillie, enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par le *Règlement sur les valeurs mobilières* canadien.

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et les procédures de communication de l'information de la société. À la suite d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information au 31 décembre 2024, ils ont conclu que ceux-ci étaient efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables de concevoir et de maintenir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, comme il est défini dans le Règlement 52-109 (*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). Au 31 décembre 2024, ils ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la commission Treadway. À la suite de cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Au cours de l'exercice, aucune modification n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes actuarielles et de comptabilité matière

Les états financiers consolidés sont préparés selon les normes comptables IFRS.

Pour plus d'information au sujet des méthodes de comptabilité, voir la note 2 des états financiers consolidés de la société.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction. Les estimations et les hypothèses sont périodiquement l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des circonstances et des faits pertinents et les changements sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle la révision est effectuée ainsi que dans les périodes ultérieures touchées par les révisions. Les estimations et les jugements les plus importants ont trait à la classification des contrats et à la détermination des passifs relatifs aux polices.

Autres éléments

Transactions entre parties liées

Lors de la consolidation, la Société élimine les transactions effectuées avec ses filiales et celles effectuées entre les différentes filiales du groupe. Elle offre des services de gestion de placements pour ses régimes de retraite et conclut des transactions avec des entreprises associées. Ces services et transactions sont effectués dans le cours normal des activités et sont assujettis à des conditions normales de marché.

Les transactions entre parties liées sont décrites à la note 29 des états financiers consolidés de la Société.

Garanties, engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut fréquemment plusieurs types de contrats ou d'ententes qui peuvent, dans certains cas, être considérés comme des garanties, des engagements ou des éventualités.

Au 31 décembre 2024, les obligations contractuelles et les engagements de la Société s'établissaient comme suit :

Obligations contractuelles – Paiements exigibles par périodes

(En millions de dollars)	Au 31 décembre 2024			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Débitures	1 894	400	—	1 494
Obligations locatives	101	21	45	35
Obligations d'achat	589	190	399	—
Autres obligations à long terme	125 134	6 975	1 260	116 899
Total des obligations contractuelles	127 718	7 586	1 704	118 428

Pour de l'information additionnelle concernant les garanties, engagements et éventualités se référer à la note 7c Risque de liquidité et à la note 30 des états financiers consolidés.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Cotes de crédit

Trois agences de notation indépendantes, soit Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best, accordent des cotes de crédit à la Société et à ses filiales. Ces cotes, présentées au tableau ci-dessous, traduisent la solidité financière de la Société et de ses filiales de même que leur capacité de respecter leurs engagements à l'égard des titulaires de polices et des créanciers.

En 2024, toutes les cotes accordées par Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best à iA Groupe financier et à ses entités affiliées, y compris à iA Assurance, sont demeurées inchangées, avec une perspective stable.

Cotes de crédit

iA Société financière inc.

Agence	Type d'évaluation	Cote de crédit
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Déventures subordonnées	A-
	Billets avec remboursement de capital à recours limité	BBB+
DBRS Morningstar	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Déventures subordonnées	A (low)
	Billets avec remboursement de capital à recours limité	BBB (high)

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	AA-
	Cote de solidité financière	AA-
	Déventures subordonnées	A+
	Actions privilégiées – Échelle canadienne	P-1 (low)
	Actions privilégiées – Échelle mondiale	A
DBRS Morningstar	Solidité financière	AA (low)
	Cote de l'émetteur	AA (low)
	Déventures subordonnées	A (high)
	Actions privilégiées	Pfd-1 (low)
A.M. Best	Solidité financière	A+ (Superior)
	Cote de crédit de l'émetteur	aa- (Superior)
	Déventures subordonnées	a (Excellent)
	Actions privilégiées	a- (Excellent)

Entités de IA American (IA American Life Insurance Company, American-Amicable Life Insurance Company of Texas, Pioneer Security Life Insurance Company, Pioneer American Insurance Company, Occidental Life Insurance Company of North Carolina)

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a (Excellent)

Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a+ (Excellent)

Dealers Assurance Company

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a (Excellent)

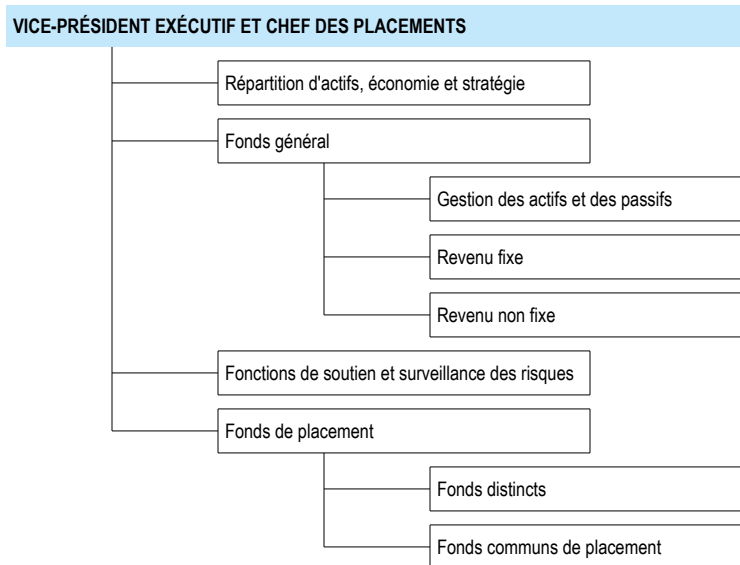
[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Placements

Description du secteur

Le secteur des Placements a deux missions principales : gérer les actifs du fonds général de la Société et les fonds de placement offerts à la clientèle. Toutes les activités de placement de iA Groupe financier, y compris celles liées aux Affaires américaines, relèvent d'une seule et même autorité et partagent une philosophie commune. La structure de gestion des Placements est illustrée ci-dessous.



Chez iA Groupe financier, les professionnels des placements assument diverses responsabilités, travaillant pour le fonds général et pour un certain nombre de fonds distincts et de fonds communs de placement, en plus d'assurer la supervision de tous les gestionnaires externes.

L'équipe du fonds général est chargée de trouver un équilibre entre le risque, le rendement, l'appariement des passifs et les exigences réglementaires en matière de capital auxquelles la société est assujettie, tout en tenant compte des tendances sur les marchés et des indicateurs économiques pour optimiser le portefeuille du fonds général.

Les experts rattachés au fonds général gèrent une gamme diversifiée de placements, dont des placements à revenu fixe et à revenu non fixe et des instruments financiers dérivés. Les placements à revenu fixe comprennent entre autres les obligations de sociétés, de gouvernements, de municipalités, les prêts hypothécaires et les placements à court terme. Les placements à revenu non fixe comprennent quant à eux l'infrastructure, les actions privées et l'immobilier. Les experts du fonds général utilisent également des instruments dérivés pour gérer le risque principalement.

L'équipe de surveillance des risques a pour mandat de développer une vision globale de la gestion et du suivi des différents risques d'investissement (taux d'intérêt, marchés boursiers, taux de change, crédit, liquidités, etc.). Elle est également responsable de l'analyse et du suivi des risques liés au fonds général, ainsi que des fonds de placement et des risques actifs. En plus de quantifier ces risques, l'équipe participe à l'établissement de stratégies qui permettent de les gérer efficacement.

Approche d'investissement durable

La [Politique d'investissement durable](#), la [Politique de développement durable](#) et la [Politique sur le vote par procuration](#) fournissent des orientations quant à la façon dont nos équipes de placement intègrent les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) aux activités d'intendance et de gestion des placements, de façon cohérente et exhaustive.

Lorsque les actifs sont gérés à l'interne, les gestionnaires de portefeuilles et les analystes de iA Gestion mondiale d'actifs (iAGMA, qui comprend l'Industrielle Alliance, Gestion de placements inc. et iA Gestion mondiale d'actifs inc.) sont tenus d'adhérer aux principes directeurs de la [Politique d'investissement durable](#), et d'intégrer les considérations en matière de ESG au processus d'investissement. iAGMA évalue régulièrement l'application de la [Politique](#) dans l'ensemble de ses portefeuilles. Lorsque les actifs sont gérés par un gestionnaire externe, nous examinons sa politique et ses pratiques d'investissement durable aussi bien dans le cadre du processus de sélection que sur une base régulière et continue.

Le fonds général déploie également des efforts de décarbonation, avec des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) pour son portefeuille d'obligations de sociétés publiques et ses immeubles de placement. En tant que propriétaire immobilier d'envergure, iA Groupe financier mesure sa performance environnementale selon des normes rigoureuses établies dans ce domaine.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Actif sous gestion et actif sous administration

Au 31 décembre 2024, l'actif sous gestion et l'actif sous administration de iA Groupe financier totalisaient ensemble près de 259,4 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 18 % durant l'année principalement attribuable à des entrées nettes de fonds élevées et à la croissance des marchés financiers.

Actif sous gestion et actif sous administration

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2024	2023	2022	2021	2020
Actif sous gestion					
Fonds général	57 286	52 009	47 094	55 082	53 662
Fonds distincts	52 575	41 837	37 334	39 577	32 804
Fonds communs de placement	13 290	12 204	11 611	13 955	11 393
Autres	5 579	4 485	3 670	2 862	3 797
Total partiel	128 730	110 535	99 709	111 476	101 656
Actif sous administration	130 636	108 349	97 717	109 687	95 830
Total	259 366	218 884	197 426	221 163	197 486

L'actif sous gestion, composé de sommes du fonds général, de fonds distincts et de fonds communs de placement, ainsi que de certains actifs gérés pour des tiers (catégorie « Autres »), a augmenté de 16 % au cours de la dernière année, s'établissant à 128,7 milliards de dollars au 31 décembre 2024.

Pour sa part, l'actif sous administration dépassait 130,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024, reflétant une hausse de 21 % au cours des douze derniers mois. L'actif sous administration est composé principalement des actifs de tiers administrés par l'entremise des sociétés de courtage en fonds communs de placement (Investia Services financiers) et en valeurs mobilières (iA Gestion privée de patrimoine) de même que par la société de fiducie (iA Fiducie).

Fonds général

Placements du fonds général

La Société recourt essentiellement à deux stratégies de placement clés pour son fonds général : la Stratégie de gestion globale des portefeuilles et la Stratégie des comptes de polices d'assurance vie universelle.

En ce qui concerne la Stratégie de gestion globale des portefeuilles, iA Groupe financier préconise une stratégie de gestion des placements visant à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en maintenant des critères stricts de réplcation actif-passif. La stratégie tient compte des contraintes imposées par les politiques de placement, ainsi que de l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque, ce qui comprend les limites inhérentes au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de crédit, au risque lié aux actions et au risque de crédit. La diversification est un principe clé et une conviction qui guide l'allocation globale d'actifs et les limites d'exposition.

La Stratégie de gestion globale des portefeuilles harmonise la stratégie de placement de la Société pour la majorité du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance et du passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts de son fonds général, y compris des produits d'assurance individuelle et collective, des rentes et des comptes à intérêt garanti.

Aux termes de la Stratégie de gestion globale des portefeuilles, la Société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance (comme les obligations) et d'actifs à revenu non fixe (comme les actions) pour optimiser le risque et le rendement de cette catégorie de passifs. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour améliorer le positionnement actif-passif du portefeuille ou améliorer son rendement ajusté en fonction du risque. La répartition des actifs vise à obtenir un rendement optimal, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des hypothèses à long terme pour les marchés des capitaux en ce qui a trait aux actifs à revenu non fixe.

La Stratégie des comptes de polices d'assurance vie universelle couvre les produits dont les revenus sont transférés et les produits avec participation ainsi que le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance du fonds général de la Société qui est lié aux comptes des polices d'assurance vie universelle.

Pour de plus amples renseignements sur ces deux stratégies de placement, voir la section « Gestion des risques » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Composition des placements du fonds général

La valeur totale du portefeuille de placements était, en fin d'année 2024, plus de 45,6 milliards de dollars, en hausse de 7 % au cours des douze derniers mois. Toujours en fin d'année 2024, 72 % des placements de la Société étaient investis dans des obligations et 8 % dans des prêts (y compris des prêts hypothécaires), pour un total de 80 % dans des titres à revenu fixe. La proportion des titres à revenu fixe a oscillé entre 77 % et 80 % au cours des cinq dernières années, et la proportion des actions, entre 7 % et 11 %.

Placements du fonds général

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Obligations	32 690	29 940
Actions	5 130	4 069
Prêts (y compris les prêts hypothécaires)	3 444	3 660
Immeubles de placement	1 519	1 611
Trésorerie et placements à court terme	1 566	1 379
Autres placements	1 231	1 959
Total	45 580	42 618

Placements par catégories d'actifs

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Portefeuille	45,6 G\$	42,6 G\$
Obligations	72 %	70 %
Actions	11 %	10 %
Prêts (y compris les prêts hypothécaires)	8 %	9 %
Immeubles de placement	3 %	4 %
Trésorerie et placements à court terme	3 %	3 %
Autres	3 %	5 %
Total	100 %	100 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Portefeuille d'obligations

La Société possède un portefeuille obligataire de grande qualité qui totalisait 32,7 milliards de dollars au 31 décembre 2024.

Conformément aux règles définies dans les politiques de placement, la Société investit en très grande partie dans des obligations dont la cote de crédit est de niveau BBB faible ou supérieur au moment de leur acquisition, selon la cote de crédit attribuée par l'une des agences de notation reconnues. Dans les cas où aucune évaluation n'est disponible de la part d'une agence de notation, la Société procède, à l'interne, à une évaluation de la qualité des titres en question.

La proportion des titres obligataires de qualité A ou supérieure se situait à 68 % du portefeuille d'obligations à la fin de 2024, comparativement à 74 % à la fin de 2023. Au 31 décembre 2024, les titres cotés BB et moins (titres à haut rendement) représentaient 220 millions de dollars (0,7 % du portefeuille d'obligations), comparativement à 176 millions de dollars au 31 décembre 2023 (0,6 % du portefeuille d'obligations). En décembre 2024, la Société a mis à jour sa méthode d'évaluation du risque et a fait appel à une agence de notation supplémentaire, ce qui a eu une incidence sur l'évaluation du risque du portefeuille et a entraîné des variations dans la proportion des cotes de crédit des obligations à la fin de 2024 par rapport à la fin de 2023.

Obligations par cotes de crédit

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Portefeuille	32,7 G\$	29,9 G\$
AAA	6 %	7 %
AA	27 %	29 %
A	35 %	38 %
BBB	31 %	26 %
BB et moins	1 %	1 %
Total	100 %	100 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

En plus d'investir dans des obligations émises par voie de placements publics (obligations gouvernementales et obligations de sociétés publiques), la Société investit aussi dans des obligations émises par voie de placements privés. Ces obligations offrent des possibilités d'investissement qui ne sont généralement pas disponibles sur le marché public et présentent des caractéristiques de rendement et de risque qui conviennent aux activités d'une société d'assurance vie. Elles permettent également d'avoir un accès plus grand à l'information qui émane des émetteurs. Les obligations émises par voie de placements privés ne bénéficient toutefois pas d'un même niveau de liquidités et sont susceptibles d'être touchées par l'évolution des conditions de crédit dans le marché. Au 31 décembre 2024, les obligations provenant d'émissions privées représentaient 6,1 milliards de dollars, ce qui correspondait à 19 % du portefeuille obligataire (5,7 milliards de dollars, ou 19 % du portefeuille, au 31 décembre 2023).

Portefeuille d'obligations

	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2024	2023	2022	2021	2020
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	32 690	29 940	26 117	32 892	32 099
Répartition par catégories d'émetteurs (%)					
Gouvernements	28	30	30	40	47
Municipalités	3	3	3	4	5
Sociétés – émissions publiques	50	48	47	38	31
Sociétés – émissions privées	19	19	20	18	17
Total	100	100	100	100	100

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts totalisait plus de 3,4 milliards de dollars, demeurant relativement stable comparativement à la fin de l'année précédente.

Hypothèques

Le portefeuille de prêts hypothécaires, à lui seul, constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels, se chiffrait à près de 1,2 milliard de dollars au 31 décembre 2024 et demeurait d'excellente qualité, les prêts assurés représentant 65 % du portefeuille de prêts hypothécaires total, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Au 31 décembre 2024, la proportion de prêts multirésidentiels s'établissait à 80 %; cette proportion se maintient, depuis plusieurs années maintenant, au-dessus de ce niveau.

La part du portefeuille titrisé par le biais du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représentait 10 % du portefeuille de prêts hypothécaires, soit 118 millions de dollars, à la fin de 2024.

Prêts automobiles et autres prêts

Le portefeuille de prêts automobiles et d'autres prêts, qui comprend les prêts personnels, totalisait quant à lui près de 2,3 milliards de dollars en fin d'année 2024, comparativement à 2,2 milliards de dollars en fin d'année 2023. Les indicateurs du tableau ci-dessous confirment la qualité du portefeuille de prêts automobiles, la provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts demeurant, à 5,61 %.

Portefeuille de prêts hypothécaires, de prêts automobiles et d'autres prêts

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)		
Prêts hypothécaires	1 193	1 426
Autres prêts et financement automobile	2 251	2 234
Total	3 444	3 660
Répartition des prêts hyp. par types de prêts (%)		
Prêts assurés	65	68
Prêts conventionnels	35	32
Total	100	100
Mesure de la qualité		
Prêts automobiles – Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts ¹	0,49 %	0,41 %
Prêts automobiles – Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts ²	5,61 %	5,21 %

¹ Les prêts dépréciés nets en pourcentage des prêts bruts sont le montant des prêts dépréciés net de la provision pour pertes de crédit, en pourcentage des prêts bruts. Il s'agit d'une indication de la qualité du portefeuille de prêts.

² La provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts est définie comme le ratio de la provision pour pertes de crédit, exprimé en pourcentage du montant des prêts bruts. Elle fournit une mesure de l'expérience de crédit attendue sur le portefeuille de prêts.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Prêts hypothécaires par types de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Portefeuille	1,2 G\$	1,4 G\$
Multirésidentiel	80 %	83 %
Non résidentiel – Industriel	6 %	6 %
Non résidentiel – Détail	9 %	7 %
Non résidentiel – Bureaux	5 %	4 %
Non résidentiel – Autres	—	—
Total	100 %	100 %

En plus des prêts hypothécaires et autres prêts, la Société gère aussi des prêts hypothécaires pour des tiers. Au total, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts de la Société plus les actifs gérés pour des tiers s'élevait à 8,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024 (7,6 milliards de dollars au 31 décembre 2023).

Portefeuille d'actions

Au 31 décembre 2024, les placements en titres de participation s'élevaient à 5,1 milliards de dollars, ou à 11 % des placements totaux de la Société, comparativement à 4,1 milliards de dollars, ou à 10 %, un an auparavant. L'augmentation est principalement due aux variations du marché et à la croissance organique de l'activité.

Les placements en titres de participation, y compris les actions privilégiées, sont utilisés dans les deux stratégies décrites plus haut à la section « Placements du fonds général », à savoir la Stratégie de gestion globale des portefeuilles et la Stratégie des comptes de polices d'assurance vie universelle. Le portefeuille d'actions sur lequel se fonde la Stratégie de gestion globale des portefeuilles a généré en 2024 un rendement de 12 %. Les actions privées ont continué d'occuper, cette année, une place importante au sein du portefeuille d'actions, cette catégorie d'actions offrant des possibilités de diversification, de rendement et d'appariement des engagements à très long terme.

Portefeuille d'actions par types de stratégie

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Stratégie	5,1 G\$	4,1 G\$
Comptes de polices d'assurance vie universelle	41 %	41 %
Gestion globale des portefeuilles	59 %	60 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

La stratégie de gestion utilisée pour le portefeuille d'actions tend à optimiser le rendement par l'entremise d'investissements dans des actions privilégiées, des actions ordinaires, des indices boursiers, des actions privées et des fonds de placement. La Société privilégie une politique de diversification par secteurs industriels et par émetteurs afin de limiter son exposition au risque de concentration et de participer à la croissance de tous les principaux secteurs économiques.

Portefeuille d'actions

	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2024	2023	2022	2021	2020
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	5 130	4 069	4 028	3,906	3,286
Répartition par catégories d'actions (%)					
Actions ordinaires et unités de fonds de placement	35	31	27	30	30
Actions privilégiées	10	11	12	18	23
Indices boursiers	6	7	7	5	2
Actions privées	49	51	54	47	45
Total	100	100	100	100	100

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Portefeuille d'immeubles de placement

La Société comptabilise les immeubles de placement à la juste valeur. La valeur comptable des immeubles de placement a diminué de 92 millions de dollars au cours de la dernière année, pour s'établir à 1,5 milliard de dollars au 31 décembre 2024. La variation de la valeur des immeubles est habituellement attribuable au montant net des acquisitions et des dispositions, à la variation de la juste valeur des immeubles de placement qui ont été réévalués au cours de l'année et, s'il y a lieu, à des dépenses en capital sur certaines propriétés. Les immeubles de placement représentaient 3 % du portefeuille de placements total au 31 décembre 2024.

Le taux d'occupation³ des immeubles de placement se chiffrait à 86 % au 31 décembre 2024, comparativement à 87 % au 31 décembre 2023. Le taux d'occupation actuel continue de se comparer favorablement à celui des bureaux dans les grandes villes canadiennes. La durée moyenne pondérée des baux du portefeuille immobilier est de 8,7 ans, ce qui garantit des revenus à long terme stables pour la Société.

Les immeubles de bureaux représentent près de 84 % des immeubles de placement de la Société. Le reste du portefeuille est placé dans d'autres types de propriétés (commerces de détail, immeubles industriels, immeubles multirésidentiels, terrains, etc.).

Immeubles de placement

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2024	2023	2022	2021	2020
Valeur comptable du portefeuille	1 519	1 611	1,804	1,870	1,916
Taux d'occupation	86 %	87 %	88 %	92 %	95 %

Immeubles de placement par catégories de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Portefeuille	1,519 G\$	1,611 G\$
Bureaux	84 %	85 %
Commerces de détail	7 %	6 %
Immeubles industriels	5 %	4 %
Immeubles multirésidentiels, terrains et autres	5 %	5 %

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et du crédit. Ces instruments sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt, d'indices de marché et de taux de change, ainsi que de contrats à terme de gré à gré, de contrats à terme standardisés et d'options.

Les instruments financiers dérivés de la Société sont utilisés dans le cadre de son programme de couverture dynamique des risques (hedging program). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties de capital liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

Les instruments financiers dérivés sont également utilisés afin de couvrir l'exposition au risque de change lors de placements dans des actifs qui ne sont pas dans la même devise que les passifs soutenus par ces actifs. Enfin, les instruments financiers dérivés sont utilisés dans la mise en place de stratégies d'atténuation du risque de taux d'intérêt découlant de disparités entre l'actif et le passif ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

La Société a une stratégie d'investissement qui utilise des options afin d'obtenir une exposition synthétique aux marchés boursiers tout en réduisant son profil de risque face à des variations macroéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente certaines valeurs relatives aux instruments financiers de la Société. Pour de l'information additionnelle, se référer à la note 8 des états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers dérivés – Juste valeur et exposition

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Juste valeur nette	6	1 000
Montant nominal de référence	47 728	43 205

³ Le taux d'occupation des immeubles de placement est calculé en divisant le nombre total de pieds carrés loués par le nombre total de pieds carrés du portefeuille immobilier de la Société. Les terrains et les biens immobiliers destinés au redéveloppement sont exclus du calcul.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Autres placements

La catégorie « Autres placements » est constituée de la trésorerie et d'équivalents de trésorerie, d'instruments financiers dérivés, de placements à court terme et d'autres placements. Ces placements totalisaient 2,8 milliards de dollars au 31 décembre 2024 (3,3 milliards de dollars au 31 décembre 2023).

Qualité du portefeuille de placements

La qualité globale du portefeuille de placements est demeurée très bonne en 2024, reflétant la grande qualité des actifs aux niveaux d'exposition variables qui le composent, ainsi qu'un positionnement prudent. Les indicateurs du tableau ci-dessous résumant plusieurs mesures de qualité attestant la qualité globale des placements.

	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,7 %	0,6 %
Prêts hypothécaires – Proportion des prêts assurés	65,0 %	68,2 %
Immeubles de placement – Taux d'occupation	85,5 %	86,7 %
Prêts automobiles – Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts	0,5 %	0,4 %
Prêts automobiles – Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts	5,6 %	5,2 %

Fonds de placement : fonds distincts et fonds communs de placement

Actif des fonds de placement

L'actif des fonds de placement de iA Groupe financier totalisait 65,9 milliards de dollars au 31 décembre 2024 (52,6 milliards de dollars en fonds distincts et 13,3 milliards en fonds communs de placement), ce qui représente une augmentation de 11,9 milliards de dollars par rapport à l'année 2023. Cette augmentation considérable s'explique principalement par des ventes nettes positives ainsi que par les marchés financiers favorables.

Actif des fonds distincts et des fonds communs de placement

(En milliards de dollars)	Aux 31 décembre				
	2024	2023	2022	2021	2020
Fonds distincts	52,6	41,8	37,3	39,6	32,8
Fonds communs de placement	13,3	12,2	11,6	14,0	11,4

Gamme de fonds

iA Groupe financier propose une gamme de fonds de placement vaste et diversifiée. Au 31 décembre 2024, l'offre de la société comptait plus de 250 fonds destinés à ses clients, et environ la moitié de l'actif de ces fonds était géré par des équipes de placement internes.

La société a continué d'ajuster son offre de fonds distincts en 2024 en vue d'en accroître la diversité et la complémentarité tout en s'adaptant à la demande de ses clients. Dans le segment des fonds distincts proposés à l'individuel, elle a ajouté six fonds par le lancement d'un fonds de petites capitalisations canadiennes, d'un fonds diversifié mondial et de quatre fonds indiciels, dont trois fonds d'actions et un fonds de titres à revenu fixe. Placements iA Clarington a aussi ajouté cinq fonds et un nouveau sous-conseiller en valeurs au cours de l'année. Ces ajouts concernent plusieurs catégories de fonds, notamment Mondial équilibré, Actions mondiales et internationales, Revenu fixe mondial et Stratégies alternatives. Finalement, à l'Épargne et retraite collectives, la Société a apporté des ajustements à sa gamme, avec trois ajouts et treize clôtures. Les ajouts ont été effectués dans la catégorie des fonds socialement responsables, tandis que les fermetures ont visé des produits moins populaires ou ceux qui se trouvaient dans des secteurs déjà bien représentés.

Fonds de placement de iA Groupe financier

	Au 31 décembre 2024	
	Actif (Milliards \$)	Répartition de l'actif
Fonds distincts	52,6	80 %
Fonds communs de placement	13,3	20 %
Total	65,9	100 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Gestion des risques

La section « Gestion des risques » du rapport de gestion contient certaines informations requises en vertu de IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* des Normes IFRS de comptabilité (IFRS) concernant la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés audités pour la période terminée le 31 décembre 2024, considérant que la norme permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

En tant que groupe financier, iA Groupe financier doit prendre et gérer différents risques découlant de ses activités d'affaires pour créer une valeur à long terme et assurer sa viabilité.

Principes et responsabilités en matière de gestion des risques

iA Groupe financier définit le risque comme la possibilité que se produise un événement qui influera négativement sur ses affaires, sa condition financière et la réalisation de ses objectifs. Une gestion des risques saine et efficace implique donc l'identification, l'évaluation, la mesure, la compréhension, la gestion, la surveillance et la communication des risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités, et l'efficacité des mesures en place pour les atténuer.

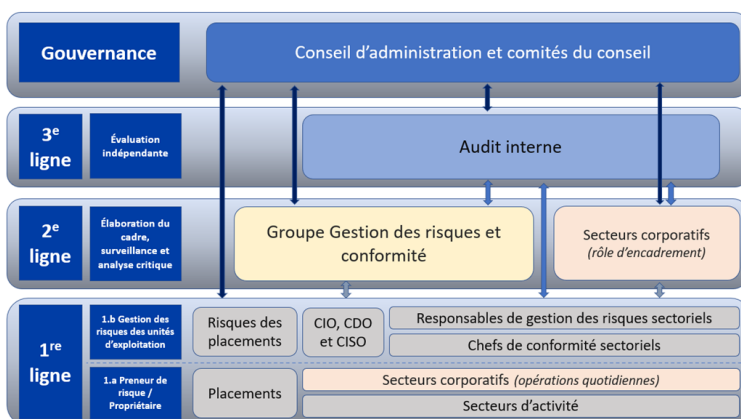
Pour ce faire, iA Groupe financier a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques qui est appliqué sur une base continue et pris en considération dans les stratégies d'affaires de la société et dans l'ensemble de ses activités. Le cadre de gestion des risques permet à la société d'assurer une saine gestion des risques – une gestion prudente – par la promotion d'une approche équilibrée entre l'atteinte des objectifs stratégiques et la prise de risques. Cette approche est caractérisée par la prise en compte des risques dans la prise de décisions, l'alignement des orientations stratégiques et la conformité avec l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque de la société, c'est-à-dire, aux fins du présent cadre, le type et le niveau de risque que la société est prête à accepter en lien avec ses objectifs stratégiques et pour augmenter sa valeur à long terme.

Pour maximiser les avantages d'une gestion intégrée des risques, iA Groupe financier tient compte des interrelations et des interdépendances entre les risques et les mesures de contrôle, et veille à l'harmonisation des stratégies, des outils et des ressources pour offrir une gestion des risques holistique à l'échelle de la société. Le cadre de gestion des risques permet à la société de gérer son profil de risque et accroît sa capacité à agir rapidement, de façon efficace, lorsque nécessaire. Une meilleure compréhension des risques auxquels elle s'expose aide iA Groupe financier à atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels, à prévenir les pertes et à mieux affecter ses ressources, tout en promouvant la résilience de la société. En fournissant suffisamment d'information pertinente sur l'efficacité de la gestion des risques, le cadre de gestion des risques procure aussi à la haute direction et au conseil d'administration l'assurance raisonnable que toutes les catégories de risques sont comprises et gérées dans une perspective de réalisation des objectifs de iA Groupe financier. Il contribue à garantir que la société puisse remplir ses engagements envers les titulaires de polices, les clients, les créanciers, les actionnaires et les organismes de réglementation.

Le processus de gestion des risques de la société est soutenu par une solide structure de gouvernance, une saine culture de gestion des risques et un cadre efficace qui s'adapte à l'évolution de la société, à ses activités, à son degré de maturité et à son environnement. Dans le cadre de ce processus, la société examine et améliore continuellement son cadre de gestion des risques à la lumière de sa situation financière et non financière, de la nature, de l'étendue et de la complexité de ses activités, de son profil de risque, de son plan stratégique à long terme et de l'environnement interne et externe dans lequel elle évolue.

Le cadre de gestion intégrée des risques est régi par une politique d'entreprise qui énonce les principes qui guident les décisions et les actions de la société dans toutes ses activités, lui permettant de classer, de définir et de gérer adéquatement les risques auxquels la société est exposée. La politique décrit la gouvernance et la structure organisationnelle de la gestion des risques, y compris les rôles et les responsabilités des différents intervenants impliqués dans le processus de gestion des risques. Elle décrit également les étapes clés de ce processus, notamment en ce qui concerne l'identification, l'évaluation, la gestion, la surveillance et la communication des risques ainsi que la définition de l'appétit et de la tolérance au risque. La conformité au cadre et l'application de ce cadre permettent le maintien et la promotion d'une saine culture de gestion des risques au sein de la société.

Le schéma ci-après illustre les niveaux de responsabilités à l'égard de la gestion intégrée des risques au sein de la société.



[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

S'appuyant sur une solide culture de risque, l'approche de gestion du risque de la société repose sur le modèle de gouvernance des « trois lignes de défense ». Cette approche se fonde sur la mise en œuvre de systèmes de gestion et de contrôle des risques coordonnés dans l'ensemble de la société.

La première ligne de défense comprend les preneurs de risque (ligne 1.a) ainsi que les responsables des risques d'affaires et les responsables de la conformité des affaires (ligne 1.b) des secteurs. Comme responsables des risques, ils ont la responsabilité d'établir et d'exécuter les stratégies d'affaires en s'assurant de respecter l'appétit et la tolérance au risque établis par la société, tout en veillant à l'équilibre à long terme entre le risque encouru et le rendement généré. Ils sont également responsables d'appliquer les principes, les cadres, les politiques, les lignes directrices, les normes, les outils et les méthodologies élaborées par la deuxième ligne de défense et d'identifier, de communiquer et de gérer les risques qui menacent l'atteinte des objectifs de leurs secteurs respectifs. Ils doivent s'assurer que les contrôles appropriés sont en place et fonctionnels, et qu'ils sont intégrés dans les systèmes et processus de leur secteur.

La deuxième ligne de défense comprend la fonction responsable de l'établissement et du maintien, de manière objective et impartiale, du cadre de gestion des risques et de conformité. Elle est composée du Groupe Gestion des risques et conformité, sous la direction du vice-président exécutif et chef de la gestion des risques, et de la fonction de conformité, sous la direction du vice-président et chef de la conformité, qui relève du chef de la gestion des risques. Elle comprend aussi les secteurs corporatifs dans leur rôle de surveillance, d'assurance qualité et de conformité. La deuxième ligne de défense est chargée de surveiller avec objectivité et impartialité et d'analyser de façon critique les risques et les mesures de contrôle mises en œuvre par la première ligne de défense. Il lui incombe aussi d'élaborer et de maintenir les principes, les politiques, les lignes directrices, les normes, les outils et les méthodologies nécessaires pour cerner, mesurer, évaluer, agréger, gérer, surveiller et communiquer les risques actuels et émergents. À cette fin, elle coordonne, guide et soutient la première ligne de défense dans l'évaluation rigoureuse des risques importants auxquels la société est exposée.

Ces deux lignes de défense travaillent ensemble pour assurer une gestion prudente et disciplinée dans la protection de la réputation et de la viabilité à long terme de la société. Le chef de la gestion des risques et son équipe travaillent en étroite collaboration avec la première ligne de défense afin de promouvoir une culture de saine gestion des risques à travers l'organisation. Sur la base d'une vue holistique des risques et en considérant les interrelations pouvant exister entre ceux-ci, le chef de la gestion des risques communique les informations pertinentes à la haute direction et au conseil d'administration concernant les principaux risques auxquels s'expose la société et des mesures adoptées pour les gérer.

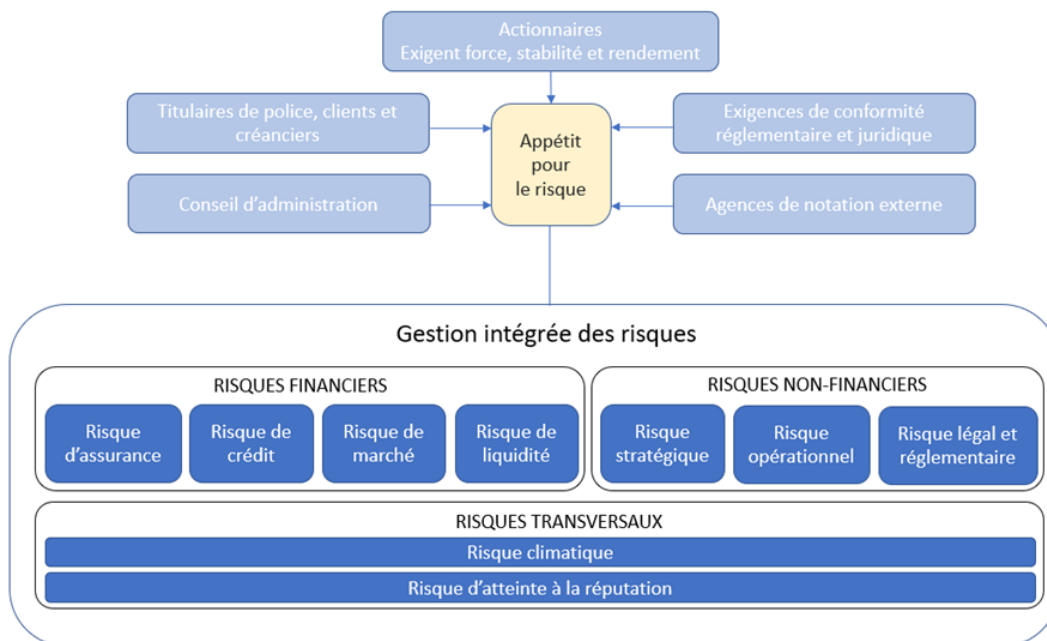
En troisième ligne de défense, l'Audit interne fournit une assurance objective et indépendante et des conseils basés sur les risques à la haute direction et au conseil d'administration quant au caractère adéquat et à l'efficacité de la gouvernance, de la gestion des risques et des processus de contrôle internes. Il recommande des améliorations et communique avec le comité d'audit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, appuyé par le comité des risques, de gouvernance et d'éthique, approuve la politique organisationnelle qui régit le cadre de gestion intégrée des risques ainsi que les modifications qui y sont apportées. Il approuve aussi le niveau de risque global que la société est disposée à assumer ainsi que les tolérances et limites connexes qu'elle est prête à accepter afin d'atteindre ses objectifs d'affaires et d'améliorer sa valeur à long terme.

Le cadre de gestion intégrée des risques est appliqué dans les filiales de la société. Une relation de collaboration, basée sur des protocoles de communication et d'information financières, est établie entre l'équipe de gestion des risques de la société et celles responsables de la gestion des risques dans ses filiales, et un rapport hiérarchique fonctionnel, entre leurs équipes de conformité respectives.

Les conseils d'administration des filiales, qui sont composés de membres reconnus pour leur expertise dans leurs domaines respectifs ou de cadres supérieurs de la société mère, ont un rôle important à jouer dans la surveillance des risques et l'approbation des politiques pertinentes.

Cadre de gestion intégrée des risques



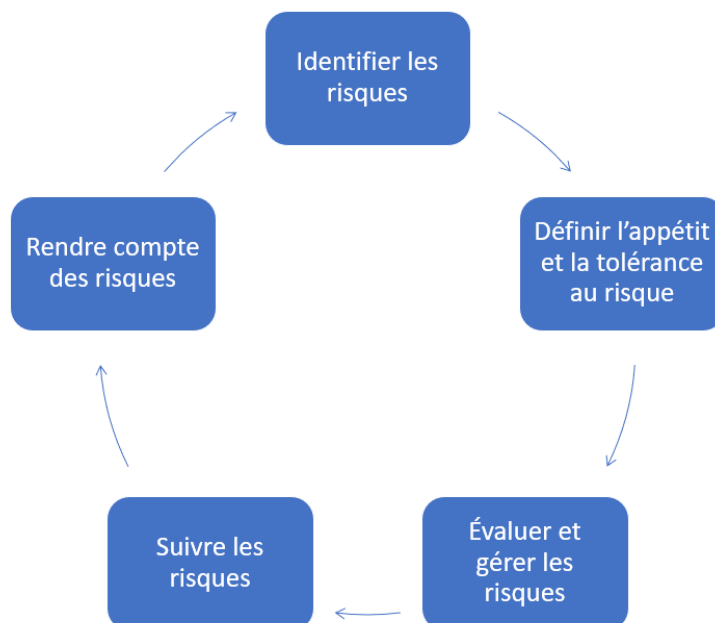
[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Le schéma ci-dessus illustre les catégories de risques auxquels la société est exposée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques. La taxonomie des risques est un ensemble complet, commun et stable de catégories de risques utilisé dans le processus de gestion intégrée des risques. Elle contribue au renforcement de la culture et à l'intégration optimale de l'approche de la gestion des risques de la société.

Une description sommaire de ces risques et des processus de gestion relatifs à chacun est donnée dans les pages qui suivent. Chacune de ces catégories de risques peut se manifester sous forme de risques actuels ou de risques émergents, et la façon dont ces risques sont pris en compte à l'échelle de l'organisation est donc modulée en conséquence.

La gestion des risques est un processus qui vise à garantir une gestion adéquate des risques et à en assurer la conformité avec l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque de iA Groupe financier en la matière. Le processus itératif et continu comporte cinq étapes, illustrées dans le diagramme ci-dessous.



Bien que les étapes du processus soient les mêmes pour toutes les catégories de risques, chacune de ces catégories exige une approche de gestion sur mesure aux fins d'identification, d'évaluation et de gestion des risques, stratégie adaptée tenant compte de ses spécificités. La gestion de ces risques se trouve aussi soutenue par une solide culture de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. Celle-ci peut se définir comme étant les comportements adoptés par les employés de la société qui observent et mettent en application au quotidien les principes du cadre de gestion intégrée des risques, dans leurs activités quotidiennes. L'ensemble de ces comportements est également encadré par le respect d'un esprit éthique et de transparence dans les décisions prises. La culture et ces comportements constituent la base solide et commune des activités de gestion des risques observées dans la société.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de perte financière liée à des changements inattendus dans les hypothèses de tarification ou de provisionnement telles que la sévérité, la fréquence, la tendance, la volatilité ou le niveau des taux d'occurrence. Cette catégorie comprend notamment les facteurs de risque suivants :

Comportement des titulaires de polices – Risque que les actions des titulaires de polices, y compris les déchéances et les abandons, diffèrent défavorablement de ce qui était attendu;

Mortalité – Risque que les taux de mortalité dévient défavorablement de ce qui était attendu;

Morbidité – Risque que l'invalidité, la maladie et les montants de prestations reliés aux dépenses médicales réels soient plus élevés que les bénéfiques attendus;

Dépenses – Risque d'une augmentation des dépenses d'assurance futures reliées à la gestion des contrats en cours, au renouvellement des commissions, aux dépenses générales et aux impôts;

Autres risques d'assurance – La société est également exposée à d'autres risques d'assurance qui n'ont pas d'incidence significative sur ses états financiers.

Le risque d'assurance peut se manifester à différentes étapes de la vie d'un produit, soit lors de la conception et de la tarification des produits, lors de la souscription ou du règlement des réclamations ainsi que lors de l'établissement du passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance. La société a mis en place des contrôles et des processus à chacune de ces étapes visant à s'assurer d'une gestion adéquate du risque d'assurance.

Chaque année, l'actuaire désigné de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., une filiale de la société, évalue le passif des polices aux fins des états financiers de la société préparés conformément aux IFRS. Il s'assure également que l'évaluation est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et que les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers de la société.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse de sensibilité – Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des contrats d'assurance sont le comportement des titulaires de polices, la mortalité, la morbidité et les dépenses. L'analyse de sensibilité suivante démontre l'impact immédiat sur le résultat net et les capitaux propres ainsi que sur la marge sur services contractuels d'une détérioration permanente et raisonnablement possible de ces hypothèses, qui ont le plus grand impact sur les estimations des flux de trésorerie futurs, lorsque toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Cette analyse présente les sensibilités avant et après l'atténuation du risque par les contrats de réassurance. Une amélioration du même pourcentage de ces hypothèses aurait une incidence similaire, mais en sens inverse.

Sensibilités immédiates des principales hypothèses utilisées pour l'évaluation du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance au brut et au net de la réassurance¹

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2024			
	Résultat net et capitaux propres		Marge sur services contractuels	
	Brut	Net	Brut	Net
Comportement des titulaires de polices				
Effet d'une détérioration de 10 % ²	(45)	(60)	(560)	(580)
Mortalité				
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits d'assurance ³	(65)	(10)	(275)	(140)
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits de rente ⁴	—	—	(50)	(45)
Morbidité				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁵	(40)	(45)	(105)	(65)
Dépenses				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁶	(5)	(5)	(115)	(115)

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			
	Résultat net et capitaux propres		Marge sur services contractuels	
	Brut	Net	Brut	Net
Comportement des titulaires de polices				
Effet d'une détérioration de 10 % ²	—	5	(525)	(580)
Mortalité				
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits d'assurance ³	(35)	(45)	(270)	(65)
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits de rente ⁴	5	—	(45)	(40)
Morbidité				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁵	(35)	(35)	(90)	(55)
Dépenses				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁶	—	—	(100)	(100)

Pour plus d'informations sur la gestion du risque d'assurance, notamment sur les contrôles et les processus de gestion du risque d'assurance, se référer à la note 13 « Gestion du risque d'assurance » des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2024 de la société.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte financière liée à des changements inattendus dans le niveau ou la volatilité de la valeur marchande des actifs et des passifs. Cette catégorie inclut, entre autres, le risque de taux d'intérêt, le risque d'écart de crédit, le risque de corrélation, le risque lié aux actions et le risque de taux de change.

La société a établi un énoncé d'appétit et de tolérance au risque ainsi que des politiques de placement qui comportent plusieurs mesures quantitatives visant à limiter l'incidence de ces facteurs de risque. L'énoncé et les politiques font l'objet d'une révision périodique et toute modification aux politiques est soumise à l'approbation du conseil d'administration. La gestion des investissements et le respect des politiques font l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

¹ Ces sensibilités sont arrondies aux 5 millions de dollars les plus près et représentent les impacts immédiats d'un changement d'hypothèses. Elles sont également ajustées afin de refléter le caractère ajustable des produits, le cas échéant.

² En supposant 90 % des taux de déchéance prévus pour les produits fondés sur la déchéance et 110 % des taux de déchéance prévus pour les autres produits.

³ En supposant 102 % des taux de mortalité prévus pour les produits où une augmentation des taux croissants augmente le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance.

⁴ En supposant 98 % des taux de mortalité prévus pour les produits où une baisse des taux augmente le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance.

⁵ En supposant 95 % du taux de cessation prévu lorsque l'assuré est ou devient invalide et 105 % du taux de survie prévu lorsque l'assuré est actif.

⁶ En supposant 105 % des coûts prévus pour la gestion et le maintien des polices en vigueur.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Risque de taux d'intérêt et risque d'écart de crédit – Une des activités de base d'un assureur consiste à investir les primes reçues des clients dans le but ultime de verser des prestations éventuelles dont l'échéance peut être éloignée dans le temps et incertaine, notamment en ce qui touche les prestations au décès et les versements de rentes. Le risque de taux d'intérêt est le risque de décalage entre l'impact des taux d'intérêt sur les actifs et passifs. Le risque d'écart de crédit est le risque de modification de la valeur des placements et d'autres actifs résultant de changements d'écarts de crédit. Ils peuvent survenir si les flux monétaires de l'actif ne peuvent pas être réinvestis à des taux d'intérêt suffisamment élevés par rapport aux taux d'intérêt et d'écarts de crédit implicites du passif correspondant, ou si un actif doit être liquidé afin de reproduire les flux monétaires du passif et donc qu'une perte de valeur marchande en résulte en raison d'une hausse des taux d'intérêt ou d'écarts de crédit. Ces risques dépendent de la répartition des actifs de la société, de son positionnement actif-passif, de facteurs externes qui influencent les marchés, de la nature des garanties intrinsèques des produits et des options des titulaires de polices.

Afin d'atténuer ces risques, la société a élaboré un processus de réplication des passifs qui prend en considération les caractéristiques des passifs financiers liés à chaque type de produit de rente et d'assurance. Parmi les considérations importantes prises en compte dans ce processus de réplication, mentionnons la structure des flux monétaires prévus et le degré de certitude quant à leur échéance, le type de rendement (fixe ou variable), l'existence d'options ou de garanties inhérentes aux actifs et aux passifs, ainsi que la disponibilité d'actifs appropriés sur le marché. Ce processus de réplication permet alors à la société de déterminer et de sélectionner des stratégies de placement pour atteindre ses objectifs de rendement global ajustés au risque dans ses diverses limites d'appétit et de tolérance au risque.

Les stratégies d'investissement sont établies selon les caractéristiques des passifs financiers liés à chaque produit. Deux importantes stratégies de la société sont décrites ci-dessous.

1) Stratégie de gestion globale des portefeuilles

Cette stratégie couvre la vaste majorité du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance et du passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts du fonds général de la société. Elle englobe, entre autres, des produits d'assurance individuelle et collective, des rentes et des comptes à intérêt garanti. Elle couvre principalement les passifs de tous types d'échéances et les structures de flux monétaires des passifs. Pour cette catégorie, la société préconise une stratégie de gestion des placements visant à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en maintenant des critères stricts de réplication actif-passif. Entre autres, des techniques de portefeuille de réplication des passifs sont utilisées et combinées avec des limites de réplication de durée de taux et d'écart de crédit clés pour atténuer l'exposition globale au risque. La société a établi des limites de risque de taux d'intérêt et d'écart de crédit dans son énoncé d'appétit et de tolérance au risque. La diversification est un principe clé et une conviction qui guide l'allocation globale d'actifs et les limites d'exposition.

La société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance (dettes gouvernementales, d'entreprises et privées), d'actifs à revenu non fixe (actions privées, immeubles de placement, infrastructures, actions ordinaires et privilégiées, indices boursiers, options sur indices boursiers et unités de fonds de placement), pour optimiser le risque et le rendement de cette catégorie de passifs. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour améliorer le positionnement actif-passif du portefeuille ou son rendement ajusté au risque. La répartition des actifs vise à obtenir un rendement optimal, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des rendements des marchés boursiers. La stratégie tient en même temps compte des contraintes imposées par l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque ainsi que des politiques de placement.

2) Stratégie des comptes de polices d'assurance vie universelle

Cette stratégie couvre le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance du fonds général de la société qui est lié aux comptes des polices d'assurance vie universelle. Le rendement sur ce passif est déterminé en fonction d'un indice de marché ou d'un indice de portefeuille. Pour ce passif, le processus de réplication est réalisé en utilisant des actifs dont les caractéristiques correspondent à celles des passifs, ou à celles de l'indice de référence, de manière à répliquer de façon stricte les rendements relatifs aux comptes sous-jacents.

Pour les comptes indiciaires gérés et les comptes gérés dont le rendement varie en fonction d'un fonds ou d'un indice, l'impact sur le résultat net d'une variation des marchés boursiers appliquée aux actifs serait négligeable, puisqu'une variation équivalente serait appliquée aux passifs correspondants.

La société estime les taux d'intérêt au-delà de 30 ans, car les taux d'intérêt ultimes ne sont pas observables sur le marché. Pour établir une courbe de taux d'actualisation, un taux d'actualisation ultime est fixé et une méthodologie d'interpolation est appliquée entre le dernier point relatif aux données observables et le taux d'actualisation ultime. Un taux d'actualisation ultime représente la somme de deux hypothèses : un taux sans risque ultime et une prime d'illiquidité ultime. Les deux hypothèses peuvent évoluer dans le temps, et les variations qui en découlent ont une incidence sur le résultat net de la société.

Risque lié aux actions – Le risque lié aux actions représente le risque de changement de la valeur des investissements et autres actifs en raison de fluctuation des paramètres de marchés boursiers. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans ses activités régulières en raison des produits sur les actifs détenus dans le fonds général, des effets sur le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance lié aux polices d'assurance vie universelle et aux produits relatifs aux fonds distincts, et des revenus nets relatifs à l'actif sous gestion ainsi qu'à l'actif sous administration.

Afin d'assurer une saine gestion de l'exposition au marché, les politiques de placement de la société définissent des limites quantitatives et qualitatives d'utilisation des actifs à revenu non fixe (actions publiques, actions privées, immeubles de placement et infrastructures). La composition cible de l'actif sous forme d'actifs à revenu non fixe vise à maximiser les rendements de la société ajustés en fonction du risque.

Les politiques de placement permettent à la société d'utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation de ces instruments doit cependant respecter les limites de la politique de placement. La cote de crédit de l'institution financière utilisée en contrepartie doit notamment dépasser un certain seuil.

Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2024, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre de stratégies d'amélioration du rendement. L'utilisation d'options sur indices boursiers permet à la société de maintenir une exposition aux marchés boursiers tout en limitant la perte financière potentielle. De tels instruments ont également été utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique relatif aux garanties des fonds distincts ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Risque relatif aux fonds distincts – Les fonds distincts représentent pour la société un important risque de taux d'intérêt, de risque d'écart de crédit, de risque de baisse des marchés boursiers et, dans une moindre mesure, de risque de taux de change.

Un fonds distinct est un type d'investissement semblable à un fonds commun de placement, mais généralement assorti d'une garantie en cas de décès et d'une garantie à l'échéance. De plus, pour certains produits, une garantie peut s'appliquer lors d'un retrait partiel. En raison de la volatilité inhérente aux taux d'intérêt, aux écarts de crédit et aux marchés boursiers, la société est exposée au risque que la valeur marchande des fonds distincts soit inférieure à leur valeur minimale garantie au moment où la garantie devient applicable et qu'elle doit alors compenser la différence à l'épargnant, sous la forme d'une prestation. Afin d'avoir un aperçu de son exposition au risque lié aux garanties des fonds distincts, la société contrôle le montant net au risque, c'est-à-dire l'excédent de la valeur minimale garantie sur la valeur marchande de l'ensemble des contrats qui, à un moment donné dans le temps, se retrouvent dans cette situation. Le montant net au risque ne constitue pas, comme tel, un montant de prestation à verser, mais plutôt une estimation du montant au risque. Cela s'explique du fait que les prestations qui pourraient devoir être versées ultimement dans l'avenir dépendront de diverses éventualités, dont le rendement des marchés ainsi que la longévité et le comportement des titulaires de contrats.

Le tableau suivant montre des informations concernant l'actif des fonds distincts sous gestion dans l'unité d'exploitation de la Gestion de patrimoine individuel. L'exposition aux risques liés aux actifs des fonds distincts sous la gestion de l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives n'a pas d'impact significatif sur les états financiers de la société.

Actif des fonds distincts de la Gestion de patrimoine individuel sous gestion

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2024	2023
Actif sous gestion	34 294	26 651
Valeur minimale garantie	25 000	21 518
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties significatives ⁷	6 256	6 041
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties minimales ⁸	28 038	20 610

Afin d'atténuer une partie du risque lié à cette exposition, la société a mis en place un programme de couverture dynamique. Tous les contrats qui comportent des garanties significatives font partie du programme de couverture. La société assume 10 % du risque pour les garanties à l'échéance de certains de ces contrats émis préalablement à la mise en place du programme de couverture. Le risque des garanties au décès ainsi que celui des garanties minimales sont limités et la société a décidé de ne pas les inclure dans son programme de couverture dynamique.

Le programme de couverture dynamique consiste, pour la société, à vendre à découvert des contrats à terme normalisés sur indices boursiers négociés à la bourse ainsi qu'à conclure des ententes relativement à des contrats à terme sur devises négociés à la bourse, des swaps de taux d'intérêt et des swaps internes de rendement total sur indices négociés à la bourse. Ce programme permet de couvrir en bonne partie la sensibilité du résultat net au rendement des fonds obligataires et des fonds d'actions ainsi qu'à la variation des taux d'intérêt découlant des garanties liées aux fonds distincts. Afin que la stratégie établie par la société couvre adéquatement les risques liés aux garanties couvertes, un rééquilibrage dynamique des instruments de couverture est effectué en fonction de l'évolution des conditions des marchés financiers.

Dans le cadre du programme de couverture dynamique, la valeur du passif relatif aux garanties est mise à jour plusieurs fois par jour afin de refléter les différences entre les résultats réels et l'expérience prévue. Dans le processus de calcul de l'expérience prévue, la société utilise certaines hypothèses, notamment concernant la longévité des titulaires de polices et les rachats éventuels. L'hypothèse concernant les rachats comporte cependant certaines limites. Le moment et l'ampleur des retraits et des transferts de fonds effectués ne peuvent pas, en effet, être couverts à l'aide d'instruments financiers dérivés puisqu'ils dépendent des décisions prises par les titulaires de contrats. Une expérience défavorable par rapport à celle prévue peut donc altérer la qualité de la couverture.

Le programme de couverture dynamique n'a pas pour objectif d'éliminer entièrement les risques associés aux garanties couvertes. Plusieurs éléments peuvent avoir une incidence sur la qualité de la couverture et entraîner éventuellement un gain ou une perte à l'état des résultats. Le programme de couverture dynamique comporte, dans son processus même, certains risques qui peuvent limiter son efficacité, notamment les risques suivants :

- Le programme s'appuie sur le rééquilibrage dynamique des instruments de couverture dérivés. Une diminution de la liquidité de ces instruments entraînerait une incidence défavorable sur l'efficacité du programme.
- L'utilisation d'instruments dérivés de couverture comporte un risque de contrepartie qui est atténué par l'existence d'ententes avec garanties et dont le règlement net s'effectue sur base quotidienne.
- Il peut survenir un écart favorable ou défavorable entre les rendements réalisés sur les fonds distincts et ceux réalisés sur les positions de couverture détenues pour couvrir les garanties associées à ces fonds.

Les variations de la valeur économique du passif sont compensées en très grande partie par les variations des actifs détenus dans le cadre du programme de couverture dynamique. Au cours des huit derniers trimestres, l'efficacité trimestrielle de notre programme de couverture dynamique a évolué entre 88,4 % et 95,6 % en fonction notamment de la volatilité des marchés financiers. De plus, son efficacité a été de 93,0 % depuis sa mise en œuvre en octobre 2010, ce qui est un excellent résultat.

Risque de taux de change – Le risque de taux de change correspond au risque de changement de la valeur des investissements et autres actifs en raison de changements inattendus dans le niveau ou la volatilité des taux de change. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans le cadre de ses activités courantes, à travers ses investissements et autres actifs détenus ou exposés, libellés en devises étrangères; et les revenus et dépenses libellés en devises étrangères et le passif des contrats d'assurance libellés en devises étrangères.

⁷ Représente la valeur des actifs sous-jacents à une garantie à l'échéance dont le risque est jugé significatif ou à une garantie de retrait.

⁸ Représente la valeur des actifs pour lesquels le risque des garanties est limité et que la société a décidé de ne pas inclure dans le programme de couverture dynamique.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

La société a adopté comme politique de ne pas conserver de risque important lié au taux de change. À cet effet, les éléments de passif sont généralement appariés avec des éléments d'actif exprimés dans la même devise, sinon, des instruments financiers dérivés sont utilisés afin de réduire l'exposition nette aux taux de change.

Afin de se protéger contre le risque de taux de change, la société utilise également la comptabilité de couverture afin de limiter l'effet de la variation des capitaux propres principalement à l'égard d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie fonctionnelle de la société. L'information relative à la comptabilité de couverture est présentée à la note 8 « Instruments financiers dérivés » des états financiers consolidés. Le risque de change résiduel n'a pas d'effet important sur les états financiers consolidés de la société et peut être évalué dans les états consolidés du résultat global.

Sensibilités immédiates au risque de marché

Mise en garde concernant les sensibilités immédiates – Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de fin de la période et reflètent les actifs et les passifs de la société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Les sensibilités comprennent l'incidence du rééquilibrage des couvertures d'actions et de taux d'intérêt, comme prévu dans le programme de couverture dynamique de la société utilisé pour les garanties sur les fonds distincts. Elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la société.

En ce qui concerne les sensibilités relatives au ratio de solvabilité, la société suppose qu'aucun changement de scénario ne se produit lors de l'estimation de l'incidence sur le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP (le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP est évalué selon quatre scénarios de taux d'intérêt différents, et le scénario menant à l'exigence de capital la plus élevée est choisi comme le pire scénario pour chaque région géographique).

Les résultats réels peuvent différer considérablement des estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement qui se produit; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle différant des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex. déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. Également, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

Les sensibilités immédiates font référence aux effets instantanés sur les valeurs de l'actif et du passif, ignorant tout effet sur les revenus et les dépenses futurs. Elles doivent être utilisées avec prudence pour estimer les impacts financiers des variations du marché pour un trimestre. Les sensibilités immédiates supposent une variation immédiate du marché suivie d'une évolution normalement attendue du marché pour le reste du trimestre. En d'autres termes, les sensibilités immédiates pourraient être interprétées grossièrement comme la différence entre une variation réelle du marché pour un trimestre et les attentes pour ce trimestre. Par exemple, pour les marchés boursiers publics où une croissance est normalement attendue, des valeurs de marché stables pour un trimestre équivaldraient à une baisse immédiate des valeurs de marché.

Sensibilités immédiates aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit – Une analyse de la sensibilité de la société à une variation immédiate des taux d'intérêt sans risque et des écarts de crédit relatifs aux obligations de sociétés et aux obligations gouvernementales provinciales est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la société gère ces risques en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette.

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des taux d'intérêt

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ⁹	—	(25)	—	(25)
Capitaux propres ^{9,10}	(25)	25	(50)	25
Marge sur services contractuels ^{9,11}	(25)	25	(25)	25
Ratio de solvabilité ¹²	0,5 %	(0,5 %)	(1,5 %)	1,0 %

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des écarts de crédit des obligations de sociétés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ¹³	—	—	—	(25)
Capitaux propres ^{13,14}	(75)	50	(75)	50
Marge sur services contractuels ^{13,15}	—	—	—	—

⁹ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

¹⁰ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

¹¹ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

¹² Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

¹³ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

¹⁴ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

¹⁵ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisis » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Ratio de solvabilité ¹⁶	(1,0 %)	0,5 %	(1,5 %)	1,5 %
------------------------------------	---------	-------	---------	-------

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des écarts de crédit des obligations des gouvernements provinciaux

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ¹⁷	(25)	25	(25)	25
Capitaux propres ^{13,18}	—	—	—	—
Marge sur services contractuels ^{13,19}	(100)	75	(100)	75
Ratio de solvabilité ²⁰	0,5 %	(0,5 %)	0,5 %	(0,5 %)

Sensibilités immédiates relatives au taux d'actualisation ultime – Une analyse de la sensibilité de la société à un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime utilisée pour établir le passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées.

Impact immédiat d'un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime pour établir le passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ²¹	(50)	50	(50)	50
Capitaux propres ¹⁷	(50)	50	(50)	50
Marge sur services contractuels ^{15,17}	—	—	—	—

Sensibilités immédiates relatives aux actions de sociétés publiques – Une analyse de la sensibilité de la société à une variation immédiate des actions de sociétés publiques est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la société gère ce risque en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette.

Impact immédiat d'une variation de valeur immédiate des actions de sociétés publiques²²

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net ¹³	(150)	(100)	100	150
Capitaux propres ^{13,14}	(250)	(125)	125	225
Marge sur services contractuels ^{13,15}	(675)	(275)	250	600
Ratio de solvabilité ¹⁶	1,0 %	1,0 %	(1,0 %)	(1,0 %)
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2023 ²³			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net ²⁰	(150)	(75)	100	200
Capitaux propres ^{20,21}	(225)	(100)	125	275
Marge sur services contractuels ^{20,22}	(500)	(200)	175	450
Ratio de solvabilité ²³	1,0 %	0,5 %	(1,0 %)	(2,0 %)

Afin de mesurer sa sensibilité aux actions de sociétés publiques, la société a examiné l'impact d'une variation de marché de 10 % à la fin de l'exercice, estimant que ce type de variation était raisonnable dans l'environnement de marché actuel. Une variation de marché de 25 % est également divulguée afin de fournir un plus large éventail d'impacts potentiels en raison de changements importants dans les niveaux du marché des actions de sociétés publiques.

¹⁶ Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

¹⁷ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

¹⁸ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

¹⁹ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

²⁰ Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

²¹ Ces sensibilités sont arrondies aux 10 millions de dollars les plus près.

²² Les actions privilégiées sont exclues du périmètre de ces analyses de sensibilité.

²³ Les actions privilégiées sont exclues du périmètre de ces analyses de sensibilité.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Sensibilités immédiates relatives aux actifs privés à revenu non fixe – Une analyse de la sensibilité de la société à un changement immédiat de la valeur des actifs privés à revenu non fixe est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Ces impacts ne concernent que les instruments financiers, car les contrats d'assurance sont insensibles à ces valeurs de marché. Les actifs privés à revenu non fixe comprennent les actions de sociétés privées, les immeubles de placement et les infrastructures.

Impact immédiat d'un changement immédiat de la valeur marchande des actifs privés à revenu non fixe (actions de sociétés privées, immeubles de placement et infrastructures)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %
Résultat net ²⁴	(275)	275	(275)	275
Capitaux propres ^{20,25}	(300)	300	(300)	300
Marge sur services contractuels ^{20,26}	—	—	—	—
Ratio de solvabilité ²⁷	(1,0 %)	1,0 %	(1,5 %)	1,5 %

Sensibilité des bénéfices de base au risque de marché

Mise en garde concernant les sensibilités des bénéfices de base – Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de clôture et sont mesurées en fonction des actifs et des passifs de la société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. En outre, elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la société.

Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle qui diffère des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex. déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. En outre, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

Sensibilité des bénéfices de base au risque de marché – Une analyse de la sensibilité de la société à un changement immédiat de divers facteurs est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses et tous les autres facteurs demeurent inchangés.

Les répercussions estimées ci-dessous sont principalement attribuables aux revenus et charges suivants qui sont directement touchés par le niveau des indicateurs de marché :

- le rendement attendu des placements d'actifs à revenu non fixe;
- la comptabilisation de la MSC dans le bénéfice pour les produits de fonds distincts;
- les revenus nets sur les actifs sous gestion (fonds communs de placement) et sur les actifs administrés (sociétés affiliées de distribution en gestion de patrimoine); et
- le rendement attendu des actifs à revenu fixe et des charges de financement du passif attendues.

²⁴ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

²⁵ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

²⁶ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

²⁷ Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Répercussions sur le bénéfice tiré des activités de base des trimestres à venir au 31 décembre 2024

Sensibilités du bénéfice tiré des activités de base [†]				
(au 31 décembre 2024)	Secteurs d'activité	Variation	Impact sur les bénéfices tirés des activités de base futurs ^{†,28} \$M post-tax	Description du choc
Actions de sociétés publiques ²⁹	Placements	+5 %	0,4	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(0,4)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
	Gestion de patrimoine	+5 %	4,0	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(4,3)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Actifs privés à revenu fixe ³⁰	Placements	+5 %	3,1	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(3,1)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Taux d'intérêt	Placements	+10 pb	0,4	Changement parallèle immédiat de +10 pb sur tous les taux
		-10 pb	(0,5)	Changement parallèle immédiat de -10 pb sur tous les taux
	Gestion de patrimoine	+10 pb	0,4	Changement parallèle immédiat de +10 pb sur tous les taux
		-10 pb	(0,4)	Changement parallèle immédiat de -10 pb sur tous les taux
Crédits et écarts de swaps	Placements	+10 pb	0,1	Changement parallèle immédiat de +10 pb
		-10 pb	—	Changement parallèle immédiat de -10 pb

Ces répercussions représentent des impacts sur le bénéfice de base pour le prochain trimestre. Les répercussions sur le niveau des bénéfices tirés des activités de base seront similaires pour les trimestres à venir si les rendements futurs des marchés boursiers sont conformes aux attentes et si les taux d'intérêt sont stables. De plus, le bénéfice tiré des activités de base pour le trimestre en cours serait également affecté par les mouvements du marché au cours du trimestre en cours, mais uniquement pour ces deux effets : effet sur la comptabilisation de la MSC dans le bénéfice pour les produits de fonds distincts et effet sur les revenus nets de l'actif sous gestion (fonds communs de placement) et de l'actif administré (sociétés affiliées de gestion de patrimoine).

Ces sensibilités des bénéfices de base doivent être utilisées avec prudence pour estimer les répercussions des mouvements du marché, car elles ne reflètent pas la diversification entre les facteurs de risque, les mesures de gestion futures potentielles et la réoptimisation du portefeuille de placements.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière liée au défaut de remboursement, par un emprunteur ou une contrepartie, de ses obligations aux échéances prévues. Ce risque provient principalement du crédit accordé sous forme de prêts et d'obligations de sociétés, mais aussi de l'exposition aux instruments financiers dérivés et aux réassureurs qui partagent les engagements de la société envers les titulaires de polices.

Dans le cadre de ses politiques de placement, la société utilise des instruments financiers dérivés. Certains de ces contrats sont utilisés aux fins de réplique d'actifs et de passifs et de gestion des risques financiers. Ils visent notamment à atténuer le risque de crédit, de même que les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des marchés boursiers.

Les instruments financiers dérivés utilisés exposent la société au risque de crédit en raison de la présence de contreparties impliquées. Comme indiqué précédemment, les contreparties des instruments financiers dérivés doivent répondre à des critères bien établis et des ententes contenant des biens en garantie pour compenser quotidiennement les marges de variation, selon les normes et standards de l'industrie, ont été établies avec ces institutions de façon à limiter et à contrôler le risque de crédit.

Le risque de crédit peut également survenir lorsqu'il y a une concentration des investissements dans des entités présentant des caractéristiques similaires ou qui exercent des activités dans un même secteur ou dans une même région géographique ou lorsqu'un investissement important est effectué dans une seule entité. Des renseignements supplémentaires sur le risque de concentration sont présentés à la note 7 « Gestion des risques financiers associés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance » des états financiers audités consolidés au 31 décembre 2024.

Les politiques de placement de la société visent à atténuer le risque de concentration en favorisant une saine diversification des investissements, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant une qualité d'émetteurs relativement élevée. Les critères de construction des portefeuilles imposent également des limites par groupes d'émetteurs liés, par secteurs d'activité et par régions géographiques. Ces limites dépendent de la qualité du crédit des émetteurs.

La société dispose d'une politique de gestion des risques et d'une politique de risque de crédit qui prévoient l'attribution de cotes de crédit internes pour les placements n'ayant aucune cote de crédit attribuée par une agence de notation reconnue. Les politiques et les procédures en place établissent des critères de sélection et définissent les limites d'autorisation du crédit selon l'envergure et le degré de risque. Afin de gérer le risque de crédit lié à ces placements, la société peut exiger des sûretés, notamment pour les prêts ou les hypothèques immobilières commerciales.

Finalement, bien que les ententes de réassurance permettent à la société de récupérer auprès des réassureurs la portion cédée des demandes de règlement qui lui sont présentées, la société demeure responsable en premier lieu de ses engagements envers ses titulaires de polices et elle est par conséquent exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. Cette catégorie de risque inclut le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité résultant des activités de réassurance. Pour limiter ce risque, la société applique les processus et critères prévus dans sa politique de gestion du risque lié à la réassurance tels que mener la revue diligente des réassureurs sélectionnés et limiter la concentration des risques. Les ententes de réassurance de la société sont suffisamment diversifiées pour que la société ne dépende pas d'un réassureur unique, et que ses activités ne présentent pas non plus de dépendance importante à une entente de réassurance unique.

²⁸ Répercussions sur le bénéfice tiré des activités de base[†] du trimestre à venir.

²⁹ Excluant les actions privilégiées.

³⁰ Actions privées, immeubles de placement et infrastructures.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque de ne pas être en mesure de se libérer de ses investissements et autres actifs en temps voulu afin de faire face à ses obligations financières, y compris les besoins de garantie, lorsqu'elles arrivent à échéance. Ce risque découle principalement des prestations payables selon les contrats d'assurance en vigueur ou des activités de gestion de patrimoine de la société; des décaissements nécessaires pour l'acquisition ou lors de la période de détention de ses investissements; du montant des garanties payables à ses contreparties au titre de ses contrats dérivés; d'autres besoins de la société liés à la structure de son capital ou à ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'indisponibilité totale ou partielle de sources de liquidité constitue également un élément de ce risque.

La société a établi une politique de gestion du risque de liquidité comportant de multiples paramètres, horizons temporels et mesures de concentration pour garantir une gestion saine et prudente de son risque de liquidité et surveiller sa position de liquidité dans différentes conjonctures. Afin de maintenir un niveau approprié de liquidités, la société s'assure qu'une bonne proportion de ses éléments d'actif soit détenue dans des titres facilement négociables. Plusieurs scénarios sont également analysés afin de garantir qu'elle sera en mesure d'honorer ses obligations dans différentes situations extrêmes. La politique est révisée périodiquement, et toute modification est présentée au conseil d'administration pour approbation. La conformité à la politique fait l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

Le risque associé aux prestations payables en vertu de contrats d'assurance est géré par la réplique des éléments d'actif avec les engagements financiers et une gestion rigoureuse de la trésorerie.

L'utilisation des instruments dérivés nécessite l'envoi de titres en garanties à des chambres de compensation et aux contreparties d'instruments dérivés afin d'atténuer le risque de crédit. Des simulations sont effectuées afin de mesurer les besoins de liquidités qui pourraient survenir à la suite de chocs sur les taux d'intérêt et sur les marchés boursiers afin d'évaluer le niveau d'actifs liquides à maintenir pour satisfaire aux exigences.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société juge que son niveau de liquidités actuel est adéquat.

Risque stratégique

Le risque stratégique est le risque que des décisions ou des événements internes ou externes empêchent la société de mettre en œuvre son plan opérationnel ou ses initiatives stratégiques, y compris les initiatives liées aux fusions, aux acquisitions et aux dessaisissements, nuisant par le fait même à l'atteinte de ses objectifs stratégiques. Le risque stratégique peut donc être d'origine interne, résulter de difficultés dans la mise en œuvre des initiatives stratégiques ou de l'incapacité à remplir le mandat et à atteindre les objectifs stratégiques. Le risque stratégique peut également résulter de causes externes telles que :

Risque lié au contexte commercial – Plusieurs unités d'exploitation exercent des activités dans des secteurs très concurrentiels. Il est possible que des pressions concurrentielles ou des changements dans les besoins et les habitudes de consommation des clients entraînent une augmentation des pressions exercées sur le modèle d'affaires et influent négativement sur les résultats de la société, si elle ne s'adapte pas adéquatement. Le plan d'affaires et les objectifs stratégiques connexes sont réévalués chaque année dans le cadre d'un processus rigoureux et solide qui permet à la société de considérer les changements potentiels de l'environnement d'affaires.

Risque lié au contexte économique – Des changements économiques, tels qu'une dégradation des conditions sur les marchés financiers, pourraient augmenter les pressions sur le modèle d'affaires ou avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, la solidité financière et l'accès aux capitaux de la société. Les simulations de crise effectuées à l'aide de divers scénarios économiques, la révision périodique de l'appétit pour le risque de crédit et de marché et des limites de tolérance, ainsi que la surveillance du risque de crédit sont des exemples de processus mis en place par la société pour garantir sa résistance à l'environnement économique.

Risque lié au contexte juridique ou réglementaire – La société est assujettie à une vaste gamme de lois et de règlements. Des changements liés à ces lois et règlements ainsi qu'une surveillance accrue de la part des autorités réglementaires pourraient mobiliser des ressources importantes. La société surveille en permanence son environnement juridique et réglementaire afin de garantir une conformité continue.

Risque lié au contexte politique et social – Un événement ou une décision d'ordre politique pourrait avoir une incidence défavorable sur la pertinence des produits de la société ou sur sa rentabilité. Les indicateurs macroéconomiques et les événements géopolitiques font l'objet d'une surveillance permanente afin que la société puisse s'adapter à son environnement politique et social.

Risque lié au contexte technologique – Une mauvaise adaptation à un changement dans l'environnement technologique pourrait avoir un impact sur l'intégrité de nos systèmes informatiques et de notre infrastructure technologique ou pourrait, de façon plus générale, perturber la réalisation du plan d'affaires de la société. La société explore en permanence l'introduction potentielle de solutions technologiques innovantes, telles que l'intelligence artificielle, afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la pertinence de l'organisation dans son environnement concurrentiel. Le cadre de gouvernance et de contrôle des technologies de l'information permet de surveiller les risques qui sous-tendent la stratégie en matière de technologies de l'information. Le risque stratégique est, de par sa nature, influencé par des facteurs externes liés aux effets d'événements externes imprévus sur la société, mais aussi par des facteurs internes liés à la mauvaise gestion des effets externes, ou à la piètre exécution du plan opérationnel. Tous les secteurs de la société se tiennent au courant des changements dans l'environnement concurrentiel, économique, technologique, juridique ou réglementaire et surveillent ces changements afin de prévoir tout effet potentiel sur leurs activités et d'envisager des réponses potentielles dans l'éventualité où ces changements surviendraient.

La gestion du risque stratégique consiste aussi à cerner les risques des initiatives stratégiques, y compris les initiatives d'acquisition et de cession, en amont de leur exécution; d'évaluer l'incidence qu'elles pourraient avoir sur les limites de risque définies dans l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque, particulièrement sur le niveau cible interne et le niveau cible externe (activités de base) du ratio de solvabilité; de surveiller en permanence les risques stratégiques pour les activités de nature stratégique afin de mesurer leur évolution; et de communiquer cette évaluation des risques à la haute direction et aux organes de gouvernance appropriés de façon périodique. De plus, la haute direction réévalue les risques stratégiques actuels et émergents chaque année, ou plus fréquemment, si nécessaire. Lors des exercices de planification stratégique des secteurs organisés à l'échelle de l'organisation, ces risques sont analysés afin de déterminer l'incidence sur la stratégie de la société et, inversement, de déterminer s'il y a lieu d'adopter d'autres stratégies pour les gérer ou les atténuer.

Lors de l'examen des risques stratégiques et émergents de 2024, les risques suivants ont été confirmés, et les stratégies en place pour les gérer ont été examinées.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Cybersécurité, protection des données et préparation – Malgré la priorité accordée aux risques liés à la sécurité de l'information, leur importance perdurera jusqu'en 2025 en raison de la complexité croissante des cyberattaques et de la menace persistante du vol de données personnelles. Cela nécessite des investissements continus pour maintenir et améliorer l'efficacité des capacités en matière de sécurité de l'information (voir « Sécurité des technologies, des données de l'information » ci-dessous pour plus d'informations). En outre, pour suivre l'évolution rapide des tendances technologiques, y compris l'intelligence artificielle, la préparation des données s'avérera cruciale pour s'assurer que les progrès rapides de la technologie ne dépassent pas notre capacité d'adaptation. La société doit donc donner la priorité aux risques liés aux données afin de faciliter la réalisation des objectifs stratégiques.

Efficacité opérationnelle dans un contexte d'évolution rapide des conditions extérieures – Dans un environnement en constante évolution, il existe un risque que la société n'évolue pas assez rapidement pour rester pertinente et concurrentielle, que ce soit en raison du rythme rapide des innovations technologiques, du nombre croissant de nouvelles exigences réglementaires ou de la surveillance accrue. Pour maintenir son succès et atteindre ses objectifs, la société doit maintenir sa trajectoire de croissance et exécuter son plan stratégique en donnant la priorité à des initiatives de grande valeur. En outre, elle doit déployer des capitaux pour des acquisitions, intégrer ces acquisitions et réaliser les synergies attendues des nouvelles filiales, tout en s'adaptant à son environnement. Dans ce contexte, l'efficacité opérationnelle et la surveillance étroite des risques stratégiques seront essentielles pour garantir que les revenus dépassent les dépenses et que les objectifs stratégiques sont atteints.

Instabilité économique et financière dans un contexte de tensions géopolitiques – L'instabilité économique et financière, provoquée par des tensions géopolitiques telles que la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et d'autres conflits mondiaux (comme les tensions avec la Chine), pourrait entraîner une volatilité des marchés mondiaux. De plus, les barrières commerciales, comme les tarifs douaniers potentiels et actuels imposés par les États-Unis, pourraient modifier la croissance mondiale et les schémas commerciaux et avoir un effet d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement, ce qui pourrait potentiellement perturber davantage les marchés. Ces événements, entre autres, pourraient entraîner une baisse de la confiance des consommateurs et des investisseurs ou une volatilité financière importante ou limiter les opportunités de croissance. L'instabilité politique au Canada et la possibilité d'élections anticipées ajoutent à l'incertitude.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque de perte résultant de lacunes ou d'erreurs attribuables aux processus, aux personnes, aux systèmes ou à des événements externes.

Ce risque existe dans toutes les sphères d'activité de la société, et est organisé autour des catégories de risques suivantes : informations financières, ressources humaines, sécurité physique, fraude, technologie, sécurité des données et informations, traitement, tiers, continuité des activités, modèle et risque éthique lié à l'utilisation de l'intelligence artificielle. L'impact pour la société en cas de réalisation de l'un de ces risques peut notamment prendre la forme de pertes financières découlant d'amendes et pénalités pour infraction à un règlement, de frais juridiques, de gains financiers qui ne pourraient être réalisés ou de charges supplémentaires, par exemple, ainsi que de détérioration de la relation commerciale et d'atteinte à la réputation, de détournement des ressources ou d'un examen réglementaire plus rigoureux.

Pour gérer le risque opérationnel, la société met l'accent sur des pratiques de gestion proactives en s'assurant que des contrôles internes efficaces et appropriés sont mis en application et en déployant un personnel compétent et bien formé à tous les échelons. La société s'assure en outre de réviser ses politiques et de resserrer ses normes, lorsque approprié, afin de tenir compte de l'évolution de ses activités et de son environnement.

Par son cadre de gestion intégrée des risques et son cadre de gestion du risque opérationnel, la société a développé des outils pour identifier, évaluer, gérer, surveiller et signaler les risques opérationnels.

Information financière – Il est ici question du risque de ne pas préparer des rapports financiers internes et externes reflétant entièrement, avec exactitude, les résultats financiers. La société maintient de plus un programme d'évaluation continue des contrôles afin d'émettre l'attestation exigée par les autorités de surveillance quant à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires de la société (attestation relative au Règlement 52-109). En vertu du programme, les dirigeants de chaque secteur d'activité évaluent et testent les contrôles existants dans leur secteur. Une équipe désignée vérifie ensuite la qualité des contrôles et la conclusion de l'évaluation des gestionnaires. Un rapport sommaire est soumis trimestriellement au comité d'audit qui rend compte des résultats de l'évaluation au conseil d'administration. L'attestation à l'égard de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires est déposée trimestriellement dans la forme prescrite par les autorités réglementaires. Cette attestation est disponible sur SEDAR+ et sur le site Internet de la société.

Ressources humaines – Les ressources humaines constituent une composante essentielle à la réalisation du plan stratégique de la société et à la mise en œuvre des stratégies de gestion des risques d'affaires et opérationnels. Le risque des ressources humaines est le risque de perte résultant d'une pénurie de ressources compétentes (capacités), motivées (pratiques d'emploi) et mobilisées (environnement de travail), pour mener les activités opérationnelles nécessaires au soutien de la croissance de l'organisation. À cet égard, la société dispose d'un code de conduite professionnelle, de politiques, de bonnes pratiques ainsi que de processus bien définis en matière de rémunération, de recrutement, de formation, d'équité en emploi, de diversité et de santé et sécurité au travail. Conçues de manière à attirer et à retenir les meilleurs candidats à chacun des échelons de l'organisation, ces politiques sont maintenues à jour. La société se préoccupe par ailleurs de la qualité de vie des employés, notamment en offrant des programmes qui font la promotion d'un mode de vie sain ou en adoptant diverses mesures destinées à améliorer le cadre de travail.

Sécurité physique – Le risque de sécurité physique est le risque de défaillance dans la protection et la sécurité physique des biens et des personnes (employés, clients ou autres) lorsqu'ils se trouvent dans ou autour des locaux de l'entreprise ou pendant les activités de l'entreprise. iA Groupe financier a mis en place plusieurs mesures dans ses bâtiments pour réduire l'exposition à ce risque, telles que des systèmes de vidéosurveillance, de détection de mouvement, d'alarme et de contrôle d'accès électronique, ainsi que des capteurs pour détecter le feu, l'eau, l'humidité et la chaleur.

Fraude – Le risque de fraude est le risque de conduite malhonnête entraînant l'entreprise à subir une perte financière, à disposer d'un bien ou à fournir un service à la suite d'une tromperie, d'un mensonge, d'un abus de confiance ou de tout autre moyen frauduleux similaire. Les avantages peuvent prendre la forme d'espèces, de quasi-espèces ou d'actifs corporels. Pour atténuer ce risque, la société a instauré une politique promouvant une culture d'intégrité. Elle dispose aussi d'un programme de surveillance, ainsi que d'un processus de séparation des tâches destiné à prévenir et à détecter les situations de fraude au sein de iA Groupe financier.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Sécurité des technologies, des données et de l'information – Dans un paysage technologique en constante évolution, les institutions financières comme iA Groupe financier cherchent constamment à améliorer l'expérience client tout en protégeant leurs renseignements et à fournir le meilleur rendement possible à leurs investisseurs. En même temps, les cybermenaces ont augmenté, impactant la position financière et la réputation et perturbant les activités commerciales. L'intelligence artificielle, tout en faisant progresser le service à la clientèle, l'analyse prédictive et la conformité réglementaire, introduit également de nouvelles complexités en matière de cybersécurité, de résilience des actifs technologiques et de préparation des données.

Nos fonctions de sécurité des technologies, des données et de l'information s'efforcent d'améliorer continuellement leurs stratégies, politiques, processus et opérations afin de prendre des mesures efficaces et préventives pour s'aligner sur les normes et les meilleures pratiques du secteur. La gestion des incidents technologiques et les contrôles visant à détecter et à gérer les cybermenaces ont été renforcés en 2024, et une stratégie globale en matière de données a été formalisée. Ces mesures font l'objet d'un suivi de leur efficacité et sont complétées par des campagnes de sensibilisation et des formations destinées à l'ensemble des employés de la société.

Le chef des technologies de l'information, le chef des données et le chef de la sécurité de l'information gèrent les ressources et les services qui se concentrent sur l'identification, la prévention, la détection et l'élimination des menaces et des vulnérabilités contre les actifs technologiques et les opérations de la société pour les secteurs d'activité. Le chef de la gestion des risques supervise la fonction de gestion des risques, qui s'étend à l'ensemble de l'organisation, en assurant la surveillance et la couverture complète des risques liés à la technologie, aux données et à la sécurité de l'information.

À une époque où les menaces technologiques évoluent rapidement, en particulier avec l'avènement de l'intelligence artificielle, le potentiel d'actions malveillantes internes et externes est amplifié. Associé à un paysage commercial et réglementaire en constante transformation, il devient difficile d'identifier et d'anticiper tous les risques potentiels liés aux technologies, aux données et à la sécurité de l'information. Par conséquent, notre suivi, notre surveillance et nos rapports sur notre posture de risque, les risques émergents, les incidents et les mesures permettent d'adopter une position proactive et permettent à la société d'affiner ses stratégies d'atténuation des risques en conséquence.

Traitement – Le risque de traitement est le risque d'erreur, d'omission ou d'échec lors du traitement d'une transaction. Ce risque est lié au traitement quotidien des transactions et est atténué par diverses mesures telles que la formation des employés sur leurs activités, la validation par les pairs et le contrôle qualité. Par ailleurs, la mise en place d'indicateurs clés de performance permet de contrôler le respect des délais de traitement.

Tiers – Le risque de tiers est le risque que des tiers ne parviennent pas à fournir des biens, des activités commerciales ou des services et expose ainsi la société à de multiples conséquences négatives. Les scénarios de risque de tiers peuvent inclure l'insolvabilité, la perturbation opérationnelle chez les tiers, les tensions géopolitiques, les violations ou la perte de données ou la corruption.

Continuité des activités – Il est ici question de l'incapacité à poursuivre les activités prioritaires du fait de l'inaccessibilité des lieux de travail, de la perte d'employés clés, de l'indisponibilité des systèmes, des applications ou de la connectivité, de la perte de fournisseurs tiers essentiels ou de l'interruption des processus et services. Le cadre de gestion de la continuité des activités de la société considère l'ensemble des risques auxquels elle pourrait être confrontée selon une approche fondée sur les conséquences. La société a également adopté un modèle de fonctionnement hybride combinant le travail à distance et en présentiel. Des plans de continuité des activités ont été mis en œuvre par l'intermédiaire des unités d'exploitation afin de garantir la poursuite de la prestation de services à des niveaux prédéfinis acceptables en cas d'événements susceptibles de perturber les activités. Les plans de continuité des activités et les procédures connexes sont régulièrement examinés et testés.

En ce qui concerne la gestion des perturbations, une structure et des processus sont en place au sein de la société pour faire en sorte que les événements qui pourraient impacter ses activités soient rapidement cernés et gérés. En fonction de l'importance de ces événements, un comité multidisciplinaire du niveau de la direction supervise la réponse et veille à la cohérence dans l'ensemble de la société.

Modèle – La société est exposée au risque de modèle, soit le risque de conception, de mise en œuvre ou d'utilisation inadéquate d'un modèle. Bien que l'utilisation de données et de modèles génère de la valeur pour la société et offre des opportunités d'avenir significatives basées sur l'intelligence économique et artificielle, elle introduit également le risque qu'une perte puisse survenir ou que des décisions inappropriées puissent être prises en raison de déficiences ou de limitations de la modélisation, d'une mise en œuvre ou utilisation inappropriée, de données inexacts ou inappropriées, ou d'hypothèses incorrectes. Pour réduire ce risque, la société a élaboré un cadre de gouvernance du risque de modèle et créé un inventaire des modèles afin d'identifier le niveau de risque des modèles au sein de la société. Alors que le cadre est en cours de déploiement dans l'ensemble de la société, la sensibilisation et la formation sont en cours et une validation indépendante sera effectuée sur les modèles présentant le risque le plus élevé.

Risque éthique lié à l'utilisation de l'intelligence artificielle – Les progrès récents de l'intelligence artificielle offrent des opportunités significatives tout en ayant le potentiel d'augmenter les risques existants et d'en introduire de nouveaux. Le risque éthique lié à l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle a été introduit dans la taxonomie des risques. Il est défini comme le risque de prendre des décisions ou d'exécuter des processus d'une manière moralement controversée, contraire à l'éthique ou aux normes ou valeurs sociales, résultant de l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle. Afin de s'assurer que la société bénéficie de cette technologie tout en mesurant correctement les risques encourus, un cadre de gouvernance et de gestion des risques liés à l'intelligence artificielle a été élaboré au cours de la dernière année. Toutes ces mesures visent à permettre à la société de tirer parti de cette avancée technologique tout en favorisant de manière proactive une culture qui encourage une utilisation responsable de l'intelligence artificielle.

Risque juridique et réglementaire

La société est assujettie à un environnement juridique et réglementaire complexe dans les provinces et les territoires du Canada et dans les États des États-Unis où elle exerce ses activités; elle est également supervisée par des organismes de réglementation, et doit veiller à respecter toutes les lois et tous les règlements applicables.

Le risque juridique et réglementaire découle de la possibilité que la société soit affectée négativement par un changement législatif ou réglementaire, ou ne se conforme pas aux lois et aux règlements applicables dans les territoires où elle exerce ses activités.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

La société s'est dotée d'une *Politique de gestion des risques réglementaires* qui fait partie intégrante du cadre de gestion des risques et sert de base à un programme de gestion des risques réglementaires. Elle vise à garantir que la société exerce ses activités tout en respectant les exigences réglementaires applicables, en fonction de son niveau de tolérance aux risques juridiques et réglementaires. D'autres politiques ont également été adoptées dans le cadre du programme de gestion des risques réglementaires pour traiter des risques réglementaires précis tels que la lutte contre le blanchiment d'argent, le traitement équitable des clients ou la protection de la vie privée, afin d'assurer une gouvernance et un suivi sur mesure.

La société a mis en place une fonction de conformité qui relève de la responsabilité du chef de la conformité. Le chef de la conformité est chargé de coordonner ce programme au sein de la société et de veiller à ce qu'il soit mis en œuvre et appliqué dans toutes les unités d'exploitation. Les responsables de la conformité des affaires doivent veiller à ce que les normes de conformité de la société soient mises en œuvre au sein de leurs unités d'exploitation. Ils sont aussi responsables d'élaborer une stratégie de gestion des risques réglementaires propre à leurs unités d'exploitation et de la mettre en œuvre.

Pour veiller à la saine gestion du risque juridique et réglementaire, la société utilise une méthodologie axée sur l'identification, l'évaluation et la quantification des risques et la mise en place de contrôles pertinents, efficaces et efficaces dans ses activités courantes. Dans son évaluation du risque juridique et réglementaire, la société tient compte des impacts potentiels, notamment l'incidence possible sur ses activités et sur sa réputation.

Risque climatique

Les changements climatiques et les vulnérabilités qu'ils entraînent pourraient avoir des impacts défavorables directs ou indirects sur toutes les catégories de risques de la taxonomie. Les risques climatiques englobent les risques physiques et les risques de transition. Les risques physiques sont ceux qui découlent de phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, les feux de forêt, les sécheresses ou les tempêtes violentes (risques physiques élevés ou aigus) ou de changements climatiques à plus long terme tels que des hausses de température durables (risques physiques chroniques), tandis que les risques de transition sont ceux qui sont liés au processus d'adaptation à une économie à faibles émissions de carbone. En tant que risque transversal, le risque climatique est susceptible d'amplifier la probabilité d'occurrence et/ou l'impact de toutes les catégories de risques, par exemple en augmentant la fréquence et le coût des sinistres, en causant des dommages matériels ou des interruptions d'activité critiques, en créant une exposition à des litiges ou à des différends juridiques, ou en augmentant la volatilité ou en diminuant la valeur des investissements de portefeuille dans les secteurs à forte intensité de carbone. La société a intégré les risques climatiques dans son énoncé d'appétit et de tolérance au risque et a également formalisé son cadre de gestion des risques liés au climat dans sa politique d'entreprise de gestion des risques climatiques, favorisant l'alignement des méthodes d'identification, d'évaluation et de gestion des risques, dans le cadre d'une approche cohérente et proportionnée par rapport à d'autres risques. En plus d'être signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) appuyés par les Nations Unies, la société, par l'intermédiaire de sa filiale iA Gestion de placements inc. a adopté une politique d'investissement durable qui montre l'engagement de la société à intégrer les risques et les opportunités liés au climat dans le processus d'investissement. De plus amples renseignements sur la gestion des risques liés au climat et le cadre de gouvernance peuvent être trouvés dans le Rapport de durabilité 2024 et le Rapport sur la performance liée aux changements climatiques 2024.

Risque d'atteinte à la réputation – La société est aussi exposée au risque de subir une atteinte à sa réputation. Ce risque est défini comme le risque que des événements, des décisions d'une autorité réglementaire ou la perception du public aient un impact négatif sur la perception de la société par le public et, potentiellement, entraînent une diminution de l'achalandage, une perte de revenus ou des frais de litige considérables.

La société s'est dotée d'un plan de communication détaillé qui vise à protéger l'image de marque de la société en situation de crise et à rassurer le public quant à sa capacité à gérer une telle situation. Ce plan établit les stratégies de communication à privilégier en situation de crise, en vue notamment d'informer le public des causes et des conséquences de la crise, des procédés mis en place pour la résoudre et des mesures prises pour diminuer le risque qu'une situation semblable se reproduise. De plus, une vigie des médias sociaux couvrant l'ensemble des activités de la société est effectuée sur une base continue.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce do

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.